

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1968-1969.

4 DECEMBRE 1968.

Projet de loi relative à l'adhésion de la Belgique à l'amendement de l'accord ayant créé le Fonds Monétaire International ainsi qu'au statut monétaire.

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'attention des experts et des gouvernements s'est portée, au cours des récentes années, sur la nécessité d'assurer les moyens d'une expansion ordonnée et régulière des liquidités internationales, plus spécifiquement des réserves dont disposent les autorités monétaires des pays participant aux échanges internationaux pour faire face aux déséquilibres des paiements extérieurs.

Sans être mesurables avec précision, les besoins de réserves sont cependant liés à l'évolution des grandeurs économiques fondamentales — produits nationaux, engagements à vue des banques centrales et stocks monétaires globaux, volume des échanges internationaux.

Dans une économie mondiale en expansion les réserves doivent donc augmenter régulièrement et adéquatement car, si le besoin croissant de réserves n'est pas rencontré, le risque existe de voir adopter, pour protéger ou reconstituer les réserves, des politiques restrictives compromettant l'expansion des économies et le développement des échanges.

**

Actuellement, les réserves sont constituées, essentiellement, par l'or et par les monnaies dites de réserve, c'est-à-dire certaines devises de large utilisation inter-

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1968-1969.

4 DECEMBER 1968.

Ontwerp van wet betreffende de instemming van België met het amendement van de overeenkomst waarbij het Internationaal Muntfonds tot stand werd gebracht en betreffende het muntstatuut.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEREN,

De deskundigen en de regeringen gingen de laatste jaren hun aandacht wijden aan de noodzaak de middelen te vinden voor een geordende en regelmatige toeneming van de internationale liquiditeiten en meer bepaald van de reserves waarover de monetaire overheid van de landen, die aan het internationaal handelsverkeer deelnemen, beschikt om het hoofd te bieden aan onevenwichten in de buitenlandse betalingen.

Hoewel de reservebehoeften niet nauwkeurig kunnen gemeten worden, zijn ze nochtans gebonden aan de evolutie van fundamentele economische grootheden zoals het nationale produkt, de direct opvraagbare verbintenissen van de centrale banken, de globale geldhoeveelheden, de omvang van het internationale handelsverkeer.

In een zich uitbreidende wereldeconomie moeten de reserves derhalve regelmatig en in toereikende mate vermeerderen, want zo de groeiende reservebehoeften niet worden gedekt, dan dreigt het risico dat men voor de bescherming en de wedersamenstelling van de reserves een restrictief beleid gaat toepassen, dat de expansie van de volkshuishoudingen en de ontwikkeling van het handelsverkeer in gevaar brengt.

**

Thans zijn de reserves hoofdzakelijk samengesteld uit goud en uit reservemunten, d.w.z. bepaalde deviezen die in het internationale betalingsverkeer ruim

nationale, directement ou indirectement convertibles en or, au premier chef, le dollar des Etats-Unis.

Il est improbable que la croissance de ces deux éléments constitutifs des réserves puisse rencontrer, au cours des années à venir, les besoins liés à l'expansion de l'économie mondiale.

La production annuelle d'or dans le monde occidental, parfois majorée par des ventes d'or soviétique, est en effet absorbée dans une large mesure par la demande médicale, artistique et industrielle, cette dernière en expansion structurelle marquée. L'excédent est prélevé pour une large part par la thésaurisation et se révèle parfois même insuffisant pour rencontrer celle-ci. Au total, au cours des vingt dernières années, l'accroissement moyen annuel des caisses métalliques officielles a été à peine de l'ordre de 1 %, alors que les produits nationaux bruts ont progressé, à prix constants, d'environ 4 % par an et à prix courants de 6 à 7 % et que les échanges commerciaux internationaux ont connu un taux annuel moyen d'expansion de plus de 7 %.

Jusqu'ici, l'augmentation des avoirs officiels en dollars a supplié à l'insuffisance de la croissance des caisses-or, mais ces apports sont la contrepartie de déficits de la balance des paiements des Etats-Unis. Or, ceux-ci s'efforcent de les réduire, notamment par souci de préserver la stabilité du système monétaire international.

**

Une réforme s'impose donc en vue de créer les conditions d'une expansion ordonnée et suffisante d'instruments de réserve techniquement satisfaisants.

La solution proposée pour rencontrer le problème, au terme des études et négociations consacrées à cette question, au cours des années récentes, tant par un groupe de travail constitué à cette fin par dix pays industrialisés importants (Groupe des Dix formé par la République Fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède) que par le Fonds Monétaire International est la création concrète, dans le cadre du Fonds et à la mesure des besoins de réserves généralisés et reconnus, d'un instrument nouveau, les droits de tirage spéciaux, doté d'un statut destiné à inspirer la même confiance que l'or ou le dollar convertible en or et qui pourrait dès lors suppléer, dans une certaine mesure, dans la constitution des réserves, l'or et les monnaies de réserve.

En même temps et de manière complémentaire, il s'indiquait de revoir les règles et pratiques du Fonds dans le cadre de ses activités traditionnelles, en particulier en vue d'améliorer le statut des positions que les membres se constituent soit par la libération en or d'une fraction de leurs quotes-parts, soit par suite de l'utilisation de leurs monnaies par le Fonds, afin de conférer aussi pleinement à ces positions le caractère d'instruments de réserve assimilables à l'or.

**

</div

Ces conclusions ont été formulées par le Conseil des Gouverneurs du Fonds Monétaire International, lors de sa réunion de septembre 1967 à Rio de Janeiro, sur la base de principes adoptés par le Groupe des Dix à La Haye en juillet 1966 et à Londres en juillet-août 1967 et repris dans une esquisse établie par le Groupe.

A la demande des gouverneurs du Fonds, les administrateurs délégués qui en assurent la gestion courante ont élaboré un rapport présentant les propositions d'amendement qui seront nécessaires pour réaliser les objectifs retenus.

La portée de ces propositions d'amendement fait l'objet de l'analyse succincte ci-après.

**

La nouvelle facilité, destinée à compléter les instruments de réserve existants, prendra la forme de droits de tirage spéciaux créés par une décision collective des pays membres du Fonds pour rencontrer un besoin mondial de réserves à long terme qui résulterait éventuellement d'une expansion insuffisante de l'or monétaire ou d'une moindre expansion du volume des monnaies de réserve.

Le système des droits de tirage spéciaux constituera une entité distincte au sein du Fonds qui le gérera dans un « Compte de tirage spécial », les opérations traditionnelles du Fonds étant comptabilisées au « Compte général ».

Alloués annuellement par le Fonds sur la base de décisions couvrant des périodes de cinq ans consécutives, exprimés en or et répartis entre les membres proportionnellement au critère objectif des quotes-parts, les droits de tirages spéciaux constitueront un titre inconditionnel à obtenir non du Fonds lui-même, mais des membres désignés par lui, des monnaies effectivement convertibles. Les membres désignés seront tenus de fournir ces devises à concurrence du double du montant net des droits de tirage spéciaux qui leur auront été cumulativement alloués et recevront en contrepartie des droits de tirage spéciaux additionnels.

Le Fonds assurera la surveillance d'ensemble du fonctionnement du système en vue de prévenir un usage abusif de ces facilités. Un membre sera tenu à n'utiliser ses droits de tirage spéciaux qu'en cas de besoin, c'est-à-dire de déficit de balance des paiements ou de perte de réserves; il devra les reconstituer selon certains critères et, du moins, les utiliser et les reconstruire conjointement avec les autres éléments de ses réserves.

Un usage abusif des droits de tirage spéciaux pourra donner lieu à des mesures correctrices ou même à des sanctions mais a posteriori seulement, la disponibilité inconditionnelle de ces droits ne pouvant être mise en cause.

Die besluiten werden geformuleerd door de Raad van Gouverneurs van het Internationaal Muntfonds tijdens zijn bijeenkomst van september 1967 te Rio de Janeiro, op grondslag van de beginselen die in juli 1966 in Den Haag en in juli-augustus 1967 te Londen door de Groep van de Tien werden aangenomen en vervat zijn in een schets die door de Groep werd opgemaakt.

Op aanvraag van de gouverneurs van het Fonds hebben de gedelegeerde beheerders die het dagelijks bestuur waarnemen, een verslag opgesteld dat de vereiste amendementen voorstelt om de nagestreefde doelen te verwezenlijken.

De draagwijdte van die voorgestelde amendementen maakt het voorwerp uit van de hiernavolgende bondige analyse.

**

De nieuwe faciliteit die de bestaande reserve-instrumenten moet aanvullen, zal de vorm aannemen van bijzondere trekkingssrechten, gecreëerd door een gemeenschappelijke beslissing der landen-leden van het Fonds om op lange termijn te voorzien in een wereldbehoefte aan reserves die zou kunnen ontstaan tengevolge van een ontoereikende groei van het monetaire goud of van een kleinere expansie van de hoeveelheid reservemunten.

Het stelsel van de bijzondere trekkingssrechten zal een onderscheiden entiteit vormen in het Fonds; dit laatste zal dit stelsel beheren in een « Bijzondere Trekkingssrekening », terwijl de traditionele transacties van het Fonds onder de « Algemene Rekening » worden geboekt.

De bijzondere trekkingssrechten zullen jaarlijks door het Fonds worden toegekend op basis van beslissingen die gelden voor perioden van vijf achtereenvolgende jaren; zij zullen in goud worden uitgedrukt en onder de leden proportioneel worden verdeeld volgens het objectieve criterium van de quota's; zij zullen een onvoorwaardelijk recht geven om, niet van het Fonds zelf maar van de door hem aangewezen leden, werkelijk inwisselbare munten te verkrijgen. De aangewezen leden zullen die deviezen moeten verschaffen ten behoeve van het dubbel van het nettobedrag van de bijzondere trekkingssrechten die hun cumulatief zullen worden toegewezen en zullen als tegenwaarde bijkomende bijzondere trekkingssrechten ontvangen.

Het Fonds zal toezicht houden op de gehele werking van het stelsel om een verkeerde aanwending van die faciliteiten te voorkomen. Een lid zal zijn bijzondere trekkingssrechten slechts mogen gebruiken wanneer zulks nodig is, d.w.z. in geval van een tekort op de betalingsbalans of van een verlies van reserves; het zal ze moeten wedersamenstellen volgens sommige criteria en ze althans samen met de andere bestanddelen van zijn reserves gebruiken en wedersamenstellen.

Een misbruik van de bijzondere trekkingssrechten zal kunnen aanleiding geven tot correctiemaatregelen of zelfs sancties, maar zulks alleen a posteriori, want de onvoorwaardelijke beschikbaarheid van die rechten mag niet in het gedrang gebracht worden.

La création des droits de tirage spéciaux par une décision collective représente une innovation fondamentale dont l'introduction demandait à être assortie de sauvegardes indispensables en vue d'assurer que les options essentielles ne puissent être prises sans un très large assentiment des principaux pays intéressés. La solution retenue à cet égard a été de faire dépendre la création des droits de tirage spéciaux d'un vote à la majorité qualifiée de 85 % des voix représentées dans les Conseils du Fonds. Les Etats-Unis qui gèrent la principale monnaie de réserve disposent de 22,5 % du total des voix et les pays membres de la Communauté Economique Européenne, qui jouent un rôle croissant dans le financement du Fonds, de 16,5 %; la majorité qualifiée de 85 % implique donc qu'aucune décision fondamentale ne peut être prise dans le cadre des nouveaux arrangements contre l'opposition de l'une ou l'autre de ces deux entités.

Toutes les décisions du Fonds d'allouer des droits de tirage spéciaux devront répondre à un besoin global de compléter les instruments de réserve existants. En outre la création des droits de tirage spéciaux ne pourra commencer que lorsqu'un jugement collectif aura constaté la réalisation d'un meilleur équilibre des balances des paiements et la probabilité d'un meilleur fonctionnement du mécanisme d'ajustement dans l'avenir. La situation de tous les membres doit entrer en ligne de compte à cet égard, mais il est évident que le jugement à former sur ce point tiendra compte nécessairement davantage de la situation des membres qui jouent un rôle important dans les échanges et les paiements mondiaux. Toutes les précautions ont donc été prises pour que les décisions d'allocation soient inspirées par les objectifs fondamentaux du système des droits de tirage spéciaux et non par les difficultés de balance des paiements de certains pays.

Les décisions d'allocation n'entraineront pas nécessairement la participation de tous les membres; un pays dont le Gouverneur au Fonds n'aura pas voté en faveur d'une allocation de droits de tirage spéciaux pour une période quinquennale déterminée pourra refuser d'accepter cette allocation et sera dispensé des obligations corrélatives à l'acceptation de droits de tirage spéciaux. Il pourra, cependant, sous certaines conditions, revenir sur cette décision. D'autre part des dispositions prévoient la possibilité de se retirer du système.

En cas de retrait d'un membre ou de liquidation du système, le remboursement des droits de tirage spéciaux détenus au-delà des allocations cumulatives s'effectuera en cinq ans au maximum.

Au total, les droits de tirage spéciaux constitueront un instrument de réserve particulièrement satisfaisant. Exprimés en or et utilisables inconditionnellement en devises convertibles, ils se verront, en outre, octroyer, dans la mesure où ils seront détenus au-delà des alloca-

De schepping van bijzondere trekkingsrechten tengevolge van een gemeenschappelijke beslissing is geheel nieuw en de invoering er van dient met de onmisbare waarborgen gepaard te gaan opdat de wezenlijke keuzebeslissingen niet zouden genomen worden zonder een zeer ruime instemming van de voornaamste betrokken landen. De oplossing die hiervoor werd gekozen ligt hierin dat de schepping van bijzondere trekkingsrechten afhankelijk wordt gemaakt van de goedkeuring door een gekwalificeerde meerderheid van 85 % van de stemmen die in de Raden van het Fonds vertegenwoordigd zijn. De Verenigde Staten die de voornaamste reservemunt beheren, beschikken over 22,5 % van het totaal aantal stemmen en de landen-leden van de Europese Economische Gemeenschap, die een groeiende rol spelen in de financiering van het Fonds over 16,5 %; de gekwalificeerde meerderheid van 85 % houdt dus in dat geen enkele fundamentele beslissing in het kader van de nieuwe schikkingen kan worden genomen wanneer een van deze beide entiteiten zich ertegen verzet.

Alle beslissingen van het Fonds om bijzondere trekkingsrechten toe te kennen zullen moeten voorzien in een globale behoeftte aan aanvulling van de bestaande reserveinstrumenten. Bovendien zal met de creatie van bijzondere trekkingsrechten slechts mogen worden begonnen wanneer een gemeenschappelijke beoordeling de verwezenlijking heeft vastgesteld van een beter evenwicht der betalingsbalansen, alsmede de waarschijnlijkheid dat in de toekomst het aanpassingsmechanisme van de betalingsbalans beter zal werken. De toestand van al de leden moet hiervoor in aanmerking worden genomen, maar het is duidelijk dat op dit punt de beoordeling uiteraard meer rekening zal houden met de toestand van de leden die een belangrijke rol spelen in het internationale handels- en betalingsverkeer. Alle voorzorgen werden dus genomen opdat de beslissingen tot toekenning van bijzondere trekkingsrechten zouden berusten op de fundamentele doelstellingen van het stelsel der bijzondere trekkingsrechten en niet op de betalingsbalansmoeilijkheden van sommige landen.

De toekenningsbeslissingen zullen niet noodzakelijk de deelname meebrengen van alle leden; een land waarvan de Gouverneur in het Fonds niet voor een toekenning van bijzondere trekkingsrechten voor een bepaalde vijfjarige periode gestemd heeft, mag die toekenning weigeren te aanvaarden en zal ontslagen worden van de verplichtingen voortvloeiend uit de aanvaarding van bijzondere trekkingsrechten. Dat land zal nochtans in bepaalde omstandigheden op die beslissing kunnen terugkomen. Anderzijds bestaat de mogelijkheid zich uit het stelsel terug te trekken.

In geval van terugtrekking van een lid of van liquidatie van het stelsel, zal de terugbetaling van de bijzondere trekkingsrechten die een lid aanhoudt boven de cumulatieve toegekende bedragen, gebeuren binnen een termijn van ten hoogste vijf jaar.

Kortom, de bijzondere trekkingsrechten zullen een bijzonder bevredigend reserve-instrument vormen. Uitgedrukt in goud en onvoorwaardelijk bruikbaar in inwisselbare deviezen, krijgen zij, in de mate waarin zij de ontvangen cumulatieve toekenningen overtreft,

tions cumulatives reçues, un taux d'intérêt fixé en principe à 1,5 % mais qui peut être modifié dans certaines limites.

**

La seconde partie des amendements apportés aux statuts du Fonds Monétaire International concerne les règles et pratiques du Fonds dans les activités traditionnelles de cette Institution. Il s'agit des amendements à l'article préliminaire et aux articles I, III, IV, V, VI, XII, XVIII, XIX et XX de l'Accord créant le Fonds Monétaire International, approuvé par la loi du 26 décembre 1945 (*Moniteur belge* du 13 mars 1946).

Les principales modifications suggérées peuvent se regrouper comme suit :

a) Amélioration du statut des tirages dans la tranche-or et la supertranche-or.

L'accès des membres du Fonds Monétaire International aux ressources de l'Institution dans le cadre de ses activités traditionnelles s'effectue par des tirages, c'est-à-dire des achats de devises contre cession au Fonds de la monnaie du membre acheteur. L'objectif de ces transactions est de rencontrer les besoins des membres qui sont confrontés avec un déficit temporaire de balance des paiements. Le recours aux ressources du Fonds doit avoir un caractère temporaire et réversible et dès lors, en principe, conditionnel, le Fonds devant s'assurer que le pays tireur prend les mesures nécessaires pour corriger le déséquilibre de ses comptes extérieurs.

Toutefois, le Fonds accorde une présomption particulièrement favorable, équivalant à une inconditionnalité de fait, aux requêtes en tirages correspondant au versement en or de chaque pays au Fonds (tirages dits dans la tranche-or) et à la position créditrice nette constituée antérieurement sur le Fonds par le pays tireur à la suite de l'utilisation par le Fonds de la monnaie de ce pays (tirages dits dans la supertranche-or).

Ces facilités sont donc assimilables dès à présent, dans une certaine mesure du moins, à des instruments de réserve.

Les propositions d'amendement rendent cette assimilation parfaite en transformant l'automaticité de fait de ces tirages en un automatisme légal, absolu et complet, assurant le détenteur d'une tranche-or de la certitude d'obtenir en cas de besoin, sans condition et sans contestation possible du Fonds, les devises nécessaires et ce, tant pour faire face à des sorties de capitaux qu'à des déficits courants. Seule une violation des statuts du Fonds à l'occasion de tels tirages pourrait donner lieu, mais à posteriori seulement, à des mesures de correction ou éventuellement à des sanctions.

fen, een rente toegewezen die in beginsel op 1,5 %, is vastgesteld, maar die binnen zekere grenzen mag worden gewijzigd.

**

Het tweede deel van de aan de statuten van het Internationaal Muntfonds aangebrachte amendementen betreft de regels en de werking van het Fonds in verband met de traditionele activiteiten van die Instelling. Het handelt om de amendementen van het inleidend artikel en van de artikelen I, III, IV, V, VI, XII, XVIII, XIX en XX van de Overeenkomst houdende oprichting van het Internationaal Muntfonds, goedgekeurd bij de wet van 26 december 1945 (*Belgisch Staatsblad* van 13 maart 1946).

De voornaamste voorgestelde wijzigingen kunnen als volgt worden gegroepeerd :

a) Verbetering van het statuut van de trekkingen binnen de goudtranche en de supergoudtranche.

De leden van het Internationaal Muntfonds hebben toegang tot de middelen van die Instelling in het kader van zijn traditionele activiteiten, in de vorm van trekkingen, d.w.z. deviezenaankopen tegen afgifte van de munt van het kopende lid aan het Fonds. Die transacties hebben tot doel in de behoeften te voorzien van de leden die met een tijdelijk tekort op de befaalingsbalansen te kampen hebben. Het beroep op de middelen van het Fonds moet tijdelijk en reversibel en derhalve, in beginsel, voorwaardelijk zijn, aangezien het Fonds de waarborg moet hebben dat het trekkende land de nodige maatregelen neemt om het onevenwicht van zijn rekeningen met het buitenland te verhelpen.

Nochtans wordt door het Fonds een bijzonder gunstig vermoeden, neerkomend op een feitelijke onvoorwaardelijkheid, voorbehouden aan de aanvragen tot trekkingen overeenstemmend met de goudstortingen van ieder land in het Fonds (trekkingen binnen de goudtranche) en met de netto-creditpositie die voordien op het Fonds door het trekkende land werd gevormd ten gevolge van de aanwending van zijn munt door het Fonds (trekkingen binnen de supergoudtranche).

Die faciliteiten zijn dus van nu af aan, althans in zekere mate, met reserve-instrumenten gelijk te stellen.

De voorgestelde amendementen maken die gelijkschaling volledig door de omvorming van het feitelijk automatisch karakter van die trekkingen in een wetelijk, volstrekt en volledig automatisch karakter, zodat de houder van een goudtranche de zekerheid zal bezitten, wanneer zulks nodig is, van het Fonds, zonder voorwaarden en zonder enige mogelijke betwisting, de vereiste deviezen te bekomen om het hoofd te bieden zowel aan kapitaaluitvoer als aan tekorten op de lopende rekening. Alleen een schending van de statuten van het Fonds ter gelegenheid van dergelijke trekkingen zou kunnen aanleiding geven, maar dan alleen a posteriori, tot correctiemaatregelen of evenuele sancties.

b) Intégration du système des droits de tirage spéciaux dans l'économie d'ensemble des transactions du Fonds et mise en concordance des dispositions anciennes et nouvelles.

Le mécanisme de création de droits de tirage spéciaux à caractère inconditionnel ayant été assorti de sauvegardes appropriées, dont la nécessité d'une majorité qualifiée de 85 % des voix pour toute décision importante, il convenait de rechercher la mise en concordance avec ces principes des dispositions réglant les opérations traditionnelles du Fonds.

Il n'eût pas été acceptable en effet que celles-ci puissent devenir l'instrument d'un élargissement parallèle des facilités d'accès au Fonds, en particulier de caractère automatique et inconditionnel.

En outre, il convenait de réaffirmer le caractère temporaire et réversible du recours usuel aux ressources du Fonds.

Ces préoccupations ont motivé les amendements statutaires proposés aux dispositions concernant la modification de quotes-parts, le caractère temporaire de l'utilisation des ressources du Fonds, la cessation de la faculté de créer de nouvelles facilités inconditionnelles au Compte Général et les règles relatives aux rachats.

1. Modification des quotes-parts et questions connexes.

Actuellement, les modifications des quotes-parts exigent une majorité des quatre cinquièmes du total des voix.

Aux termes du projet d'amendement, les décisions relatives aux modifications des quotes-parts, proposées à la suite d'une révision générale, nécessiteront une nouvelle majorité spéciale, à savoir 85 % du total des voix.

Toutes les autres modifications de quotes-parts continueront d'exiger une majorité des quatre cinquièmes du total des voix.

La majorité de 85 % s'appliquera également aux décisions précisant les conditions préalables à l'entrée en vigueur des augmentations de quote-part proposées à la suite d'une révision générale ou relatives à d'autres questions en rapport avec les augmentations de quote-part proposées, telle l'autorisation donnée aux membres à payer moins que la proportion normale de 25 % de leur souscription supplémentaire en or.

2. Caractère temporaire de l'utilisation des ressources du Fonds.

Les nouveaux statuts énonceront expressément ce que l'on considère actuellement comme implicite, à savoir que l'utilisation des ressources du Fonds détenues au Compte Général doit présenter un caractère temporaire et que le Fonds doit adopter une politique destinée à inciter les membres à prendre des mesures

b) Integratie van het stelsel van de bijzondere trekkingssrechten in de gezamenlijke economie van de transacties van het Fonds en harmonisering van de oude en de nieuwe bepalingen.

Daar aan het mechanisme van creatie van de onvoorwaardelijke bijzondere trekkingssrechten de aangepaste waarborgen werden gehecht, waaronder de noodzakelijkheid van een gekwalificeerde meerderheid van 85 % van de stemmen voor elke belangrijke beslissing, was het wenselijk de bepalingen toepasselijk op de traditionele transacties van het Fonds met die beginselen te harmoniseren.

Het zou immers niet aanvaardbaar geweest zijn dat die transacties het instrument zouden worden voor een gelijklopende verruiming van de mogelijkheden van beroep op het Fonds, meer bepaald wat het automatisch en onvoorwaardelijk karakter betreft.

Bovendien was het aangewezen het tijdelijk en reveribel karakter van het gebruikelijk beroep op de middelen van het Fonds opnieuw te bevestigen.

Die bewegredenen lagen ten grondslag aan de voorgestelde statutaire amendementen van de bepalingen betreffende de wijziging van de quota's, de tijdelijkheid van de aanwending der middelen van het Fonds, de stopzetting van de mogelijkheid nieuwe onvoorwaardelijke faciliteiten te scheppen op de Algemene Rekening en de regels betreffende de terugkopen.

1. Wijziging van de quota's en aanverwante kwesties.

Thans vereisen de wijzigingen van de quota's een meerderheid van vier vijfde van het totaal aantal stemmen.

Luidens het ontwerp van amendement zullen de beslissingen betreffende de wijzigingen van de quota's, die tengevolge van een algemene herziening worden voorgesteld, een nieuwe speciale meerderheid, nl. 85 % van het totaal aantal stemmen vereisen.

Voor alle andere wijzigingen van quota's blijft een meerderheid van vier vijfde van het totaal aantal stemmen vereist.

De meerderheid van 85 % zal eveneens toepasselijk zijn op de beslissingen die de voorwaarden omschrijven voor het van kracht worden van de verhogingen van quota's voorgesteld ten gevolge van een algemene herziening of die betrekking hebben op andere kwesties in verband met de voorgestelde quotaverhogingen, zoals de machtiging die aan de leden wordt gegeven om van hun bijkomende inschrijving minder dan de normale verhouding van 25 % in goud te betalen.

2. Tijdelijk karakter van de aanwending der middelen van het Fonds.

De nieuwe statuten zullen uitdrukkelijk bepalen wat thans stilzwijgend wordt aangenomen, namelijk dat het gebruik van de middelen van het Fonds aangehouden in de Algemene Rekening van tijdelijke aard moet zijn en dat het Fonds een beleid moet voeren dat de leden ertoe aanzet maatregelen te nemen om

qui les aideront à éviter d'en faire un usage prolongé. De cette façon, le Fonds préserve le caractère renouvelable de ses ressources.

3. Cessation de la faculté de créer des nouvelles facilités inconditionnelles au Compte Général.

Le Fonds n'aura plus la faculté de créer de nouvelles facilités au Compte Général pour l'utilisation inconditionnelle de ses ressources. Cette disposition traduit l'opinion selon laquelle, grâce à la création de la nouvelle facilité fondée sur les droits de tirage spéciaux, tout besoin de compléter les instruments de réserve existants sera satisfait, lorsque et dans la mesure où il se fera sentir, par des allocations de droits de tirage spéciaux.

1. Règles relatives aux rachats.

Les règles statutaires relatives aux obligations de rachat seront amendées sur divers points en vue de leur assurer une efficacité accrue et d'éliminer certaines anomalies qui en affaiblissaient la portée.

Le calcul des réserves monétaires qui conditionne les rachats statutaires se fera notamment sur une base brute plutôt que sur une base nette (avoirs moins engagements), ce qui permettra, à l'opposé de ce qui se passait antérieurement, de voir se créer des obligations de rachat statutaires dans le chef des pays émetteurs de monnaies de réserve.

c) Interprétation des statuts.

Un comité permanent d'interprétation des statuts sera institué au sein du Conseil des Gouverneurs.

Le Conseil des Gouverneurs ne pourra s'écarte de la décision de ce Comité qu'à une majorité de 85 % du total des voix.

**

Les propositions d'amendement dont la portée vient d'être résumée ont été approuvées par le Conseil des Gouverneurs du Fonds dans sa Résolution n° 23/5 du 31 mai 1968, dont le texte est ci-annexé.

Conformément à l'article XVII des statuts du Fonds, elles n'entreront cependant en vigueur que lorsqu'elles auront été acceptées par les trois cinquièmes des pays membres du Fonds disposant des quatre cinquièmes de la totalité des voix.

En vertu de l'article XXIII section I des propositions d'amendement, le système des droits de tirage spéciaux n'entrera en vigueur que si la participation à ce système d'un nombre d'Etats membres réunissant 75 % au moins du montant total des quotes parts du Fonds est acquise. Un fonctionnement adéquat du système im-

een langdurig gebruik ervan te vermijden. Op die wijze zorgt het Fonds ervoor dat zijn middelen steeds opnieuw beschikbaar worden.

3. Stopzetting van de mogelijkheid nieuwe onvoorwaardelijke faciliteiten te creëren in de Algemene Rekening.

Het Fonds zal geen nieuwe faciliteiten in de Algemene Rekening meer kunnen creëren voor de onvoorwaardelijke aanwending van zijn middelen. Deze bepaling vertolkt de mening volgens welke, dank zij de creatie van de nieuwe faciliteit gevestigd op de bijzondere trekkingsrechten, iedere behoefte om de bestaande reserve-instrumenten aan te vullen zal voldaan zijn, wanneer en in de mate dat zij zich zal doen voelen, door toegekennung van bijzondere trekkingsrechten.

4. Bepalingen betreffende de terugkoop.

De statutaire bepalingen betreffende de terugkoopverplichtingen zullen op verschillende punten worden geamendeerd om een grotere doeltreffendheid ervan te waarborgen en er sommige anomalieën die er de draagwijdte van verminderden, uit te verwijderen.

De berekening van de monetaire reserves die de statutaire terugkopen bepaalt, zal met name gebeuren op een bruto basis in plaats van op een netto basis (activa min verbintenissen); in tegenstelling met wat vroeger het geval was, zullen aldus statutaire terugkoopverplichtingen ontstaan in hoofde van de landen die reservemunten uitgeven.

c) Interpretatie van de statuten.

Een bestendig comité voor interpretatie van de statuten zal in de schoot van de Raad van Gouverneurs worden ingesteld.

De Raad van Gouverneurs zal van de beslissing van dit Comité slechts mogen afwijken indien een meerderheid van 85 % van het totale aantal stemmen zich in die zin uitspreekt.

**

De voorgestelde amendementen waarvan de draagwijdte hierboven werd samengevat, werden door de Raad van Gouverneurs van het Fonds goedgekeurd bij zijn Besluit n° 23/5 van 31 mei 1968 waarvan de tekst hierbij is gevoegd.

Overeenkomstig artikel XVII van de statuten van het Fonds, zullen zij evenwel pas van kracht worden wanneer zij aanvaard zullen zijn door drie vijfde van de landen-leden van het Fonds die over vier vijfde van het totaal aantal stemmen beschikken.

Krachtens artikel XXIII, sectie I, van de voorgestelde amendementen zal het systeem van de bijzondere trekkingsrechten slechts van kracht worden indien een aantal lidstaten die samen ten minste 75 % van het totaal bedrag der quota's van het Fonds vertegenwoordigen, aan dit systeem deelnemen. Opdat het stel-

plique en effet une participation suffisamment large des pays membres du Fonds.

Il convient que la Belgique apporte son concours à la réalisation d'une amélioration importante du système monétaire international qui, tout en confirmant le rôle de l'or comme composante des réserves, assure que l'expansion graduelle indispensable de celles-ci soit mesurée aux besoins par une appréciation concrète entourée de toutes les sauvegardes désirables plutôt que d'être abandonnée aux circonstances fortuites de la position de balance des paiements des pays à monnaies de réserve ou de l'évolution de la production de l'or, de ses usages industriels ou de sa thésaurisation.

La Belgique, qui s'est toujours associée étroitement aux efforts de coopération monétaire internationale, se doit de donner son appui aux nouvelles dispositions proposées qui renforceront la position du Fonds Monétaire International comme centre du système monétaire et lui permettront d'apporter le bénéfice de son expérience à la gestion du nouveau mécanisme.

L'article 1^e, 1^o, du projet de loi autorise le Roi à adhérer, au nom de la Belgique, à l'amendement des statuts du Fonds Monétaire International.

L'article 1^e, 2^o du projet de loi autorise le Roi à signer ou faire signer une déclaration attestant que la Belgique accepte de participer au Compte de Tirage Spécial, qu'elle sousscrit les obligations qu'implique cette participation au Compte de Tirage Spécial et qu'elle a pris à cette fin toutes les dispositions nécessaires afin d'être en mesure d'y satisfaire.

**

Il convient également d'amender le texte de l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1948 et par l'article 5 de la loi du 19 juin 1959, afin de permettre le financement par la Banque Nationale de Belgique des obligations incombant à l'Etat dans le système des droits de tirage spéciaux et des obligations qui peuvent être assumées par l'Etat à d'autre titres à l'égard du Fonds Monétaire International, et de permettre la détention par la Banque, comme avoirs propres, des droits correspondants de l'Etat.

C'est l'objet de l'article 2 du projet de loi.

De nouvelles conventions à conclure entre l'Etat et la Banque Nationale régleront sur la base des dispositions de cet article les conditions et les modalités particulières de l'intervention de la Banque Nationale.

**

D'autre part, il faut tenir compte des modalités nouvelles qui se sont développées ces dernières années

sel aan de verwachtingen zou beantwoorden, is inderdaad een ruime deelneming van de landen-leden van het Fonds vereist.

Het past dat België zijn medewerking verleent aan de verwezenlijking van een belangrijke verbetering van het internationaal monetair stelsel dat tegelijkertijd de rol van het goud als component van de reserves bevestigt en ervoor zorg draagt dat de onontbeerlijke, geleidelijke expansie van deze laatste wordt gemeten naar behoeften vastgesteld door een gemeenschappelijke beoordeling die met alle wenselijke waarborgen is omringd veeleer dan die expansie over te laten aan de toevallige omstandigheden in de betalingsbalanspositie der landen met reservevaluta, of aan de evolutie van de produktie, het industrieel gebruik of de oppotting van goud.

België dat steeds actief heeft deelgenomen aan de inspanningen op het gebied van de internationale monetaire samenwerking, behoort zijn steun te verlenen aan de nieuwe voorstellen die de positie van het Internationaal Muntfonds zullen verstevigen als centrum van het monetaire stelsel en die het hem mogelijk zullen maken zijn ervaring ten dienste van het beheer van het nieuwe mechanisme te stellen.

Artikel 1, 1^o, van het wetsontwerp machtigt de Koning, in naam van België, in te stemmen met het amendement van de statuten van het Internationaal Muntfonds.

Artikel 1, 2^o, van het wetsontwerp machtigt de Koning een verklaring te ondertekenen of te doen ondertekenen waaruit blijkt dat België er mee akkoord gaat deel te nemen aan de Bijzondere Trekkingsrekening, dat het de verplichtingen onderschrijft die een dergelijke deelneming aan de Bijzondere Trekkingsrekening inhoudt en dat het daartoe alle nodige maatregelen heeft genomen om eraan te kunnen voldoen.

**

Het past eveneens de tekst te amenderen van artikel 6 van de besluitwet n° 5 van 1 mei 1944 gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 28 juli 1948 en artikel 5 van de wet van 19 juni 1959 ten einde de Nationale Bank van België in staat te stellen de verplichtingen te financieren die in het stelsel van de bijzondere trekkingsrechten op de Staat berusten, alsook andere verplichtingen die de Staat tegenover het Internationaal Muntfonds zou kunnen aangaan en de Bank tevens de mogelijkheid te verschaffen de overeenstemmende rechten van de Staat als eigen activa aan te houden.

Dit is het voorwerp van artikel 2 van het wetsontwerp.

Nieuwe tussen de Staat en de Nationale Bank te sluiten overeenkomsten zullen, op grond van de bepalingen van dit artikel, de bijzondere voorwaarden en modaliteiten van de tussenkomst van de Nationale Bank regelen.

**

Anderzijds dient er rekening te worden gehouden met de nieuwe werkwijzen die tijdens de laatste jaren

dans la coopération monétaire internationale. Alors que précédemment celle-ci faisait l'objet principalement, sinon exclusivement, d'accords entre Etats, même lorsque le financement était assuré par les banques centrales, actuellement des arrangements d'entraide mutuelle sont conclus directement par les banques centrales. Cette forme d'arrangement est adoptée surtout lorsqu'il s'agit de crédits à court terme tendant à compenser des mouvements brusques mais réversibles de réserves ou pouvant être relayés par des crédits à moyen terme consentis par le Fonds Monétaire International. Elle est justifiée principalement par le caractère technique des arrangements et la souplesse nécessaire de leur fonctionnement.

Ces accords entre banques centrales sont conclus dans l'intérêt général et pour assurer un dédoublement harmonieux des relations monétaires internationales. Il importe que la Belgique puisse participer à ces accords par l'intermédiaire de sa Banque Nationale. A cette fin, il est nécessaire que la Banque soit garantie contre les risques de ces accords au même titre qu'elle l'est déjà pour les accords qui sont conclus par l'Etat belge et dont elle assure le financement.

Telle est la portée du dernier alinéa de l'article 2 et de l'article 3 du projet de loi, qui modifient les articles 6 et 6bis de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944. Ces textes prévoient désormais la garantie de l'Etat contre les risques de change et de non remboursement, lorsque la participation de la Banque Nationale aux accords ou opérations de coopération monétaire internationale a reçu l'approbation du Gouvernement, décidée en Conseil des Ministres.

**

La loi impose à la Banque Nationale d'avoir une encaisse en or au moins égale au tiers du montant de ses engagements à vue.

Si la règle de la couverture est un principe utile de bonne gestion et une disposition traditionnelle de notre droit monétaire, il convient cependant d'en adapter la formulation aux modifications du système des paiements internationaux.

Or, l'évolution fondamentale imprimée à celui-ci implique une réduction graduelle de l'importance relative de l'or dans la composition des réserves et le développement parallèle d'instruments de réserve dont le statut est fixé par les accords monétaires internationaux.

C'est pourquoi, l'article 4 du projet de loi prévoit que la couverture des engagements à vue de la Banque comprend l'or et les droits que possède la Belgique comme membre du Fonds Monétaire International et qui sont comptabilisés par la Banque comme avoirs propres en vertu de la loi, c'est-à-dire les positions de réserve dans le Fonds, appelées communément droits de tirage dans la tranche-or et la super tranche-or, les droits de tirage spéciaux alloués ou acquis et les droits résultant des avances consenties au Fonds.

op het stuk van de internationale monetaire samenwerking werden ontwikkeld. Terwijl deze laatste vroeger hoofdzakelijk, zoniet uitsluitend, geregeld werd door overeenkomsten onder de Staten, zelfs wanneer de centrale banken voor de financiering zorgden, werden overeenkomsten van onderlinge hulp thans rechtstreeks gesloten door de centrale banken. Deze vorm van overeenkomst wordt vooral toegepast wanneer het kredieten op korte termijn betreft die plotselinge maar reversibele reserve-bewegingen moeten compenseren of die vervangen kunnen worden door halflange, door het Internationaal Muntfonds verleende kredieten. Hij wordt hoofdzakelijk gerechtvaardigd door het technische karakter van deze regelingen en de noodzakelijke soepelheid die hun werking vereist.

Deze akkoorden onder centrale banken worden gesloten voor het algemeen belang en om een harmonisch verloop van de internationale monetaire betrekkingen te waarborgen. Het is van belang dat België, door middeling van zijn Nationale Bank, aan deze internationale akkoorden kan deelnemen. Daarom moet de Bank gevrijwaard zijn tegen de risico's van deze akkoorden met hetzelfde recht als zij het reeds is voor de akkoorden die gesloten zijn door de Belgische Staat en waarvan zij de financiering waarnemt.

Dat is de draagwijdte van het laatste lid van artikel 2 en van artikel 3 van het wetsontwerp, die de artikelen 6 en 6bis van de besluitwet n° 5 van 1 mei 1944 wijzigen. Die teksten bepalen voortaan dat de Nationale Bank de staatswaarborg geniet tegen de risico's inzake de wissel en de niet terugbetaling, wanneer haar deelname in de overeenkomsten of transacties voor internationale monetaire samenwerking de in Ministerraad besliste goedkeuring van de Regering gekomen heeft.

**

De wet verplicht de Nationale Bank een goudvoorraad te hebben die ten minste gelijk is aan een derde van het bedrag van haar dadelijk opvraagbare verbintenissen.

Hoewel het voorschrift van de dekking een nuttig beginsel van goed beheer is en een traditionele bepaling van ons monetair recht, past het de formulering ervan aan de wijzigingen van het stelsel der internationale betalingen aan te passen.

De fundamentele evolutie die dit laatste doormaakt, brengt inderdaad een geleidelijke vermindering mee van de relatieve betekenis van het goud in de samenstelling van de reserves en de gelijklopende ontwikkeling van reserve-instrumenten waarvan het statuut in internationale monetaire akkoorden is vastgelegd.

Daarom schrijft artikel 4 van het wetsontwerp voor dat de dekking van de dadelijk opvraagbare verbintenissen van de Bank bestaat uit goud en de rechten die België als lid van het Internationaal Muntfonds bezit en die de Bank krachtens de wet als eigen activa heeft geboekt, d.w.z. de reserveposities bij het Fonds, doorgaans genoemd trekkingsrechten in de goudtranche en de supergoudtranche, de toegekende of verkregen bijzondere trekkingsrechten en de rechten voortvloeiend uit de aan het Fonds toegesane voorschotten.

D'autre part, l'or des banques centrales n'est plus détenu par elles uniquement sous forme de pièces et lingots mais peut faire l'objet de dépôts auprès d'institutions financières internationales telles que la Banque des Règlements Internationaux. Aussi, dans le texte de l'article 4 du projet de loi est-il fait mention des avoir en or de la Banque, qui pourront comprendre désormais semblables dépôts.

* *

Considérations au sujet de l'avis du Conseil d'Etat.

Dans son avis reproduit ci-après, le Conseil d'Etat a émis quelques observations au sujet des divers articles du projet de loi.

Pour tenir compte des observations au sujet des articles 1, 3 et 4 (crédits en or sur des institutions financières internationales) du projet de loi, le texte desdits articles a été adapté dans le sens indiqué par le Conseil d'Etat.

Quant à l'observation au sujet des articles 2 et 4 tendant à remplacer l'expression « droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International » par l'expression « les moyens de paiement mis à la disposition de l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International », le Gouvernement ne croit pas pouvoir suivre sur ce point l'avis du Conseil d'Etat et cela pour la raison que les droits dont il s'agit sont une créance à long terme qui ne représente pas en soi un moyen de paiement. Cette créance permet toutefois de recourir à tout moment aux ressources du Fonds Monétaire International et d'obtenir ainsi des monnaies étrangères nécessaires aux paiements internationaux.

L'observation finale du Conseil d'Etat au sujet de la traduction française de l'amendement aux statuts du Fonds Monétaire International ne vise en réalité que certaines imprécisions de texte auxquelles il a été remédié.

Le Ministre des Affaires étrangères,

P. HARMEL.

Le Ministre des Finances,

Baron SNOY et d'OPPUERS.

Anderzijds wordt het goud van de centrale banken niet meer alleen aangehouden in de vorm van muntstukken en staven; het kan ook in deposito worden gegeven bij internationale financiële instellingen zoals de Bank voor Internationale Betalingen. In de tekst van artikel 4 van het wetsontwerp wordt dan ook melding gemaakt van de goudactiva van de Bank waarin voortaan ook dergelijke deposito's zullen mogen begrepen worden.

* *

Beschouwingen nopens het advies van de Raad van State.

In zijn hierna overgenomen advies heeft de Raad van State enkele opmerkingen gemaakt betreffende de verschillende artikelen van het wetsontwerp.

Om rekening te houden met de opmerkingen nopens de artikelen 1, 3 en 4 (schuldborderingen in goud op de internationale financiële instellingen) van het wetsontwerp, werd de tekst van gezegde artikelen aangepast in de door de Raad van State aangeduid zin.

Voor wat betreft de opmerking nopens de artikelen 2 en 4, die beoogt de vervanging van de uitdrukking «rechten die de Belgische Staat bezit als lid van het Internationaal Muntfonds» door de uitdrukking «betaalmiddelen die de Belgische Staat als lid van het Internationaal Muntfonds ter beschikking zijn gesteld», meent de Regering terzake dit punt het advies van de Raad van State niet te kunnen volgen en dit om de reden dat de bewuste rechten een schuldbordering op lange termijn uitmaken, die geen betaalmiddel op zichzelf vertegenwoordigt. Die schuldbordering maakt het evenwel mogelijk op elk ogenblik op de middelen van het Internationaal Muntfonds beroep te doen en also de voor de internationale betalingen nodige buitenlandse munt te bekomen.

De slotopmerking van de Raad van State betreffende de Franse vertaling van het amendement op de statuten van het Internationaal Muntfonds doelt in werkelijkheid slechts op bepaalde tekstduidelijkheden waaraan verholpen werd.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

P. HARMEL.

De Minister van Financiën,

Baron SNOY et d'OPPUERS.

ANNEXE.**Résolution n° 23-5 du 31 mai 1968 du Conseil des Gouverneurs du Fonds Monétaire International.**

CONSIDERANT que les Administrateurs ont terminé leur travaux relatifs d'une part à la création au Fonds Monétaire International d'une nouvelle facilité fondée sur des droits de tirage spéciaux en vue de compléter, lorsque et dans la mesure où le besoin s'en ferait sentir, les instruments de réserve existants, et d'autre part aux améliorations qu'il conviendrait d'apporter aux règles et pratiques actuelles du Fonds, conformément à la Résolution n° 22-8 adoptée par le Conseil des Gouverneurs du Fonds Monétaire International lors de sa vingt-deuxième Assemblée annuelle, qui s'est tenue à Rio de Janeiro; et

CONSIDERANT que les Administrateurs ont préparé un rapport proposant des amendements aux Statuts du Fonds Monétaire International en vue de créer la nouvelle facilité et d'apporter certaines modifications aux règles et pratiques actuelles du Fonds; et

CONSIDERANT que le Président du Conseil des Gouverneurs a demandé au Secrétaire du Fonds de soumettre les propositions des Administrateurs au Conseil des Gouverneurs; et

CONSIDERANT que le rapport des Administrateurs exposant leur propositions a été soumis au Conseil des Gouverneurs par le Secrétaire du Fonds; et

CONSIDERANT que les Administrateurs ont invité le Conseil des Gouverneurs à voter sur la Résolution ci-après sans réunion, conformément à la section 13 de la Réglementation générale du Fonds;

Le Conseil des Gouverneurs, ayant pris connaissance dudit rapport des Administrateurs, DECIDE EN CONSEQUENCE que :

1. Le projet d'amendement aux Statuts du Fonds Monétaire International figurant dans l'annexe à la présente Résolution est approuvé.

2. Le Secrétaire du Fonds est chargé de demander par lettre ou télégramme à tous les membres du Fonds s'ils acceptent, conformément aux dispositions de l'article XVII, le projet d'amendement aux Statuts figurant dans l'annexe à la présente Résolution.

3. La lettre circulaire ou le télégramme qui sera envoyé à tous les membres conformément au 2 ci-dessus spécifiera que le projet d'amendement aux Statuts figurant dans l'annexe à la présente Résolution entrera en vigueur à l'égard de tous les membres à la date à laquelle le Fonds donnera acte, par communication officielle adressée à tous les membres, que les trois cinquièmes des membres disposant des quatre cinquièmes de la totalité des voix ont accepté les modifications.

BIJLAGE.**Resolutie n° 23-5 d.d. 31 mei 1968 van de Raad van Gouverneurs van het Internationaal Muntfonds.**

OVERWEGENDE dat de gedelegeerd-beheerders hun werkzaamheden beëindigd hebben betreffende, enerzijds, de schepping in het Internationaal Muntfonds van een nieuwe faciliteit gegrondvest op bijzondere trekkingsrechten met het oog op de aanvulling van de bestaande reserve-instrumenten — wanneer en in de mate dat de behoefte hieraan zich zal doen voelen — en, anderzijds, de passende verbeteringen aan te brengen aan de huidige regels en werking van het Fonds, overeenkomstig de Resolutie n° 22-8, aangenomen door de Raad van Gouverneurs van het Internationaal Muntfonds tijdens zijn tweeeëntwintigste te Rio de Janeiro gehouden Jaarvergadering; en

OVERWEGENDE dat de gedelegeerd-beheerders een verslag hebben opgesteld, waarbij aan de Statuten van het Internationaal Muntfonds amendementen worden voorgesteld met het oog op de schepping van de nieuwe faciliteit en het aanbrengen van bepaalde wijzigingen aan de huidige regels en werking van het Fonds; en

OVERWEGENDE dat de Voorzitter van de Raad van Gouverneurs de Secretaris van het Fonds verzocht heeft om de voorstellen van de Gedelegeerd-Beheerders aan de Raad van Gouverneurs over te leggen; en

OVERWEGENDE dat het verslag van de Gedelegeerd-Beheerders dat hun voorstellen uiteenzet, door de Secretaris van het Fonds aan de Raad van Gouverneurs werd voorgelegd; en

OVERWEGENDE dat de Gedelegeerd-Beheerders de Raad van Gouverneurs verzocht hebben over de hiernavolgende Resolutie te stemmen, buiten vergadering, overeenkomstig sectie 13 van het Algemeen Reglement van het Fonds;

Kennis genomen hebbend van gezegd verslag van de Gedelegeerd-Beheerders, beslist derhalve de Raad van Gouverneurs hierbij dat :

1. Het voorgestelde amendement van de Statuten van het Internationaal Muntfonds, dat voorkomt in de bijlage van deze Resolutie, wordt goedgekeurd.

2. De Secretaris van het Fonds wordt gelast aan al de leden van het Fonds per brief of per telegram te vragen of zij overeenkomstig de bepalingen van artikel XVII, het voorgestelde amendement van de Statuten, dat voorkomt in de bijlage van deze Resolutie, aanvaarden.

3. De overeenkomstig 2 hierboven aan al de leden toe te zenden omzendbrief of telegram zal vermelden dat het voorgestelde amendement van de Statuten, dat voorkomt in de bijlage van deze Resolutie, voor al de leden zal vigeren op de datum, waarop het Fonds kennisgeving zal verstrekken, door een aan al de leden toegezonden officiële mededeling, dat drie vijfde van de leden, die over vier vijfde van het totaal aantal stemmen beschikken, de wijzigingen aanvaard hebben.

PROJET DE LOI.**BAUDOUIN.**

ROI DES BELGES,

*A tous, présents et à venir,
SALUT.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères et Notre Ministre des Finances sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.**Sortiront leurs pleins et entiers effets :**

1. l'acte par lequel le Roi adhérera au nom de la Belgique à l'Amendement aux statuts du Fonds Monétaire International, dont le texte est reproduit en annexe, approuvé par le Conseil des Gouverneurs du Fonds aux termes de sa résolution n° 23-5 du 31 mai 1968;

2. la déclaration par laquelle, conformément à l'article XXIII, Section 1, des statuts modifiés du Fonds Monétaire International, le Roi attestera que la Belgique accepte de participer au Compte de Tirage Spécial du Fonds, qu'elle sousscrit les obligations qu'impose cette participation au Compte de Tirage Spécial et que toutes dispositions nécessaires afin d'être en mesure d'y satisfaire ont été prises à cette fin.

ART. 2.

Dans l'article 6 de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères, tel qu'il a été modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1948 et par l'article 5 de la loi du 19 juin 1959, les alinéas 4 à 8 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La Banque Nationale de Belgique pourra également comptabiliser dans ses écritures, comme avoirs propres, les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International, soit au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci, soit comme participant au Compte de Tirage Spécial du Fonds, soit à tout autre titre, et cela moyennant reprise par la Banque Nationale de Belgique des obligations de fournir de la monnaie belge, de l'or ou des monnaies étrangères au Fonds Monétaire International ou à ses membres, imposées à la Belgique par l'Accord ayant créé le Fonds et ses modifications successives,

ONTWERP VAN WET**BOUDEWIJN.**

KONING DER BELGEN,

*Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.*

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Financiën zijn gelast in Onze naam bij de wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

EERSTE ARTIKEL.**Volkomen uitwerking hebben :**

1. de handeling waarbij de Koning namens België instemt met het Amendement op de statuten van het Internationaal Muntfonds, waarvan de tekst voorkomt in bijlage, goedgekeurd door de Raad van de Gouverneurs van het Fonds overeenkomstig zijn resolutie n° 23-5 van 31 mei 1968;

2. de verklaring waarbij de Koning, overeenkomstig artikel XXIII, Sectie 1, van de gewijzigde statuten van het Internationaal Muntfonds, bevestigt dat België ermede instemt deel te nemen aan de Bijzondere Trekingsrekening van het Fonds, dat het de verplichtingen onderschrijft die voortvloeien uit deze deelneming aan de Bijzondere Trekingsrekening en dat alle nodige schikkingen om eraan te kunnen voldoen daartoe werden getroffen.

ART. 2.

In artikel 6 van de besluitwet n° 5 van 1 mei 1944, betreffende de voorwaarden inzake aankoop en verkoop van goud en buitenlandse munt, zoals het werd gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 28 juli 1948 en bij artikel 5 van de wet van 19 juni 1959, worden de ledien 4 tot 8 vervangen door de volgende bepalingen :

« De Nationale Bank van België zal eveneens in haar geschriften als eigen tegoeden de rechten mogen boeken die de Belgische Staat bezit als lid van het Internationaal Muntfonds, hetzij uit hoofde van het gedeelte van zijn quotum in het Fonds dat de tegoeden van dit laalste in Belgische franken overtreft, hetzij als deelnemer aan de Bijzondere Trekingsrekening van het Fonds, hetzij om welke andere reden ook, en dit tegen overneming door de Nationale Bank van België van de verbintenissen om Belgische munt, goud of buitenlandse munt aan het Internationaal Muntfonds of aan zijn ledien te leveren, die aan België worden opgelegd door de Overeenkomst waarbij het Fonds tot

ou assumées par elle dans le cadre des dispositions de cet Accord. »

« Les dispositions restrictives de l'article 7, premier alinéa, et de l'article 12, premier et deuxième alinéas, de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1^{er} mai 1939, ne s'appliquent pas aux opérations faites en vertu du quatrième alinéa du présent article. »

« Les conditions et les modalités particulières de l'intervention de la Banque Nationale de Belgique dans l'exécution des accords internationaux visés dans le présent article sont réglées par des conventions à conclure entre l'Etat et la Banque Nationale. »

« L'Etat garantit la Banque Nationale de Belgique contre toute perte de change ou autre que celle-ci pourrait subir dans l'exécution des accords dont question ci-dessus ou par suite de sa participation à des accords ou opérations de coopération monétaire internationale auxquels, moyennant l'approbation du Gouvernement décidée en Conseil des Ministres, elle serait ou deviendrait partie. »

ART. 3.

A l'article 6bis de l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, relatif aux conditions d'achat et de vente de l'or et des monnaies étrangères, tel que ce dernier a été modifié par l'article 2 de la loi du 28 juillet 1948, sont apportées les modifications suivantes :

1. Le premier alinéa est complété par le texte suivant :

« ou par suite de sa participation à des accords ou opérations de coopération monétaire internationale auxquels, moyennant l'approbation du Gouvernement décidée en Conseil des Ministres, elle serait ou deviendrait partie. »

2. Dans le deuxième alinéa, les mots « prévu par l'accord de paiement en cause » sont remplacés par les mots « visé au premier alinéa du présent article ».

ART. 4.

L'article 7, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 29 du 24 août 1939 relatif à l'activité, à l'organisation et aux attributions de la Banque Nationale de Belgique, pris en exécution de la loi du 1^{er} mai 1939, et modifié par l'article 6 de la loi du 12 avril 1957 relative au statut monétaire, est remplacé par la disposition suivante :

« Les engagements à vue de la Banque doivent être couverts, à concurrence d'un tiers au moins, par ses avoirs en or, par ses créances en or sur des institutions financières internationales et par les droits que

stand werd gebracht en door haar opeenvolgende wijzigingen of die het aangaat in het raam van de bepalingen van deze Overeenkomst. »

« De beperkende bepalingen van artikel 7, eerste lid, en van artikel 12, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit n° 29 van 24 augustus 1939, betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden der Nationale Bank van België, genomen ter uitvoering van de wet van 1 mei 1939, vinden geen toepassing op verrichtingen gedaan krachtens het vierde lid van dit artikel. »

« De bijzondere voorwaarden en modaliteiten van de tussenkomst van de Nationale Bank van België in de uitvoering van de internationale overeenkomsten, beoogd in dit artikel, worden geregeld door overeenkomsten te sluiten tussen de Staat en de Nationale Bank. »

« De Staat waarborgt de Nationale Bank van België tegen elk disagio of ander verlies dat deze laatste zou kunnen ondervangen bij de uitvoering van bovenbedoelde akkoorden of ten gevolge van haar deelneming aan overeenkomsten of aan verrichtingen van internationale monetaire samenwerking, waarbij de Bank, met de in Ministerraad besliste goedkeuring van de Regering, partij zou zijn of zou worden. »

ART. 3.

In artikel 6bis van de besluitwet n° 5 van 1 mei 1944, betreffende de voorwaarden inzake aankoop en verkoop van goud en buitenlandse munt, zoals deze laatste werd gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 28 juli 1948, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. Het eerste lid wordt aangevuld door de volgende tekst :

« of ten gevolge van haar deelneming aan overeenkomsten of aan verrichtingen van internationale monetaire samenwerking, waarbij de Bank, met de in Ministerraad besliste goedkeuring van de Regering, partij zou zijn of zou worden. »

2. In het tweede lid worden de woorden « bij bewust betalingsakkoord voorzien » vervangen door de woorden « in het eerste lid van dit artikel bedoeld ».

ART. 4.

Artikel 7, tweede lid, van het koninklijk besluit n° 29 van 24 augustus 1939 betreffende de bedrijvigheid, de inrichting en de bevoegdheden der Nationale Bank van België, genomen ter uitvoering van de wet van 1 mei 1939, en gewijzigd bij artikel 6 van de wet van 12 april 1957 betreffende het Muntstatuut, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De verbintenissen op zicht van de Bank moeten tot een bedrag van ten minste één derde gedekt zijn door haar tegoeden in goud, door haar schuldborderingen in goud op de internationale financiële inste-

possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International et qui sont comptabilisés par la Banque comme avoirs propres en vertu de la loi. »

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 1968.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

P. HARMEL.

Le Ministre des Finances,

Baron SNOY ET d'OPPUERS.

lingen en door de rechten die de Belgische Staat als lid van het Internationaal Muntfonds bezit en die door de Bank krachtens de wet als eigen tegoeden worden geboekt. »

Gegeven te Brussel, 2 december 1968.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

P. HARMEL.

De Minister van Financiën,

Baron SNOY ET d'OPPUERS.

ANNEX.**ANNEXE.****BIJLAGE.**

Amendment to the articles of agreement of the International Monetary Fund approved by the Board of Governors pursuant to its resolution No 23-5 of May 31st, 1968.

A**Introductory Article.**

The Introductory Article shall read :

- "(i) The International Monetary Fund is established and shall operate in accordance with the provisions of this Agreement as originally adopted, and as subsequently amended in order to institute a facility based on special drawing rights and to effect certain other changes.
- "(ii) To enable the Fund to conduct its operations and transactions, the Fund shall maintain a General Account and a Special Drawing Account. Membership in the Fund shall give the right to participation in the Special Drawing Account.
- "(iii) Operations and transactions authorized by this Agreement shall be conducted through the General Account except that operations and transactions involving special drawing rights shall be conducted through the Special Drawing Account."

B**ARTICLE I.****Purposes.**

1. Article I (v) shall read:

- "(v) To give confidence to members by making the Fund's resources temporarily available to them under adequate safeguards, thus providing them with opportunity to correct maladjustments in their balance of payments without resorting to measures destructive of national or international prosperity."

2. The last sentence of Article I shall read:

"The Fund shall be guided in all its policies and decisions by the purposes set forth in this Article."

TRADUCTION.

Amendement aux statuts du Fonds Monétaire International approuvé par le Conseil des Gouverneurs conformément à sa résolution N° 23-5 du 31 mai 1968.

A**Article préliminaire.**

L'Article préliminaire se lira :

- « 1. Le Fonds monétaire international est créé et fonctionnera conformément aux dispositions du présent Accord tel qu'il a été adopté à l'origine, et tel qu'il a été modifié ultérieurement afin d'instituer une facilité fondée sur des droits de tirage spéciaux et d'effectuer certaines autres modifications.
- » 2. Pour mettre le Fonds à même de mener ses opérations et transactions, le Fonds maintiendra un Compte général et un Compte de tirage spécial. La qualité de membre du Fonds donnera le droit de participer au Compte de tirage spécial.
- » 3. Les opérations et transactions autorisées par le présent Accord seront effectuées par l'intermédiaire du Compte général, sauf les opérations et transactions portant sur des droits de tirage spéciaux qui seront effectuées par l'intermédiaire du Compte de tirage spécial. »

B**ARTICLE I.****Objectifs.**

1. L'Article I, 5, se lira :

- « 5. D'inspirer confiance aux membres en mettant les ressources du Fonds temporairement à leur disposition moyennant des garanties adéquates, leur procurant ainsi la possibilité de corriger les déséquilibres de leur balance des paiements sans recourir à des mesures susceptibles de compromettre la prospérité nationale ou internationale. »

2. La dernière phrase de l'Article I se lira :

« Dans toutes ses politiques et décisions, le Fonds devra tenir compte des objectifs énoncés dans le présent Article. »

VERTALING.

Amendement van de artikelen der Overeenkomst betreffende het Internationaal Muntfonds goedgekeurd door de Raad van Gouverneurs overeenkomstig zijn resolutie N° 23-5 d.d. 31 mei 1968.

A**Inleidend artikel.**

Het inleidende artikel luidt als volgt :

- « 1. Het Internationaal Muntfonds is opgericht en handelt in overeenstemming met de bepalingen van deze Overeenkomst zoals oorspronkelijk vastgesteld en later gewijzigd ten einde een op bijzondere trekingsrechten gebaseerd systeem in te stellen en bepaalde andere wijzigingen aan te brengen.
- » 2. Ten einde het Fonds in staat te stellen zijn werkzaamheden en transacties te verrichten, houdt het Fonds een Algemene Rekening en een Bijzondere Trekingsrekening in stand. Het lidmaatschap van het Fonds verleent het recht tot deelname in de Bijzondere Trekingsrekening.
- » 3. De ingevolge deze Overeenkomst toegestane werkzaamheden en transacties worden verricht via de Algemene Rekening, met dien verstande dat werkzaamheden en transacties betreffende bijzondere trekingsrechten via de Bijzondere Trekingsrekening worden verricht. »

B**ARTIKEL I.****Doelstellingen.**

1. Artikel I, 5, luidt als volgt :

- « 5. Het wekken van vertrouwen bij de leden door hun de middelen van het Fonds onder behoorlijke waarborgen tijdelijk ter beschikking te stellen, waardoor hun gelegenheid zal worden gegeven onevenwichtigheid in hun betalingsbalans te herstellen zonder hen te nopen tot maatregelen die de nationale of internationale welvaart vernietigen. »

2. De laatste zin van artikel I luidt als volgt :

« Het Fonds zal zich in zijn gehele beleid en in al zijn beslissingen laten leiden door de doelstellingen in dit artikel tot uitdrukking gebracht. »

C**ARTICLE III.****Quotas and subscriptions.**

1. Section 2 shall read:

“Section 2. *Adjustment of quotas.*

“The Fund shall at intervals of not more than five years conduct a general review, and if it deems it appropriate propose an adjustment, of the quotas of the members. It may also, if it thinks fit, consider at any other time the adjustment of any particular quota at the request of the member concerned. An eighty-five percent majority of the total voting power shall be required for any change in quotas proposed as the result of a general review a four-fifths majority of the total voting power shall be required for any other change in quotas. No quota shall be changed without the consent of the member concerned.”

2. The following subsection (c) shall be added to Section 4.

Payments when quotas are changed:

(c) A majority of eighty-five percent of the total voting power shall be required for any decisions dealing with the payment, or made with the sole purpose of mitigating the effects of the payment, of increases in quotas proposed as the result of a general review of quotas.”

D**ARTICLE IV.****Par values of currencies.**

1. Section 7 shall read:

“Section 7. *Uniform changes in par values.*

“Notwithstanding the provisions of Section 5 (b) of this Article, the Fund by an eighty-five percent majority of the total voting power may make uniform proportionate changes in the par values of the currencies of all members. The par value of a member's currency shall, however, not be changed under this provision if, within seventy-two hours of the Fund's action, the member informs the Fund that it does not wish the par value of its currency to be changed by such action.”

2. In Section 8. *Maintenance of gold value of the Fund's assets*, subsection (d) shall read:

“(d) The provisions of this Section shall apply to a uniform proportionate

C**ARTICLE III.****Quotes-parts et souscriptions.**

1. La Section 2 se lira :

« Section 2. *Ajustement des quotes-parts.*

A des intervalles n'excédant pas cinq ans, le Fonds procédera à une révision générale des quotes-parts des membres, et s'il l'estime justifié, en proposera un ajustement. Il peut également, s'il le juge utile, envisager à tout autre moment l'ajustement d'une quote-part individuelle à la demande du membre intéressé. Une majorité de quatre-vingt-cinq pour-cent de la totalité des droits de vote sera requise pour toute modification des quotes-parts proposée par suite d'une révision générale et une majorité des quatre cinquièmes de la totalité des droits de vote sera nécessaire pour toute autre modification des quotes-parts. Aucune quote-part ne pourra être modifiée sans le consentement du membre intéressé. »

2. Le paragraphe (c) ci-après sera ajouté à la Section 4.

Versements en cas de modification des quotes-parts.

« (c) Une majorité de quatre-vingt-cinq pour-cent de la totalité des droits de vote sera requise pour toutes décisions relatives au versement des augmentations de quotes-parts proposées par suite d'une révision générale des quotes-parts, ou ayant pour seul objet d'atténuer les effets de ce versement. »

D**ARTICLE IV****Parité des monnaies.**

1. La Section 7 se lira :

« Section 7. *Modifications uniformes des parités.*

» Nonobstant les dispositions de la Section 5 (b) du présent Article, le Fonds peut, à une majorité de quatre-vingt-cinq pour-cent de la totalité des droits de vote, modifier dans une proportion uniforme la parité des monnaies de tous les membres. La parité de la monnaie d'un membre ne sera cependant pas modifiée en vertu de la présente disposition si, dans les septante-deux heures qui suivront l'initiative du Fonds, le membre informe le Fonds qu'il ne désire pas que la parité de sa monnaie soit modifiée par cette initiative. »

2. Dans la Section 8. Le paragraphe (d), *Maintien de la valeur-or des actifs du Fonds*, se lira :

« (d) Les dispositions de la présente Section devront s'appliquer à toute mo-

C**ARTIKEL III.****Quota en inschrijvingen.**

1. Sectie 2 luidt als volgt :

« Sectie 2. *Aanpassing der quota.*

» Het Fonds zal met tussenpozen van niet langer dan vijf jaar de quota der leden aan een algemeen onderzoek onderwerpen en indien het dit wenselijk acht aanpassing daarvan voorstellen. Het kan ook, indien het dit juist acht, de aanpassing van elk bepaald quotum op verzoek van het betrokken lid op ieder ander tijdstip in overweging nemen. Een meerderheid van vijftachtig procent van het totale stemmenaantal is nodig voor enige wijziging in de quota voorgesteld als resultaat van een algemeen onderzoek en een meerderheid van vier-vijfde van het totale stemmenaantal is nodig voor enigerlei andere wijziging in de quota. Een quotum zal niet worden gewijzigd zonder de toestemming van het betrokken lid. »

1. Het volgende lid (c) wordt toegevoegd aan sectie 4.

Betalingen na wijziging van quota :

« (c) Een meerderheid van vijftachtig procent van het totale stemmenaantal is nodig voor besluiten betreffende de betaling, of besluiten die alleen worden genomen ter verzachting van de gevolgen van de betaling, van verhogingen van quota voorgesteld als resultaat van een algemeen onderzoek van de quota. »

D**ARTIKEL IV.****Parikoers van de valuta's.**

1. Sectie 7 luidt als volgt :

« Sectie 7. *Gelijkmatige wijzigingen in de parikoersen.*

» Niettegenstaande het bepaalde in sectie 5 (b) van dit artikel, kan het Fonds met een meerderheid van vijftachtig procent van het totale stemmenaantal uniforme evenredige wijzigingen in de pariteit van de valuta's van alle leden aanbrengen. De pariteit van de valuta van een lid zal echter ingevolge deze bepaling niet gewijzigd worden, wanneer het lid binnen tweeënzeventig uur na het vaststellen van zulk een maatregel door het Fonds, aan het Fonds mededeelt, dat het de parikoers van zijn valuta door een dergelijke maatregel niet gewijzigd wenst te zien. »

2. In Sectie 8. *Instandhouding van de goudwaarde der activa van het Fonds*, luidt lid (d) als volgt :

« (d) De bepalingen van deze sectie zullen van toepassing zijn op een unifor-

change in the par values of the currencies of all members, unless at the time when such a change is made the Fund decides otherwise by an eighty-five percent majority of the total voting power."

E**ARTICLE V.****Transactions with the Fund.**

1. In Section 3. *Conditions governing use of the Fund's resources*, subsection (a) (iii) shall read:

"(iii) The proposed purchase would be a gold tranche purchase, or would not cause the Fund's holdings of the purchasing member's currency to increase by more than twenty-five percent of its quota during the period of twelve months ending on the date of the purchase or to exceed two hundred percent of its quota."

2. The following subsections (c) and (d) shall be added to Section 3:

"(c) A member's use of the resources of the Fund shall be in accordance with the purposes of the Fund. The Fund shall adopt policies on the use of its resources that will assist members to solve their balance of payments problems in a manner consistent with the purposes of the Fund and that will establish adequate safeguards for the temporary use of its resources."

"(d) A representation by a member under (a) above shall be examined by the Fund to determine whether the proposed purchase would be consistent with the provisions of this Agreement and with the policies adopted under them, with the exception that proposed gold tranche purchases shall not be subject to challenge."

3. In Section 7. *Repurchase by a member of its currency held by the Fund*, the first sentence of subsection(b) shall read:

"(b) At the end of each financial year of the Fund, a member shall repurchase from the Fund with each type of monetary reserve, as determined in accordance with Schedule B, part of the Fund's holdings of its currency under the following conditions:

"(i) Each member shall use in repurchases of its own currency from the Fund an amount of its monetary reserves equal in value to the following changes that have occurred during the year: one-half of any increase in the Fund's holdings of the member's cur-

dification dans une proportion uniforme de la parité des monnaies de tous les membres, à moins qu'au moment où une telle modification est apportée le Fonds n'en décide autrement à une majorité de quatre-vingt-cinq pour-cent de la totalité des droits de vote. »

E**ARTICLE V.****Transactions avec le Fonds.**

1. Dans la Section 3, *Conditions d'utilisation des ressources du Fonds*, le paragraphe (a), 3^e, se lira :

« 3^e L'achat proposé serait un achat dans la tranche-or ou n'aurait pas pour effet d'augmenter les avoirs du Fonds dans la monnaie du membre acheteur de plus de vingt-cinq pour-cent de la quote-part de celui-ci pendant la période de douze mois se terminant au jour de l'achat, ni de porter ces avoirs à plus de deux cents pour-cent de la quote-part de ce membre; »

2. Les paragraphes (c) et (d) ci-après seront ajoutés à la Section 3 :

« (c) L'utilisation des ressources du Fonds par un membre devra être conforme aux objectifs du Fonds. Le Fonds adoptera en matière d'utilisation de ses ressources des lignes de conduite susceptibles d'aider les membres à résoudre leurs problèmes de balance des paiements d'une manière compatible avec les objectifs du Fonds et d'établir des garanties adéquates pour l'utilisation temporaire de ses ressources. »

» (d) Toute déclaration faite par un membre conformément au paragraphe (a) ci-dessus sera examinée par le Fonds afin de déterminer si l'achat proposé est compatible avec les dispositions du présent Accord et avec les lignes de conduite adoptées en vertu de celles-ci, à l'exception près que les propositions d'achats dans la tranche-or ne seront pas sujettes à contestation. »

3. Dans la Section 7, *Rachat par un membre de sa propre monnaie détenue par le Fonds*, la première phrase du paragraphe (b) se lira :

« (b) A la fin de chaque exercice financier du Fonds, tout membre devra racheter au Fonds avec chaque type de réserve monétaire, conformément à l'annexe B, une partie des avoirs du Fonds dans sa monnaie aux conditions suivantes :

» 1. Chaque membre utilisera pour les rachats de sa propre monnaie au Fonds un montant de ses réserves monétaires correspondant en valeur aux modifications suivantes qui se sont produites pendant l'année : la moitié de toute augmentation des avoirs du Fonds dans la monnaie

me evenredige wijziging in de pariteit van de valuta's van alle leden, tenzij het Fonds op het tijdstip van een dergelijke wijziging met een meerderheid van vijftachtig procent van het totale stemmenaantal anders besluit. »

E**ARTIKEL V.****Transacties met het Fonds.**

1. In Sectie 3. *Voorwaarden van aanwendung van de middelen van het Fonds* luidt lid (a), 3, als volgt :

« 3. Dat de voorgestelde aankoop een goud-tranche aankoop zou zijn of niet tot gevolg zou hebben, dat het bezit van het Fonds aan de valuta van het lid, dat de aankoop wenst te doen, gedurende een periode van twaalf maanden, eindigende op de dag van de aankoop, met meer dan vijftwintig procent van diens quotum zou toenemen, of meer zou bedragen dan tweehonderd procent van zijn quotum. »

2. Aan sectie 3 worden de onderstaande leden (c) en (d) toegevoegd :

« (c) Het gebruik door een lid van de middelen van het Fonds moet in overeenstemming zijn met de doelstellingen van het Fonds. Het Fonds bepaalt een beleid ten aanzien van het gebruik van zijn middelen dat de leden help bij het oplossen van hun betalingsbalansvraagstukken op een wijze die in overeenstemming is met de doelstellingen van het Fonds en dat voldoende waarborgen biedt voor het tijdelijke gebruik van zijn middelen. »

« (d) Het vertoog van een lid ingevolge (a) hierboven wordt onderzocht door het Fonds ten einde na te gaan of de voorgestelde aankoop in overeenstemming zou zijn met de bepalingen van deze Overeenkomst en met het ingevolge deze bepalingen vastgestelde beleid, met dien verstande dat voorgestelde goud-tranche aankopen niet worden aangevochten. »

3. In sectie 7. *Wederinkoop door een lid van zijn valuta, door het Fonds gehouden*, luidt de eerste zin van lid (b) als volgt :

« (b) Aan het einde van ieder boekjaar van het Fonds zal een lid tegen elke soort monetaire reserve, als vastgesteld overeenkomstig Bijlage B, een deel van het bezit van het Fonds van zijn eigen valuta terugkopen en zulks onder de volgende voorwaarden :

» 1. Ieder lid zal voor de wederinkoop van zijn eigen valuta van het Fonds een bedrag van zijn monetaire reserves gebruiken waarvan de waarde gelijk is aan de volgende veranderingen die tijdens het jaar hebben plaatsgevonden : de helft van iedere toename van de valuta van het lid

rency, plus one-half of any increase, or minus one-half of any decrease, in the member's monetary reserves or, if the Fund's holdings of the member's currency have decreased, one-half of any increase in the member's monetary reserves minus one-half of the decrease in the Fund's holdings of the member's currency."

4. In Section 7, subsection (c) shall read:

"(c) None of the adjustments described in (b) above shall be carried to a point at which

- "(i) the member's monetary reserves are below one hundred fifty percent of its quota, or
- "(ii) the Fund's holdings of its currency are below seventy-five percent of its quota, or
- "(iii) the Fund's holdings of any currency required to be used are above seventy-five percent of the quota of the member concerned, or
- "(iv) the amount repurchased exceeds twenty-five percent of the quota of the member concerned."

5. The following subsection(d) shall be added to Section 7:

"(d) The Fund by an eighty-five percent majority of the total voting power may revise the percentages in (c) (i) and (iv) above and revise and supplement the rules in paragraph 1 (c), (d), and (e) and paragraph 2 (b) of Schedule B."

6. In Section 8. *Charges*, subsection (a) shall read:

"(a) Any member buying the currency of another member from the Fund in exchange for its own currency shall pay, in addition to the parity price, a service charge uniform for all members of not less than one-half percent and not more than one percent, as determined by the Fund, provided that the Fund in its discretion may levy a service charge of less than one-half percent on gold tranche purchases."

7. The following Section shall be added to Article V:

"Section 9. Remuneration.

"(a) The Fund shall pay remuneration, at a rate uniform for all members, on the amount by which seventy-five percent of a member's quota exceeded the average of the Fund's holdings of the member's currency, provided that no account shall be taken of holdings in excess of seventy-five percent of quota. The rate shall be one and one-half percent per annum, but the Fund in

du membre plus la moitié de toute augmentation, ou moins la moitié de toute diminution, des réserves monétaires du membre, ou, si les avoirs du Fonds dans la monnaie du membre ont diminué, la moitié de toute augmentation des réserves monétaires du membre moins la moitié de la diminution des avoirs du Fonds dans la monnaie du membre. »

4. Le paragraphe (c) de la Section 7 se lira :

« (c) Aucun des ajustements décrits au paragraphe (b) ci-dessus ne devra être poursuivi au point :

- » 1. d'abaisser les réserves monétaires du membre au-dessous de 150 pour-cent de sa quote-part, ou
- » 2. d'abaisser les avoirs du Fonds en la monnaie du membre au-dessous de 75 pour-cent de sa quote-part, ou,
- » 3. d'augmenter les avoirs du Fonds, en une monnaie devant servir au rachat, au-delà de 75 pour-cent de la quote-part du membre intéressé, ou
- » 4. de porter le montant racheté au-delà de 25 pour-cent de la quote-part du membre intéressé. »

5. Le paragraphe (d) ci-dessous sera ajouté à la Section 7 :

« (d) Par une majorité de 85 pour-cent de la totalité des droits de vote, le Fonds peut réviser les pourcentages spécifiés au paragraphe (c) 1 et 4 ci-dessus et réviser et compléter les règles énoncées aux paragraphes 1, alinéas (c), (d) et (e), et 2, alinéa (b) de l'annexe B. »

6. Le paragraphe (a) de la Section 8, *Commissions*, se lira :

« (a) Tout membre achetant au Fonds la monnaie d'un autre membre en échange de sa propre monnaie paiera, en plus du prix correspondant à la parité, une commission, uniforme pour tous les membres, qui ne sera ni inférieure à un demi de 1 pour-cent ni supérieure à 1 pour-cent, selon ce qu'en décidera le Fonds, sous réserve que le Fonds pourra à sa discrétion percevoir une commission de moins de un demi de 1 pour-cent sur les achats dans la tranche-or. »

7. La Section suivante sera ajoutée à l'Article V :

« Section 9. Rémunération.

» (a) Le Fonds paiera une rémunération, à un taux uniforme pour tous les membres, sur le montant à concurrence duquel 75 pour-cent de la quote-part d'un membre dépassent la moyenne des avoirs du Fonds en la monnaie de ce membre, sous réserve qu'il ne sera pas tenu compte des avoirs dépassant 75 pour-cent de la quote-part. Le taux de cette rémunération sera de 1 et demi

in het bezit van het Fonds, vermeerderd met de helft van iedere toename of verminderd met de helft van iedere afname in de monetaire reserves van het lid, of, indien de valuta van het lid in het bezit van het Fonds is afgenomen, de helft van iedere toename van de monetaire reserves van het lid verminderd met de helft van de afname van de valuta van het lid in het bezit van het Fonds. »

4. In sectie 7 luidt lid (c) als volgt :

« (c) Geen van de afrekeningen hierboven sub (b) beschreven, zullen zo worden doorgevoerd, dat :

- » 1. de monetaire reserves van een lid beneden honderdvijftig procent van diens quotum dalen, of
- » 2. het bezit van het Fonds aan de valuta van een lid beneden vijfenzeventig procent van zijn quotum daalt,
- » 3. het bezit van het Fonds aan enige valuta, welke voor wederinkoop gebruikt moet worden, boven vijfenzeventig procent van het quotum van het desbetreffende lid stijgt, of
- » 4. het wederingekochte bedrag groter is dan vijfentwintig procent van het quotum van het betrokken lid. »

5. Aan sectie 7 wordt het volgende lid (d) toegevoegd :

« (d) Met een meerderheid van vijfentachtig procent van het totale stemmenaantal kan het Fonds de percentages in (c) 1 en 4, hierboven herziend en de voorschriften in paragraaf 1 (c), (d) en (e) en paragraaf 2 (b) van Bijlage B herziend en aanvullen. »

6. In sectie 8. *Commissielonen*, luidt lid (a) als volgt :

« (a) Ieder lid dat de valuta van een ander lid van het Fonds koopt tegen zijn eigen valuta, zal, boven de pariteitsprijs, een voor alle leden uniform commissieloon betalen van niet minder dan een half procent en niet meer dan een procent, zoals vastgesteld door het Fonds, met dien verstande dat het Fonds naar goed-dunken een commissieloon kan berekenen van minder dan een half procent op goud-tranche aankopen. »

7. Aan artikel V wordt de volgende sectie toegevoegd :

« Sectie 9. Remuneratie.

(a) Het Fonds betaalt volgens een voor alle leden uniform tarief een remuneratie over het bedrag waarmee vijfenzeventig procent van het quotum van een lid het gemiddelde van het bezit van het Fonds aan valuta van het lid overschreed, met dien verstande, dat wat het Fonds aan valuta méér bezit dan vijfenzeventig procent van een quotum niet in aanmerking wordt genomen. Het

its discretion may increase or reduce this rate, provided that a three-fourths majority of the total voting power shall be required for any increase above two percent per annum or reduction below one percent per annum.

"(b) Remuneration shall be paid in gold or a member's own currency as determined by the Fund."

F

ARTICLE VI.

Capital transfers.

1. In Section 1. *Use of Fund's resources for capital transfers*, subsection (a) shall read:

"(a) A member may not use the Fund's resources to meet a large or sustained outflow of capital except as provided in Section 2 of this Article, and the Fund may request a member to exercise controls to prevent such use of the resources of the Fund. If, after receiving such a request, a member fails to exercise appropriate controls, the Fund may declare the member ineligible to use the resources of the Fund."

2. Section 2 shall read:

"Section 2. *Special provisions for capital transfers*.

"A member shall be entitled to make gold tranche purchases to meet capital transfers."

G

ARTICLE XII.

Organization and management.

1. In Section 2. *Board of Governors*, subsection (b), (ii) and (iii) shall read:

"(ii) Approve a revision of quotas, or to decide on the payment, or on the mitigation of the effects of payment, of increases in quotas proposed as the result of a general review of quotas.

"(iii) Approve a uniform change in the par values of the currencies of all members, or to decide when such a change is made that the provisions relating to the maintenance of gold value of the Fund's assets shall not apply."

2. The following shall be added to Section 2(b):

"(ix) Revise the provisions on repurchase or to revise and supplement the rules for the distribution of repurchases among types of reserves.

pour-cent par an, mais le Fonds pourra, à sa discrédition, l'augmenter ou le réduire, sous réserve qu'une majorité des trois quarts de la totalité des droits de vote sera requise pour toute augmentation au-dessus de 2 pour-cent par an, ou pour toute diminution en-dessous de 1 pour-cent par an.

» (b) Cette rémunération sera versée en or ou dans la monnaie du membre, selon ce qu'en décidera le Fonds. »

F

ARTICLE VI.

Transferts de capitaux.

1. Le paragraphe (a) de la Section 1, *Utilisation des ressources du Fonds pour des transferts de capitaux*, se lira :

« (a) Aucun membre ne peut utiliser les ressources du Fonds pour faire face à des sorties importantes ou prolongées de capitaux, en dehors de ce qui est prévu à la Section 2 du présent Article et le Fonds pourra inviter un membre à exercer les contrôles propres à empêcher un tel emploi des ressources du Fonds. Si, après y avoir été ainsi invité, un membre reste en défaut d'exercer les contrôles appropriés, le Fonds peut le déclarer irrecevable à user des ressources du Fonds. »

2. La Section 2 se lira :

« Section 2. *Dispositions spéciales concernant les transferts de capitaux*.

» Tout membre sera autorisé à effectuer des achats dans la tranche-or pour faire face à des transferts de capitaux. »

G

ARTICLE XII.

Organisation et administration.

1. Dans la Section 2, *Conseil des Gouverneurs*, les alinéas 2 et 3 du paragraphe (b), se liront :

» 2. d'approuver une révision des quotes-parts, ou de prendre des décisions relatives au versement des augmentations de quotes-parts proposées par suite d'une révision générale des quotes-parts ou à l'atténuation des effets de ce versement;

» 3. d'approuver une modification uniforme de la parité des monnaies de tous les membres ou de décider, lorsqu'une telle modification est effectuée, que les dispositions relatives au maintien de la valeur-or des actifs du Fonds ne s'appliqueront pas. »

2. Les alinéas ci-après seront ajoutés à la Section 2, paragraphe (b) :

» 9. de réviser les dispositions relatives au rachat ou de réviser et de compléter les règles pour la répartition des rachats entre différents types de réserves. »

tarief is anderhalf procent per jaar, doch het Fonds kan naar goeddunken dit tarief verhogen of verlagen, met dien verstande dat een meerderheid van drievierde van het totale stemmenaantal nodig is voor een verhoging tot meer dan twee procent per jaar of een verlaging tot minder dan een procent per jaar.

» (b) De remuneratie wordt betaald in goud of in de eigen valuta van een lid, zoals bepaald door het Fonds. »

F

ARTIKEL VI.

Overmaking van kapitaal.

1. In sectie 1. *Gebruikmaking van de middelen van het Fonds voor overmaking van kapitaal*, luidt lid (a) als volgt:

« (a) Een lid kan geen gebruik maken van de middelen van het Fonds om een omvangrijke en voortdurende afvloeiing van kapitaal te financieren, behalve zoals voorzien in sectie 2 van dit artikel, en het Fonds kan een lid veroeken maatregelen te nemen om een dergelijk gebruik der middelen van het Fonds te voorkomen. Indien het lid, na een dergelijk verzoek ontvangen te hebben, in gebreke blijft passende maatregelen te nemen, kan het Fonds het lid onbevoegd verklaren van de middelen van het Fonds gebruik te maken.

2. Sectie 2 luidt als volgt :

« Sectie 2. *Bijzondere bepalingen inzake overmaking van kapitaal*.

» Een lid heeft het recht goud-tranche aankopen te verrichten voor de overmaking van kapitaal. »

G

ARTIKEL XII.

Inrichting en bestuur.

1. In sectie 2. *Raad van gouverneurs*, luiden de ledens (b), 2 en 3 als volgt :

« 2. In een herziening van quota toe te stemmen, of te beslissen over de betaling, of over de verzachting van de gevolgen van betaling, van verhogingen van quota voorgesteld als resultaat van een algemeen onderzoek van de quota.

» 3. In een uniforme wijziging der pariteit van de valuta's van alle ledens toe te stemmen, of wanneer een zodanige wijziging wordt aangebracht te beslissen dat de bepalingen betreffende de handhaving van de goudwaarde van de activa van het Fonds niet van toepassing zijn. »

2. Aan sectie 2 (b) wordt het volgende toegevoegd :

« 9. De bepalingen inzake wederinkoop te herzien of de voorschriften voor de verdeling van wederinkopen over soorten reserves te herzien en aan te vullen.

"(x) Make transfers to general reserve from any special reserve."

3. The title of Section 6 shall read:

"Reserves and distribution of net income".

4. In Section 6, subsection (b) shall read:

"(b) If any distribution is made of the net income of any year, there shall first be distributed to members eligible to receive remuneration under Article V, Section 9, for that year an amount by which two percent per annum exceeded any remuneration that has been paid for that year. Any distribution of the net income of that year beyond that amount shall be made to all members in proportion to their quotas. Payments to each member shall be made in its own currency."

5. The following subsection (c) shall be added to Section 6:

"(c) The Fund may make transfers to general reserve from any special reserve."

H

ARTICLE XVIII.

Interpretation.

Article XVIII (b) shall read:

"(b) In any case where the Executive Directors have given a decision under (a) above, any member may require, within three months from the date of the decision, that the question be referred to the Board of Governors, whose decision shall be final. Any question referred to the Board of Governors shall be considered by a Committee on Interpretation of the Board of Governors. Each Committee member shall have one vote. The Board of Governors shall establish the membership, procedures, and voting majorities of the Committee. A decision of the Committee shall be the decision of the Board of Governors unless the Board by an eighty-five percent majority of the total voting power decides otherwise. Pending the result of the reference to the Board the Fund may, so far as it deems necessary, act on the basis of the decision of the Executive Directors."

I

ARTICLE XIX.

Explanation of terms.

1. Article XIX (a) shall read:

"(a) A member's monetary reserves means its official holdings of gold, of

«10. d'effectuer des transferts de toute réserve spéciale à la réserve générale. »

3. Le titre de la Section 6 se lira :

« Réserves et répartition du revenu net. »

4. Le paragraphe (b) de la Section 6 se lira :

« (b) S'il est procédé à une répartition du revenu net d'un exercice, il sera d'abord distribué aux membres en droit de recevoir une rémunération au titre de l'Article V, Section 9, pour cet exercice, un montant égal à l'excédent de 2 pour-cent par an par rapport à toute rémunération qui a été versée pour cet exercice. Toute distribution du revenu net de cet exercice au-delà de ce montant aura lieu entre tous les membres proportionnellement à leur quote-part. Les paiements à chaque membre seront effectués dans sa propre monnaie. »

5. Le paragraphe (c) ci-après sera ajouté à la Section 6 :

« (c) Le Fonds pourra effectuer des transferts de toute réserve spéciale à la réserve générale. »

H

ARTICLE XVIII.

Interprétation.

L'Article XVIII, paragraphe (b), se lira :

« (b) Dans tous les cas où les Administrateurs ont pris une décision conformément au paragraphe (a) ci-dessus, tout membre pourra demander, dans les trois mois suivant la date de cette décision, que la question soit soumise au Conseil des Gouverneurs, pour décision définitive. Toute question portée devant le Conseil des Gouverneurs sera examinée par un Comité d'Interprétation du Conseil des Gouverneurs. Chaque membre de ce Comité aura droit à une voix. Le Conseil des Gouverneurs déterminera la composition, les procédures et les majorités de vote dudit Comité. Toute décision du Comité sera considérée comme la décision du Conseil des Gouverneurs, à moins que le Conseil n'en décide autrement par une majorité de 85 pour-cent de la totalité des droits de vote. En attendant le résultat du renvoi au Conseil, le Fonds pourra agir, dans la mesure où il le juge nécessaire, conformément à la décision des Administrateurs. »

I

ARTICLE XIX.

Définition des termes.

1. L'Article XIX, paragraphe (a) se lira :

« (a) Par les réserves monétaires d'un membre il faut entendre ses avoirs offi-

»10. Overboekingen uit iedere bijzondere reserve naar de algemene reserve te verrichten. »

3. De titel van sectie 6 luidt als volgt :

« Reserves en verdeling der netto-winst. »

4. In sectie 6 luidt lid (b) als volgt :

« (b) Indien een uitkering plaats vindt van de nettowinst over een jaar, zal eerst aan leden die recht hebben op het ontvangen van remuneratie ingevolge artikel V, sectie 9, over dat jaar het verschil betaald worden tussen twee procent per jaar en de over dat jaar betaalde remuneratie. Een uitkering van de nettowinst over dat jaar boven dit bedrag wordt uitbetaald aan alle leden naar verhouding van hun quota. De betalingen aan ieder lid zullen in zijn eigen valuta plaatsvinden. »

5. Aan sectie 6 wordt het volgende lid (c) toegevoegd :

« (c) Het Fonds kan uit iedere bijzondere reserve overboekingen verrichten naar de algemene reserve. »

H

ARTIKEL XVIII.

Interpretatie.

Artikel XVIII (b) luidt als volgt :

« (b) In elk geval waarin de gedelegeerd-beheerders ingevolge (a) hierboven een beslissing genomen hebben, mag ieder lid, binnen drie maanden na de datum van de beslissing, verzoeken dat het vraagstuk naar de Raad van Gouverneurs, wiens oordeel bindend zal zijn, verwezen wordt. Een vraagstuk verwezen naar de Raad van Gouverneurs wordt onderzocht door een Interpretatiecommissie van de Raad van Gouverneurs. Elk Commissielid heeft één stem. De Raad van Gouverneurs bepaalt het lidmaatschap, de procedures en de meerderheid bij stemming van de Commissie. Een beslissing van de Commissie geldt als de beslissing van de Raad van Gouverneurs, tenzij de Raad met een meerderheid van vijftachtig procent van het totale stemmenaantal anders beslist. Hangende de uitslag van de verwijzing naar de Raad kan het Fonds, voor zover het dit noodzakelijk acht, op grond van de beslissing van de gedelegeerd-beheerders handelen. »

I

ARTIKEL XIX.

Verklaring van uitdrukkingen.

1. Artikel XIX (a) luidt als volgt :

« (a) Onder de monetaire reserves van een lid wordt verstaan zijn officiële

convertible currencies of other members, and of the currencies of such non-members as the Fund may specify."

2. Article XIX (e) shall read:

"(e) The sums deemed to be official holdings of other official institutions and other banks under (c) above shall be included in the member's monetary reserves."

3. The following shall be added to Article XIX:

"(j) Gold tranche purchase means a purchase by a member of the currency of another member in exchange for its own currency which does not cause the Fund's holdings of the member's currency to exceed one hundred percent of its quota, provided that for the purposes of this definition the Fund may exclude purchases and holdings under policies on the use of its resources for compensatory financing of export fluctuations."

ARTICLE XX.

Final provisions.

The title of Article XX shall read:

"Inaugural provisions".

K

The following Articles XXI through XXXII shall be added after Article XX:

ARTICLE XXI.

Special drawing rights.

Section I. Authority to allocate special drawing rights:

To meet the need, as and when it arises, for a supplement to existing reserve assets, the Fund is authorized to allocate special drawing rights to members that are participants in the Special Drawing Account.

Section 2. Unit of value.

The unit of value of special drawing rights shall be equivalent to 0,888 671 gram of fine gold.

ARTICLE XXII.

General Account and Special Drawing Account.

Section 1. Separation of operations and transactions.

All operations and transactions involving special drawing rights shall be

ciels en or, en monnaies convertibles d'autres membres, et en monnaies de tels pays non-membres que le Fonds peut spécifier. »

2. L'Article XIX, paragraphe (e) se lira :

« (e) Les sommes considérées comme des *avoirs officiels* d'autres organismes officiels et d'autres banques conformément au paragraphe (c) ci-dessus seront comprises dans les réserves monétaires du membre. »

3. La définition suivante sera ajoutée à l'Article XIX :

« (j) Par l'achat dans la tranche-or il faut entendre l'achat, par un membre, de la monnaie d'un autre membre en échange de sa propre monnaie, qui n'a pas pour effet de porter les avoirs du Fonds en la monnaie de ce membre à plus de 100 pour-cent de sa quote-part; étant entendu qu'aux fins de cette définition, le Fonds peut exclure les achats et les avoirs relevant de politiques relatives à l'utilisation de ses ressources pour le financement compensatoire des fluctuations des exportations. »

ARTICLE XX.

Dispositions finales.

1. Le titre de l'Article XX sera remplacé par le suivant :

« *Dispositions inaugurales.* »

K

Les Articles XXI à XXXII ci-après seront ajoutés après l'Article XX :

ARTICLE XXI.

Droits de tirage spéciaux.

Section 1. Autorisation d'allouer des droits de tirage spéciaux.

En vue de faire face au besoin, lorsque et dans la mesure où il se fait sentir, d'un complément aux instruments de réserve existants, le Fonds est autorisé à allouer des droits de tirage spéciaux aux membres qui participent au Compte de Tirage Spécial.

Section 2. Unité de valeur.

L'unité de valeur des droits de tirage spéciaux équivaudra à 0,888 671 gramme d'or fin.

ARTICLE XXII.

Compte Général et Compte de Tirage Spécial.

Section 1. Séparation des opérations et transactions.

Toutes les opérations et transactions portant sur des droits de tirage spéciaux

bezit aan goud, aan inwisselbare valuta's van andere leden en aan de valuta's van die niet-lid zijnde landen die door het Fonds opgegeven kunnen worden. »

2. Artikel XIX (e) luidt als volgt :

« (e) De bedragen welke volgens (c) hierboven geacht worden het officiële bezit van andere officiële instellingen en andere banken te zijn worden mede begrepen in de monetaire reserves van een lid. »

3. Aan artikel XIX wordt het onderstaande toegevoegd :

« (j) Onder een goud-tranche aankoop wordt verstaan een aankoop door een lid van de valuta van een ander lid in ruil voor zijn eigen valuta, waardoor het bezit van het Fonds aan de valuta van het lid niet groter wordt dan honderd procent van zijn quotum, met dien verstande dat het Fonds voor de toepassing van deze omschrijving aankopen en zijn bezit aan valuta's uit hoofde van zijn beleid inzake het gebruik van zijn middelen voor compensatoire financiering van schommelingen in de export-opbrengsten niet in aanmerking behoeft te nemen. »

ARTIKEL XX.

Slotbepalingen.

De titel van artikel XX luidt als volgt :

« *Bepalingen inzake de inwerking-treding.* »

K

Na artikel XX worden de onderstaande artikelen XXI tot en met XXXII toegevoegd :

ARTIKEL XXI.

Bijzondere trekingsrechten.

Sectie 1. Bevoegdheid tot het toewijzen van bijzondere trekingsrechten.

Ten einde te voorzien in de behoefte — wanneer en in de mate waarin deze zich voordoet — aan een aanvulling op de bestaande reservemiddelen, is het Fonds bevoegd bijzondere trekingsrechten toe te wijzen aan leden die participant zijn in de Bijzondere Trekkingrekening.

Sectie 2. Waarde-eenheid.

De waarde-eenheid voor de bijzondere trekkingrechten is gelijk aan 0,888 671 gram fijn goud.

ARTIKEL XXII.

Algemene Rekening en Bijzondere Trekkingrekening.

Sectie 1. Scheiding van werkzaamheden en transacties.

Alle werkzaamheden en transacties betreffende bijzondere trekkingrechten

conducted through the Special Drawing Account. All other operations and transactions of the Fund authorized by or under this Agreement shall be conducted through the General Account. Operations and transactions pursuant to Article XXIII, Section 2, shall be conducted through the General Account as well as the Special Drawing Account.

Section 2. Separation of assets and property.

All assets and property of the Fund shall be held in the General Account, except that assets and property acquired under Article XXVI, Section 2, and Articles XXX and XXXI and Schedules H and I shall be held in the Special Drawing Account. Any assets or property held in one Account shall not be available to discharge or meet the liabilities, obligations, or losses of the Fund incurred in the conduct of the operations and transactions of the other Account, except that the expenses of conducting the business of the Special Drawing Account shall be paid by the Fund from the General Account which shall be reimbursed from time to time by assessments under Article XXVI, Section 4, made on the basis of a reasonable estimate of such expenses.

Section 3. Recording and information.

All changes in holdings of special drawing rights shall take effect only when recorded by the Fund in the Special Drawing Account. Participants shall notify the Fund of the provisions of this Agreement under which special drawing rights are used. The Fund may require participants to furnish it with such other information as it deems necessary for its functions.

ARTICLE XXIII.

Participants and other Holders of Special Drawing Rights.

Section 1. Participants.

Each member of the Fund that deposits with the Fund an instrument setting forth that it undertakes all the obligations of a participant in the Special Drawing Account in accordance with its law and that it has taken all steps necessary to enable it to carry out all of these obligations shall become a participant in the Special Drawing Account as of the date the instrument is deposited, except that no member shall become a participant before Articles XXI through XXXII and Schedules F through I have entered into force and

s'effectueront par l'intermédiaire du Compte de Tirage Spécial. Toutes les autres opérations et transactions du Fonds autorisées par ou en vertu du présent Accord s'effectueront par l'intermédiaire du Compte Général. Les opérations et transactions autorisées par l'Article XXIII, Section 2, s'effectueront par l'intermédiaire du Compte Général aussi bien que du Compte de Tirage Spécial.

Section 2. Séparation des avoirs et des biens.

Tous les avoirs et biens du Fonds seront comptabilisés au Compte Général, à l'exception des avoirs et biens acquis en vertu de l'Article XXVI, Section 2, des Articles XXX et XXXI et des annexes H et I, qui seront comptabilisés au Compte de Tirage Spécial. Les avoirs ou biens quelconques portés à un Compte ne pourront pas être utilisés pour acquitter ou faire face aux engagements, obligations ou pertes du Fonds encourus à l'occasion des opérations et transactions de l'autre Compte, sauf que les frais de conduite des opérations du Compte de Tirage Spécial seront payés par le Fonds sur le Compte Général, qui sera remboursé de temps à autre par répartition de ces frais aux termes de l'Article XXVI, Section 4, sur la base d'une estimation raisonnable desdits frais.

Section 3. Inscription et information.

Toute modification des avoirs en droits de tirage spéciaux ne prendra effet qu'à la date de son inscription par le Fonds au Compte de Tirage Spécial. Les participants notifieront au Fonds les dispositions du présent Accord au titre desquelles des droits de tirage spéciaux sont utilisés. Le Fonds pourra demander aux participants de lui fournir tous autres renseignements qu'il estime nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE XXIII.

Participants et autres détenteurs de droits de tirage spéciaux.

Section I. Participants.

La qualité de participant au Compte de Tirage Spécial sera acquise par chaque membre du Fonds à dater du moment où il aura déposé un acte indiquant qu'il souscrit, conformément à sa législation, à toutes les obligations du participant au Compte de Tirage Spécial et qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour être en mesure d'y satisfaire. Cependant, aucun membre ne deviendra participant avant que les Articles XXI à XXXII et les annexes F à I ne soient entrés en vigueur et que des actes n'aient été déposés en

lopen over de Bijzondere Trekkingsrekening. Alle andere werkzaamheden en transacties van het Fonds toegestaan bij of ingevolge deze Overeenkomst lopen over de Algemene Rekening. Werkzaamheden en transacties uit hoofde van artikel XXIII, sectie 2, lopen zowel over de Algemene Rekening als de Bijzondere Trekkingsrekening.

Sectie 2. Scheiding van activa en eigendommen.

Alle activa en eigendommen van het Fonds worden in de Algemene Rekening gehouden, met dien verstande dat activa en eigendommen verworven ingevolge artikel XXVI, sectie 2, en de artikelen XXX en XXXI en de Bijlagen H en I in de Bijzondere Trekkingsrekening worden gehouden. Over activa en eigendommen gehouden in de ene rekening mag niet worden beschikt voor het betalen van de schulden, en voor het voldoen aan de verplichtingen van het Fonds of voor het compenseren van zijn verliezen, welke schulden, verplichtingen of verliezen zijn ontstaan bij het verrichten van de werkzaamheden en transacties van de andere rekening, met dien verstande dat de kosten van het beheer van de Bijzondere Trekkingsrekening door het Fonds worden betaald uit de Algemene Rekening, waarin van tijd tot tijd vergoedingen zullen worden gestort door een aanslag ingevolge artikel XXVI, sectie 4, vastgesteld op basis van een redeleijke schatting van zodanige kosten.

Sectie 3. Boeking en inlichtingen.

Veranderingen in het bezit aan bijzondere trekkingsrechten worden eerst van kracht wanneer zij door het Fonds op de Bijzondere Trekkingsrekening zijn geboekt. Participanten geven het Fonds kennis van de bepalingen van deze Overeenkomst uit hoofde waarvan bijzondere trekkingsrechten worden gebruikt. Het Fonds kan van participanten eisen, dat zij alle verdere inlichtingen verstrekken die het Fonds voor zijn functies nodig acht.

ARTIKEL XXIII.

Participanten en andere houders van Bijzondere Trekkingsrechten.

Sectie 1. Participanten.

Elk lid van het Fonds dat bij het Fonds een verklaring nederlegt, waarin wordt medegedeeld dat het overeenkomstig zijn nationale recht alle verplichtingen van een participant in de Bijzondere Trekkingsrekening op zich neemt en dat het alle stappen heeft genomen die nodig zijn opdat het al deze verplichtingen kan vervullen, wordt met ingang van de datum van nederlegging van de verklaring participant in de Bijzondere Trekkingsrekening, met dien verstande dat een lid geen participant wordt voordat de artikelen XXI tot en met XXXII en

instruments have been deposited under this Section by members that have at least seventy-five percent of the total of quotas.

Section 2. General Account as a holder.

The Fund may accept and hold special drawing rights in the General Account and use them, in accordance with the provisions of this Agreement.

Section 3. Other holders.

The Fund by an eighty-five percent majority of the total voting power may prescribe:

- (i) as holders, non-members, members that are non-participants, and institutions that perform functions of a central bank for more than one member;
- (ii) the terms and conditions on which these holders may be permitted to accept, hold, and use special drawing rights, in operations and transactions with participants; and
- (iii) the terms and conditions on which participants may enter into operations and transactions with these holders.

The terms and conditions prescribed by the Fund for the use of special drawing rights by prescribed holders and by participants in operations and transactions with them shall be consistent with the provisions of this Agreement.

ARTICLE XXIV.

Allocation and cancellation of special drawing rights.

Section 1. Principles and considerations governing allocation and cancellation.

(a) In all its decisions with respect to the allocation and cancellation of special drawing rights the Fund shall seek to meet the long-term global need, as and when it arises to supplement existing reserve assets in such manner as will promote the attainment of its purposes and will avoid economic stagnation and deflation as well as excess demand and inflation in the world.

(b) The first decision to allocate special drawing rights shall take into account, as special considerations, a collective judgment that there is a global need to supplement reserves, and the attainment of a better balance of payments equilibrium, as well as the likelihood of a better working of the adjustment process in the future.

vertu de la présente Section par des membres qui réunissent au moins 75 pour-cent du total des quotes-parts.

Section 2. Détenzione par le Compte Général.

Le Fonds pourra accepter et détenir des droits de tirage spéciaux au Compte Général et les utiliser, conformément aux dispositions du présent Accord.

Section 3. Autres détenteurs.

Le Fonds pourra prescrire à la majorité de 85 pour-cent de la totalité des droits de vote :

1. que des pays non-membres, des membres qui ne sont pas participants et des institutions qui remplissent des fonctions de banque centrale pour plus d'un membre seront détenteurs;
2. les termes et conditions dans lesquels ces détenteurs pourront être autorisés à accepter, à détenir et à utiliser des droits de tirage spéciaux, dans des opérations et des transactions avec des participants; et
3. les termes et conditions dans lesquels les participants pourront effectuer des opérations et des transactions avec ces détenteurs.

Les termes et conditions prescrits par le Fonds pour l'utilisation des droits de tirage spéciaux par ces détenteurs et par les participants dans des opérations et transactions avec ceux-ci devront être conformes aux dispositions du présent Accord.

ARTICLE XXIV.

Allocation et annulation de droits de tirage spéciaux.

Section 1. Principes et considérations régissant l'allocation et l'annulation.

(a) Dans toutes ses décisions concernant l'allocation et l'annulation de droits de tirage spéciaux, le Fonds s'efforcera de répondre au besoin global à long terme, lorsque et dans la mesure où il se ferait sentir, de compléter les instruments de réserve existant de manière à faciliter la réalisation de ses objectifs, et à éviter la stagnation économique et la déflation, aussi bien qu'un excédent de la demande et l'inflation dans le monde.

(b) La première décision d'allouer des droits de tirage spéciaux tiendra compte tout spécialement d'un jugement collectif selon lequel il existe un besoin global de compléter les réserves et de la réalisation d'un meilleur équilibre des balances des paiements, ainsi que de la probabilité d'un fonctionnement plus efficace des mécanismes d'ajustement dans l'avenir.

de Bijlagen F tot en met I van kracht zijn geworden en verklaringen ingevolge deze sectie zijn nedergelegd door leden die ten minste vijfenzeventig procent van het totaal der quota bezitten.

Sectie 2. Algemene Rekening als houder.

Het Fonds kan bijzondere trekkingsrechten in de Algemene Rekening aanvaarden en bezitten en deze overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst gebruiken.

Sectie 3. Andere houders.

Met een meerderheid van vijfentachtig procent van het totale stemmenaantal kan het Fonds :

1. als houders aanwijzen, niet-leden, leden die geen participant zijn en instellingen die de functies van een centrale bank uitoefenen voor meer dan één lid;
2. de bepalingen en voorwaarden vaststellen waarop deze houders kan worden toegestaan bijzondere trekkingsrechten te aanvaarden, bezitten en te gebruiken in werkzaamheden en transacties met participanten; en
3. de bepalingen en voorwaarden vaststellen waarop participanten met deze houders werkzaamheden en transacties kunnen entameren.

De door het Fonds vastgestelde bepalingen en voorwaarden voor het gebruik van bijzondere trekkingsrechten door aangewezen houders en participanten in werkzaamheden en transacties met dezen moeten in overeenstemming zijn met de bepalingen van deze Overeenkomst.

ARTIKEL XXIV.

Toewijzing en intrekking van bijzondere trekkingsrechten.

Sectie 1. Beginselen en overwegingen bij toewijzing en intrekking.

(a) Bij al zijn besluiten ten aanzien van de toewijzing en intrekking van bijzondere trekkingsrechten tracht het Fonds te voorzien in de wereldbehoefte op lange termijn, wanneer en in de mate waarin deze zich voordoet, om de bestaande reservemiddelen op zodanige wijze aan te vullen dat het bereiken van zijn doelstellingen wordt bevorderd en economische stagnatie en deflatie, alsmede overmatige vraag en inflatie in de wereld worden vermeden.

(b) Bij het eerste besluit tot toewijzing van bijzondere trekkingsrechten worden als bijzondere overwegingen in aanmerking genomen een gezamenlijk oordeel dat er een wereldbehoefte bestaat aan de aanvulling van reserves, het bereiken van een beter betalingsbalans evenwicht alsmede de waarschijnlijkheid dat het aanpassingsproces in de toekomst beter zal verlopen.

Section 2. Allocation and cancellation.

(a) Decisions of the Fund to allocate or cancel special drawing rights shall be made for basic periods which shall run consecutively and shall be five years in duration. The first basic period shall begin on the date of the first decision to allocate special drawing rights or such later date as may be specified in that decision. Any allocations or cancellations shall take place at yearly intervals.

(b) The rates at which allocations are to be made shall be expressed as percentages of quotas on the date of each decision to allocate. The rates at which special drawing rights are to be cancelled shall be expressed as percentages of net cumulative allocations of special drawing rights on the date of each decision to cancel. The percentages shall be the same for all participants.

(c) In its decision for any basic period the Fund may provide, notwithstanding (a) and (b) above, that:

- (i) the duration of the basic period shall be other than five years; or
- (ii) the allocations or cancellations shall take place at other than yearly intervals; or
- (iii) the basis for allocations or cancellations shall be the quotas or net cumulative allocations on dates other than the dates of decisions to allocate or cancel.

(d) A member that becomes a participant after a basic period starts shall receive allocations beginning with the next basic period in which allocations are made after it becomes a participant unless the Fund decides that the new participant shall start to receive allocations beginning with the next allocation after it becomes a participant. If the Fund decides that a member that becomes a participant during a basic period shall receive allocations during the remainder of that basic period and the participant was not a member on the dates established under (b) or (c) above, the Fund shall determine the basis on which these allocations to the participant shall be made.

(e) A participant shall receive allocations of special drawing rights made pursuant to any decision to allocate unless:

- (i) the governor for the participant did not vote in favor of the decision; and
- (ii) the participant has notified the Fund in writing prior to the first allocation of special drawing rights under that decision that it

Section 2. Allocation et annulation.

(a) Les décisions du Fonds d'allouer ou d'annuler des droits de tirage spéciaux porteront sur des périodes de base qui seront consécutives et dont la durée sera de cinq ans. La première période de base commencera à la date de la première décision d'allouer des droits de tirage spéciaux ou à une date ultérieure qui pourrait être spécifiée dans cette décision. Les allocations et annulations auront lieu à intervalles d'un an.

(b) Les taux auxquels se feront les allocations seront exprimés en pourcentage des quotes-parts à la date de chaque décision d'allocation. Les taux auxquels des droits de tirage spéciaux devront être annulés seront exprimés en pourcentage des allocations cumulatives nettes de droits de tirage spéciaux à la date de chaque décision d'annulation. Ces pourcentages seront uniformes pour tous les participants.

(c) Dans sa décision relative à une période de base quelconque, le Fonds pourra prévoir, nonobstant les dispositions des paragraphes (a) et (b) ci-dessus, que :

1. la durée de la période de base ne sera pas de cinq ans; ou que
2. les allocations ou annulations auront lieu à des intervalles autres qu'annuels, ou que
3. la base pour les allocations ou les annulations sera les quotes-parts ou les allocations cumulatives nettes à des dates autres que celles des décisions d'allocation ou d'annulation.

(d) Un membre qui acquiert la qualité de participant après qu'une période de base aura commencé, recevra des allocations dès le début de la première période de base au cours de laquelle des allocations seront effectuées après qu'il sera devenu participant, à moins que le Fonds ne décide que le nouveau participant recevra déjà des allocations à partir de la première allocation qui suivra la date à laquelle il aura acquis la qualité de participant. Si le Fonds décide qu'un membre qui acquiert la qualité de participant au cours d'une période de base recevra des allocations pendant le reste de cette période de base, et si ce participant n'était pas membre aux dates prescrites sous (b) ou (c) ci-dessus, le Fonds fixera la base sur laquelle ces allocations seront attribuées à ce participant.

(e) Tout participant recevra les allocations de droits de tirage spéciaux prévues par toute décision d'allocation sauf si :

1. le Gouverneur représentant ce participant n'a pas voté en faveur de la décision; et si
2. le participant a notifié par écrit au Fonds, préalablement à la première allocation de droits de tirage spéciaux effectuée en vertu de cette

Sectie 2. Toewijzing en intrekking.

(a) Besluiten van het Fonds tot toewijzing of intrekking van bijzondere trekkingrechten worden genomen voor achtereenvolgende basistijdvakken van vijf jaar. Het eerste basistijdvak valt aan op de datum van het eerste besluit tot toewijzing van bijzondere trekkingrechten of op een eventueel in dat besluit aangegeven latere datum. Toewijzingen of intrekkingen vinden plaats met tussenpozen van een jaar.

(b) De toewijzing wordt uitgedrukt in een percentage van de quota op de datum van elk besluit tot toewijzing. De intrekking van bijzondere trekkingrechten wordt uitgedrukt in een percentage van de netto cumulatieve toewijzing van bijzondere trekkingrechten op de datum van elk besluit tot intrekking. De percentages zijn voor alle participanten gelijk.

(c) In zijn besluit dat geldt voor een basistijdvak kan het Fonds, niettegenstaande (a) en (b) hierboven, bepalen :

1. dat het basistijdvak langer of korter dan vijf jaar zal zijn; of
2. dat de toewijzingen of intrekkingen met andere dan jaarlijkse tussenpozen zullen plaatsvinden; of
3. dat de grondslag voor toewijzingen of intrekkingen de quota of netto cumulatieve toewijzingen zullen zijn op andere data dan de data van de besluiten tot toewijzing of intrekking.

(d) Een lid dat participant wordt nadat een basistijdvak is aangevangen, ontvangt toewijzingen met ingang van het volgende basistijdvak waarin toewijzingen worden verricht, tenzij het Fonds besluit dat de nieuwe participant toewijzingen zal beginnen te ontvangen met ingang van de eerstvolgende toewijzing nadat het lid participant wordt. Indien het Fonds besluit dat een lid dat participant wordt tijdens een basistijdvak gedurende het resterende deel van het basistijdvak toewijzingen ontvangt en de participant geen lid was op de ingevolge (b) en (c) hierboven vastgestelde data, bepaalt het Fonds de grondslag waarop deze toewijzingen aan de participant zullen geschieden.

(e) Een participant ontvangt toewijzingen van bijzondere trekkingrechten krachtens een besluit tot toewijzing, tenzij :

1. De Gouverneur die de participant vertegenwoordigt niet voor het besluit heeft gestemd; en
2. de participant het Fonds vóór de eerste toewijzing van bijzondere trekkingrechten ingevolge dat besluit schriftelijk heeft medegedeeld dat hij

does not wish special drawing rights to be allocated to it under the decision. On the request of a participant, the Fund may decide to terminate the effect of the notice with respect to allocations of special drawing rights subsequent to the termination.

(f) If on the effective date of any cancellation the amount of special drawing rights held by a participant is less than its share of the special drawing rights that are to be cancelled, the participant shall eliminate its negative balance as promptly as its gross reserve position permits and shall remain in consultation with the Fund for this purpose. Special drawing rights acquired by the participant after the effective date of the cancellation shall be applied against its negative balance and cancelled.

Section 3. Unexpected major developments.

The Fund may change the rates or intervals of allocation or cancellation during the rest of a basic period or change the length of a basic period or start a new basic period, if at any time the Fund finds it desirable to do so because of unexpected major developments.

Section 4. Decisions on allocations and cancellations.

(a) Decisions under Section 2 (a), (b) and (c) or Section 3 of this Article shall be made by the Board of Governors on the basis of proposals of the Managing Director concurred in by the Executive Directors.

(b) Before making any proposal, the Managing Director, after having satisfied himself that it will be consistent with the provisions of Section 1 (a) of this Article, shall conduct such consultations as will enable him to ascertain that there is broad support among participants for the proposal. In addition, before making a proposal for the first allocation, the Managing Director shall satisfy himself that the provisions of Section 1 (b) of this Article have been met and that there is broad support among participants to begin allocations; he shall make a proposal for the first allocation as soon after the establishment of the Special Drawing Account as he is so satisfied.

(c) The Managing Director shall make proposals:

(i) not later than six months before the end of each basic period;

décision, qu'il ne désire pas que des droits de tirage spéciaux lui soient alloués au titre de celle-ci. A la demande d'un participant, le Fonds pourra décider de mettre fin à l'effet de la notification en ce qui concerne les allocations de droits de tirage spéciaux postérieures à sa décision en ce sens.

(f) Si, à la date à laquelle doit intervenir une annulation, le montant des droits de tirage spéciaux détenus par un participant est inférieur à sa part des droits de tirage spéciaux qui doivent être annulés, le participant éliminera son solde négatif aussi rapidement que le permet sa position de réserves brutes et restera à cette fin en consultation avec le Fonds. Les droits de tirage spéciaux acquis par le participant après la date à laquelle l'annulation est intervenue viendront en déduction de son solde négatif et seront annulés.

Section 3. Événements importants imprévus.

Le Fonds pourra, soit modifier les taux ou les intervalles d'allocation ou d'annulation pendant le reste d'une période de base ou la durée d'une période de base, soit faire courir une nouvelle période de base si à un moment quelconque le Fonds estime souhaitable de la faire en raison d'événements importants imprévus.

Section 4. Décisions relatives aux allocations et aux annulations.

(a) Les décisions en vertu de la Section 2, paragraphes (a), (b) et (c) et de la Section 3 du présent Article seront prises par le Conseil des Gouverneurs sur proposition du Directeur général à laquelle s'associent les Administrateurs.

(b) Avant d'émettre une proposition quelconque, le Directeur général, après s'être assuré que celle-ci est conforme aux dispositions de la Section 1, paragraphe (a), du présent Article, entreprendra les consultations qui lui permettront de s'assurer que ladite proposition recueille un large appui de la part des participants. En outre, avant d'émettre une proposition pour la première allocation, le Directeur général s'assurera que les dispositions de la Section 1, paragraphe (b), du présent Article ont été observées et qu'il existe une large adhésion parmi les participants pour commencer à octroyer les allocations; il émettra, après la création du Compte de Tirage Spécial, une proposition relative à la première allocation dès qu'il aura acquis la conviction que les conditions ci-dessus sont satisfaites.

(c) Le Directeur général émettra des propositions :

1. six mois au moins avant la fin de chaque période de base;

geen toewijzing van bijzondere trekkingssrechten ingevolge het beluit wenst te ontvangen. Op verzoek van een participant kan het Fonds besluiten de gelding van de kennisgeving te beëindigen wat betreft de toewijzing van bijzondere trekkingssrechten na deze beëindiging.

(f) Indien op de datum waarop een intrekking van kracht wordt het bedrag van de bijzondere trekkingssrechten in het bezit van een participant lager is dan zijn deel van de bijzondere trekkingssrechten die moeten worden ingetrokken, moet de participant zijn negatief saldo aanzuiveren zodra zijn bruto reservepositie dit toelaat en hiertoe voortdurend overleg plegen met het Fonds. Bijzondere trekkingssrechten die door een participant zijn verworven na de datum waarop de intrekking van kracht wordt, worden verrekend met zijn negatief saldo en ingetrokken.

Sectie 3. Onverwachte ingrijpende ontwikkelingen.

Het Fonds kan de percentages of de tussenpozen van toewijzing of intrekking voor het resterende gedeelte van een basistijdvak of de duur van een basistijdvak wijzigen of een nieuw basistijdvak beginnen, indien het te eniger tijd constateert dat onverwachte ingrijpende ontwikkelingen zulks wenselijk doen zijn

Sectie 4. Besluiten inzake toewijzingen en intrekkingen.

(a) Besluiten ingevolge sectie 2 (a), (b) en (c) of sectie 3 van dit artikel worden genomen door de Raad van Gouverneurs op basis van voorstellen van de Directeur-generaal, die de instemming hebben van de gedelegeerd-beheerders.

(b) Alvorens een voorstel in te dienen pleegt de Directeur-generaal, nadat hij zich ervan overtuigd heeft dat het voorstel in overeenstemming zal zijn met de bepalingen van sectie 1 (a) van dit artikel, zodanig overleg dat hij zich ervan kan vergewissen dat de participanten zijn voorstel in ruime mate steunen. Alvorens een voorstel voor de eerste toewijzing te doen, overtuigt de Directeur-generaal zich voorts ervan dat voldaan is aan de bepalingen van sectie 1 (b) van dit artikel en dat de participanten het beginnen met toewijzingen in ruime mate steunen; zodra hij na de instelling van de Bijzondere Trekkingssrekening daarvan overtuigd is, doet hij een voorstel voor de eerste toewijzing.

(c) De Directeur-generaal doet voorstellen :

1. uiterlijk zes maanden voor het einde van elk basistijdvak;

- | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>(ii) if no decision has been taken with respect to allocation or cancellation for a basic period, whenever he is satisfied that the provisions of (b) above have been met;</p> <p>(iii) when, in accordance with Section 3 of this Article, he considers that it would be desirable to change the rate or intervals of allocation or cancellation or change the length of a basic period or start a new basic period; or</p> <p>(iv) within six months of a request by the Board of Governors or the Executive Directors;</p> <p>provided that, if under (i), (iii) or (iv) above the Managing Director ascertains that there is no proposal which he considers to be consistent with the provisions of Section 1 of this Article that has broad support among participants in accordance with (b) above, he shall report to the Board of Governors and to the Executive Directors.</p> <p>(d) A majority of eighty-five percent of the total voting power shall be required for decisions under Section 2 (a), (b) and (c) or Section 3 of this Article except for decisions under Section 3 with respect to a decrease in the rates of allocation.</p> | <p>2. si aucune décision n'a été prise en ce qui concerne l'allocation ou l'annulation pour une période de base, lorsqu'il se sera assuré que les dispositions du paragraphe (b) ci-dessus ont été observées;</p> <p>3. lorsque, conformément à la Section 3 du présent Article, il estimera qu'il serait souhaitable de modifier les taux ou les intervalles d'allocation ou d'annulation, de modifier la durée d'une période de base ou de faire courir une nouvelle période de base; ou</p> <p>4. dans les six mois d'une demande du Conseil des Gouverneurs ou des Administrateurs;</p> <p>sous réserve que si, en vertu des 1, 3 ou 4 ci-dessus, le Directeur général constate qu'aucune proposition qu'il estime compatible avec les dispositions de la Section 1 du présent Article ne rencontre une large adhésion parmi les participants conformément au paragraphe (b) ci-dessus, il fera rapport au Conseil des Gouverneurs et aux Administrateurs.</p> <p>(d) Une majorité de 85 pour-cent du total des droits de vote sera requise pour les décisions prises en vertu de la Section 2, paragraphes (a), (b) et (c) ou de la Section 3 du présent Article, sauf pour les décisions au titre de la Section 3 relatives à une réduction des taux d'allocation.</p> | <p>2. indien geen besluit is genomen ten aanzien van toewijzing of intrekking voor een basistijdvak, wanneer hij ervan overtuigd is dat voldaan is aan de bepalingen van (b) hierboven;</p> <p>3. wanneer hij, overeenkomstig sectie 3 van dit artikel, van mening is dat het wenselijk zou zijn, de percentages of de tussenpozen van toewijzing of intrekking dan wel de duur van een basistijdvak te wijzigen of een nieuw basistijdvak aan te vangen; of</p> <p>4. binnen zes maanden na een verzoek van de Raad van Gouverneurs of de gedelegeerd-beheerders;</p> <p>met dien verstande dat, indien de Directeur-generaal ingevolge 1, 3 of 4 hierboven vaststelt, dat er geen voorstel is dat naar zijn oordeel in overeenstemming is met de bepalingen van sectie 1 van dit artikel en dat tevens in ruime mate wordt gesteund door de participanten overeenkomstig (b) hierboven, hij ver slag uitbrengt aan de Raad van Gouverneurs en de gedelegeerd-beheerders.</p> <p>(d) Voor besluiten ingevolge sectie 2 (a), (b) en (c) of sectie 3 van dit artikel, met uitzondering van besluiten ingevolge sectie 3 ten aanzien van een verlaging van het toewijzingspercentage, is een meerderheid van vijfentachtig procent van het totale stemmenaantal nodig.</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
-
- | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>ARTICLE XXV.</p> <p>Operations and transactions in special drawing rights.</p> <p>Section 1. Use of special drawing rights.</p> <p>Special drawing rights may be used in the operations and transactions authorized by or under this Agreement.</p> <p>Section 2. Transactions between participants.</p> <p>(a) A participant shall be entitled to use its special drawing rights to obtain an equivalent amount of currency from a participant designated under Section 5 of this Article.</p> <p>(b) A participant, in agreement with another participant, may use its special drawing rights:</p> <p>(i) to obtain an equivalent amount of its own currency held by the other participant; or</p> <p>(ii) to obtain an equivalent amount of currency from the other participant in any transactions, prescribed by the Fund, that would promote reconstitution by the other participant under Section 6 (a) of this Article; prevent or</p> | <p>ARTICLE XXV.</p> <p>Opérations et transactions sur droits de tirages spéciaux.</p> <p>Section 1. Utilisation des droits de tirage spéciaux.</p> <p>Les droits de tirage spéciaux peuvent être utilisés pour les opérations et les transactions autorisées par le présent Accord ou en vertu de lui.</p> <p>Section 2. Transactions entre participants.</p> <p>(a) Un participant sera habilité à utiliser ses droits de tirage spéciaux pour obtenir d'un participant désigné en vertu de la Section 5 du présent Article un montant équivalent de monnaie.</p> <p>(b) Un participant, en accord avec un autre participant, pourra utiliser ses droits de tirage spéciaux :</p> <p>1. pour obtenir un montant équivalent de sa propre monnaie détenue par l'autre participant; ou</p> <p>2. pour obtenir de l'autre participant un montant équivalent de monnaie à la suite de toutes les transactions, prescrites par le Fonds, qui favoriseraient la reconstitution par l'autre participant au titre de la Section 6, paragraphe (a), du présent Article;</p> | <p>ARTIKEL XXV.</p> <p>Werkzaamheden en transacties in bijzondere trekkingsrechten.</p> <p>Sectie 1. Gebruik van bijzondere trekkingsrechten.</p> <p>Bijzondere trekkingsrechten kunnen worden gebruikt bij de werkzaamheden en transacties toegestaan bij of ingevolge deze overeenkomst.</p> <p>Sectie 2. Transacties tussen participanten.</p> <p>(a) Een participant heeft het recht zijn bijzondere trekkingsrechten te gebruiken om een equivalent bedrag aan valuta te verkrijgen van een ingevolge sectie 5 van dit artikel aangewezen participant.</p> <p>(b) In overeenstemming met een andere participant kan een participant zijn bijzondere trekkingsrechten gebruiken ten einde :</p> <p>1. een equivalent bedrag van zijn eigen valuta te verkrijgen, dat in het bezit is van de andere participant; of</p> <p>2. een equivalent bedrag aan valuta van de andere participant te verkrijgen in door het Fonds voorgeschreven transacties die een herstel van de oorspronkelijke positie door de andere participant ingevolge sectie 6 (a) van dit artikel zou bevorderen;</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

reduce a negative balance of the other participant; offset the effect of a failure by the other participant to fulfill the expectation in Section 3 (a) of this Article; or bring the holdings of special drawing rights by both participants closer to their net cumulative allocations. The Fund by an eighty-five percent majority of the total voting power may prescribe additional transactions or categories of transactions under this provision. Any transactions or categories of transactions prescribed by the Fund under this subsection (b) (ii) shall be consistent with the other provisions of this Agreement and with the proper use of special drawing rights in accordance with this Agreement.

(c) A participant that provides currency to a participant using special drawing rights shall receive an equivalent amount of special drawing rights.

Section 3. Requirement of need.

(a) In transactions under Section 2 of this Article, except as otherwise provided in (c) below, a participant will be expected to use its special drawing rights only to meet balance of payments needs or in the light of developments in its official holdings of gold, foreign exchange, and special drawing rights, and its reserve position in the Fund, and not for the sole purpose of changing the composition of the foregoing as between special drawing rights and the total of gold, foreign exchange, and reserve position in the Fund.

(b) The use of special drawing rights shall not be subject to challenge on the basis of the expectation in (a) above, but the Fund may make representations to a participant that fails to fulfill this expectation. A participant that persists in failing to fulfill this expectation shall be subject to Article XXIX, Section 2 (b).

(c) Participants may use special drawing rights without fulfilling the expectation in (a) above to obtain an equivalent amount of currency from another participant in any transactions, prescribed by the Fund, that would promote reconstitution by the other participant under Section 6 (a) of this Article; prevent or reduce a negative balance of the other participant; offset the effect of a failure by the other participant to fulfill the expectation in (a) above; or bring the holdings of special drawing

préviendraient ou réduiraient un solde négatif de l'autre participant; compenseraient l'effet de la non-observation par l'autre participant des conditions prévues à la Section 3, paragraphe (a) du présent Article; ou rapprocheraient du niveau de leur allocation cumulative nette respective les droits de tirage spéciaux détenus par les deux participants. Le Fonds, à la majorité de quatre-vingt-cinq pour-cent du total des droits de vote, peut prescrire des transactions ou des catégories de transactions supplémentaires au titre de la présente disposition. Toutes transactions ou catégories de transactions prescrites par le Fonds en vertu du présent alinéa 2 du paragraphe (b) devront être conformes aux autres dispositions du présent Accord et répondre aux conditions d'utilisation des droits de tirage spéciaux prévues par le présent Accord.

(c) Le participant qui fournit de la monnaie à un autre participant faisant usage de droits de tirage spéciaux recevra un montant équivalent de droits de tirage spéciaux.

Section 3. Critère de besoin.

(a) Dans les transactions au titre de la Section 2 du présent Article, et sauf s'il en est autrement disposé au paragraphe (c) ci-dessous, il est prévu qu'un participant sera censé n'utiliser ses droits de tirage spéciaux que pour faire face à des besoins nés de sa balance des paiements ou en fonction de l'évolution de ses avoirs officiels en or, en devises et en droits de tirage spéciaux, ainsi que de sa position de réserve au Fonds, et non pas dans le seul but de modifier la répartition de ces éléments, à savoir : d'une part, les droits de tirage spéciaux et, d'autre part, l'ensemble de ses avoirs en or et en monnaies étrangères et de sa position de réserve au Fonds.

(b) L'utilisation des droits de tirage spéciaux ne sera pas sujette à discussion du fait que le participant aurait méconnu la règle prévue au paragraphe (a) ci-dessus, mais le Fonds peut faire des représentations à un participant qui ne s'y serait pas conformé. Un participant qui persisterait dans cette voie serait passible des sanctions prévues à l'Article XXIX, Section 2, paragraphe (b).

(c) Les participants pourront utiliser les droits de tirage spéciaux sans satisfaire au principe énoncé au paragraphe (a) ci-dessus pour obtenir d'un autre participant un montant équivalent de monnaie dans toutes les transactions, prescrites par le Fonds, qui favoriseraient la reconstitution par cet autre participant au titre de la Section 6, paragraphe (a) du présent Article; préviendraient ou réduiraient un solde négatif de cet autre participant; compenseraient l'effet de la non-observation

die een negatief saldo van de andere participant zou voorkomen of verminderen; die het gevolg van het in gebreke blijven van de andere participant om aan de verwachting in sectie 3 (a) van dit artikel te voldoen zou te niet doen; of die het bezit aan bijzondere trekkingssrechten van beide participanten dichter bij hun netto cumulatieve toewijzingen zou brengen. Met een meerderheid van vijftachtig procent van het totale stemmenaantal kan het Fonds verdere transacties of categorieën transacties ingevolge deze bepaling voorschrijven. Transacties of categorieën transacties voorgeschreven door het Fonds ingevolge dit lid (b), 2 moeten in overeenstemming zijn met de andere bepalingen van deze Overeenkomst en met het juiste gebruik van bijzondere trekkingssrechten overeenkomstig deze Overeenkomst.

(c) Een participant die valuta verstrekt aan een participant die bijzondere trekkingssrechten gebruikt, ontvangt een equivalent bedrag aan bijzondere trekkingssrechten.

Sectie 3. Vereiste van behoefte.

(a) Bij transacties ingevolge sectie 2 van dit artikel, behalve als bepaald in (c) hieronder, wordt van een participant verwacht dat hij zijn bijzondere trekkingssrechten alleen gebruikt om tegemoet te komen aan de betalingsbalans behoeften of in het licht van ontwikkelingen in zijn officiële bezit aan goud, vreemde valuta en bijzondere trekkingssrechten en zijn reservepositie in het Fonds, en niet uitsluitend met het doel de onderlinge verhouding in dat bezit, tussen bijzondere trekkingssrechten enerzijds, en het totaal van het bezit aan goud en aan vreemde valuta en de reservepositie in het Fonds anderzijds, te wijzigen.

(b) Het gebruik van bijzondere trekkingssrechten kan niet worden aangevochten op grond van de verwachting bedoeld in (a) hierboven, doch het Fonds kan vertegen richten tot een participant die niet aan deze verwachting voldoet. Op een participant die in gebreke blijft aan deze verwachting te voldoen, is artikel XXIX, sectie 2 (b) van toepassing.

(c) Participanten kunnen bijzondere trekkingssrechten gebruiken zonder te voldoen aan de verwachting in (a) hierboven ten einde een equivalent bedrag aan valuta van de andere participant te verkrijgen in door het Fonds voorgeschreven transacties die een herstel van de oorspronkelijke positie door de andere participant ingevolge sectie 6 (a) van dit artikel zouden bevorderen: die een negatief saldo van de andere participant zou voorkomen of verminderen: die het gevolg van het in gebreke blijven

rights by both participants closer to their net cumulative allocations.

Section 4. Obligation to provide currency.

A participant designated by the Fund under Section 5 of this Article shall provide on demand currency convertible in fact to a participant using special drawing rights under Section 2 (a) of this Article. A participant's obligation to provide currency shall not extend beyond the point at which its holdings of special drawing rights in excess of its net cumulative allocation are equal to twice its net cumulative allocation or such higher limit as may be agreed between a participant and the Fund. A participant may provide currency in excess of the obligatory limit or any agreed higher limit.

Section 5. Designation of participants to provide currency.

(a) The Fund shall ensure that a participant will be able to use its special drawing rights by designating participants to provide currency for specified amounts of special drawing rights for the purposes of Sections 2 (a) and 4 of this Article. Designations shall be made in accordance with the following general principles supplemented by such other principles as the Fund adopt may from time to time:

(i) A participant shall be subject to designation if its balance of payments and gross reserve position is sufficiently strong, but this will not preclude the possibility that a participant with a strong reserve position will be designated even though it has a moderate balance of payments deficit. Participants shall be designated in such manner as will promote over time a balanced distribution of holdings of special drawing rights among them.

(ii) Participants shall be subject to designation in order to promote reconstitution under Section 6 (a) of this Article; to reduce negative balances in holdings of special drawing rights; or to offset the effect of failures to fulfill the expectation in Section 3 (a) of this Article.

(iii) In designating participants the Fund normally shall give priority to those that need to acquire special drawing rights to meet the objectives of designation under (ii) above.

par celui-ci de la règle énoncée au paragraphe (a) ci-dessus; ou rapprocheraient de leur allocation cumulative nette respective les droits de tirage spéciaux détenus par les deux participants en cause.

Section 4. Obligation de fournir de la monnaie.

Tout participant désigné par le Fonds au titre de la Section 5 du présent Article devra fournir sur demande de la monnaie effectivement convertible à un participant utilisant des droits de tirage spéciaux au titre de la Section 2, paragraphe (a) du présent Article. L'obligation faite à un participant de fournir de la monnaie cessera lorsque ses avoirs en droits de tirage spéciaux en sus de son allocation cumulative nette seront égaux à deux fois cette allocation cumulative nette ou atteindront toute autre limite supérieure qui pourrait avoir été convenue entre le participant et le Fonds. Un participant pourra fournir de la monnaie au-delà de la limite obligatoire ou de toute limite supérieure convenue.

Section 5. Désignation des participants appelés à fournir de la monnaie.

(a) Le Fonds assurera à tout participant la possibilité d'utiliser ses droits de tirage spéciaux en désignant des participants appelés à fournir de la monnaie contre des montants spécifiés de droits de tirage spéciaux aux fins des Sections 2, paragraphe (a) et 4 du présent Article. Les désignations s'effectueront conformément aux principes généraux ci-après, complétés par d'autres principes que le Fonds pourra adopter s'il y a lieu :

1. Un participant pourra être désigné si sa balance des paiements et la position de ses réserves brutes sont suffisamment fortes, ce qui n'exclura pas la possibilité qu'un participant soit désigné s'il a une forte position de réserve, même si sa balance des paiements est modérément déficitaire. Les participants seront désignés de manière à obtenir progressivement entre eux une répartition équilibrée des avoirs en droits de tirage spéciaux.
2. Des participants pourront être désignés en vue de favoriser la reconstitution prévue à la Section 6, paragraphe (a), du présent Article, de réduire les soldes négatifs des avoirs en droits de tirage spéciaux, ou de compenser l'effet de la non-observation des conditions prévues à la Section 3, paragraphe (a) du présent Article.

3. Lors de la désignation des participants, le Fonds accordera normalement la priorité à ceux qui ont besoin d'acquérir des droits de tirage spéciaux en vue d'atteindre les objectifs de désignation énoncés à l'alinéa 2 ci-dessus.

van de andere participant om aan de verwachting in (a) hierboven te voldoen zou te niet doen; of die het bezit aan bijzondere trekkingsrechten van beide participanten dichter bij hun netto cumulatieve toewijzingen zouden brengen.

Sectie 4. Verplichting tot verstrekking van valuta.

Een door het Fonds ingevolge sectie 5 van dit artikel aangewezen participant verstrekt op verzoek feitelijk inwisselbare valuta aan een participant die bijzondere trekkingsrechten gebruikt overeenkomstig sectie 2 (a) van dit artikel. De verplichting van een participant om valuta te verstrekken strekt zich niet verder uit dan het punt waarop zijn bezit aan bijzondere trekkingsrechten boven zijn netto cumulatieve toewijzing gelijk is aan tweemaal zijn netto cumulatieve toewijzing, of een zodanige hogere grens als een participant en het Fonds kunnen overeenkomen. Een participant kan valuta verstrekken boven de verplichte grens of iedere overeengekomen hogere grens.

Sectie 5. Aanwijzing van participanten die valuta moeten verstrekken.

(a) Het Fonds verzekert dat een participant zijn bijzondere trekkingsrechten kan gebruiken; het wijst daartoe participanten aan die valuta moeten verstrekken tegen aangegeven bedragen aan bijzondere trekkingsrechten voor de doeleinden van secties 2 (a) en 4 van dit artikel. De aanwijzing geschiedt overeenkomstig de volgende algemene beginselen, aangevuld met eventuele andere beginselen die het Fonds van tijd tot tijd kan vaststellen :

1. Een participant kan worden aangewezen indien zijn betalingsbalans en zijn bruto reservepositie voldoende sterk zijn, doch dit sluit niet de mogelijkheid uit dat een participant met een sterke reservepositie wordt aangewezen hoewel hij een matig tekort op zijn betalingsbalans heeft. Participanten worden op zodanige wijze aangewezen dat hierdoor na verloop van tijd een evenwichtige verdeling van het bezit aan bijzondere trekkingsrechten tussen hen wordt bevorderd.
2. Participanten kunnen worden aangewezen ten einde het herstel van de oorspronkelijke positie ingevolge sectie 6 (a) van dit artikel te bevorderen; ten einde negatieve saldi aan het bezit van bijzondere trekkingsrechten te verminderen; of ten einde het gevolg van het in gebreke blijven om te voldoen aan de verwachting in sectie 3 (a) van dit artikel te niet doen.
3. Bij de aanwijzing van participanten geeft het Fonds gewoonlijk voorrang aan diegenen die bijzondere trekkingsrechten moeten verwerven ten einde de doeleinden van aanwijzing ingevolge 2, hierboven te verwezenlijken.

(b) In order to promote over time a balanced distribution of holdings of special drawing rights under (a), (i) above, the Fund shall apply the rules for designation in Schedule F or such rules as may be adopted under (c) below.

(c) The rules for designation shall be reviewed before the end of the first and each subsequent basic period and the Fund may adopt new rules as the result of a review. Unless new rules are adopted, the rules in force at the time of the review shall continue to apply.

Section 6. Reconstitution.

(a) Participants that use their special drawing rights shall reconstitute their holdings of them in accordance with the rules for reconstitution in Schedule G or such rules as may be adopted under (b) below.

(b) The rules for reconstitution shall be reviewed before the end of the first and each subsequent basic period and new rules shall be adopted if necessary. Unless new rules are adopted or a decision is made to abrogate rules for reconstitution, the rules in force at the time of the review shall continue to apply. An eighty-five percent majority of the total voting power shall be required for decisions to adopt, modify, or abrogate the rules for reconstitution.

Section 7. Operations and transactions through the General Account.

(a) Special drawing rights shall be included in a member's monetary reserves under Article XIX for the purposes of Article III, Section 4 (a), Article V, Section 7 (b) and (c), Article V, Section 8 (f), and Schedule B, paragraph 1. The Fund may decide that in calculating monetary reserves and the increase in monetary reserves during any year for the purpose of Article V, Section 7 (b) and (c), no account shall be taken of any increase or decrease in those monetary reserves which is due to allocations or cancellations of special drawing rights during the year.

(b) The Fund shall accept special drawing rights:

- (i) in repurchases accruing in special drawing rights under Article V, Section 7 (b); and
- (ii) in reimbursement pursuant to Article XXVI, Section 4.

(b) En vue de favoriser progressivement une répartition équilibrée des avoirs en droits de tirage spéciaux conformément au paragraphe (a), alinéa 1, ci-dessus, le Fonds appliquera les règles de désignation énoncées à l'Annexe F ou les règles qui pourront être adoptées en vertu du paragraphe (c) ci-dessous.

(c) Les règles de désignation seront revues avant la fin de la première période de base et de chacune des suivantes, et le Fonds pourra adopter des règles nouvelles à la suite d'une révision. A moins que des règles nouvelles ne soient adoptées, les règles en vigueur au moment de la révision continueront à s'appliquer.

Section 6. Reconstitution.

(a) Les participants qui utiliseront leurs droits de tirage spéciaux devront reconstituer leurs avoirs en ceux-ci conformément aux règles de reconstitution énoncées à l'Annexe G ou aux règles qui peuvent être adoptées en vertu du paragraphe (b) ci-après.

(b) Les règles de reconstitution seront revues avant la fin de la première période de base et de chacune des suivantes, et de nouvelles règles seront adoptées si le besoin s'en fait sentir. A moins que de nouvelles règles ne soient adoptées ou qu'une décision ne soit prise pour abroger des règles de reconstitution, les règles en vigueur au moment de la révision continueront à s'appliquer. Une majorité de quatre-vingt-cinq pour-cent du total des droits de vote sera requise pour les décisions portant adoption, modification ou abrogation des règles de reconstitution.

Section 7. Opérations et transactions par l'intermédiaire du Compte Général.

(a) Les droits de tirage spéciaux seront inclus dans les réserves monétaires d'un membre en vertu de l'Article XIX aux fins de l'Article III, Section 4, paragraphe (a), de l'Article V, Section 7, paragraphes (b) et (c), de l'Article V, Section 8, paragraphe (f) et de l'Annexe B, paragraphe 1. Le Fonds peut décider que dans le calcul des réserves monétaires et de l'accroissement de celles-ci au cours d'un exercice quelconque aux fins de l'Article V, Section 7, paragraphes (b) et (c), il ne sera tenu aucun compte d'un accroissement ou d'une diminution de ces réserves monétaires dû à des allocations ou à des annulations de droits de tirage spéciaux pendant l'année.

(b) Le Fonds sera tenu d'accepter des droits de tirage spéciaux :

1. dans les rachats devant être effectués avec des droits de tirage spéciaux au titre de l'article V, Section 7, paragraphe (b); et
2. en remboursement au titre de l'article XXVI, Section 4.

(b) Ten einde na verloop van tijd een evenwichtige verdeling van het bezit aan bijzondere trekkingssrechten ingevolge (a), 1, hierboven te bevorderen, past het Fonds de voorschriften voor aanwijzing in Bijlage F toe, ofwel de voorschriften die kunnen worden vastgesteld ingevolge (c) hieronder.

(c) De voorschriften voor aanwijzing worden vóór het einde van het eerste en van elk daaropvolgend basistijdvak opnieuw bezien en als gevolg daarvan kan het Fonds nieuwe voorschriften vaststellen. Tenzij nieuwe voorschriften worden vastgesteld, blijven de tot dan van kracht zijnde voorschriften van toepassing.

Sectie 6. Herstel van de oorspronkelijke positie.

(a) Participanten die hun bijzondere trekkingssrechten gebruiken, moeten hun bezit daarvan herstellen in de oorspronkelijke positie overeenkomstig de desbetreffende voorschriften in Bijlage G of de voorschriften die kunnen worden vastgesteld ingevolge (b) hieronder.

(b) De voorschriften voor een herstel van de oorspronkelijke positie moeten voor het einde van het eerste en van elk daaropvolgend basistijdvak opnieuw worden bezien en indien nodig moeten nieuwe voorschriften worden vastgesteld. Tenzij nieuwe voorschriften worden vastgesteld of wordt besloten tot intrekking van voorschriften voor het herstel van de oorspronkelijke positie, blijven de tot dan van kracht zijnde voorschriften van toepassing. Er is een meerderheid van vijftachtig procent van het totale stemmenaantal nodig voor besluiten om de voorschriften betreffende het herstel van de oorspronkelijke positie vast te stellen, te wijzigen of in te trekken.

Sectie 7. Werkzaamheden en transacties via de Algemene Rekening.

(a) Voor de toepassing van artikel III, sectie 4 (a), artikel V, sectie 7 (b) en (c), artikel V, sectie 8 (f) en Bijlage B, paragraaf 1, worden bijzondere trekkingssrechten begrepen in de monetaire reserves van een lid ingevolge artikel XIX. Het Fonds kan beslissen dat bij de berekening van monetaire reserves en van de stijging van monetaire reserves tijdens een jaar voor de toepassing van artikel V, sectie 7 (b) en (c), geen rekening zal worden gehouden met enigerlei stijging of daling van deze monetaire reserves ten gevolge van toewijzingen of intrekkingen van bijzondere trekkingssrechten tijdens dat jaar.

(b) Het Fonds aanvaardt bijzondere trekkingssrechten :

1. bij wederinkopen verschuldigd in bijzondere trekkingssrechten ingevolge artikel V, sectie 7 (b); en
2. bij vergoedingen op grond van artikel XXVI, sectie 4.

(c) The Fund may accept special drawing rights to the extent it may decide:

- (i) in payment of charges; and
- (ii) in repurchases other than those under Article V, Section 7 (b), in proportions which, as far as feasible, shall be the same for all members.

(d) The Fund, if it deems such action appropriate to replenish its holdings of a participant's currency and after consultation with that participant on alternative ways of replenishment under Article VII, Section 2, may require that participant to provide its currency for special drawing rights held in the General Account subject to Section 4 of this Article. In replenishing with special drawing rights, the Fund shall pay due regard to the principles of designation under Section 5 of this Article.

(e) To the extent that a participant may receive special drawing rights in a transaction prescribed by the Fund to promote reconstitution by it under Section 6 (a) of this Article, prevent or reduce a negative balance, or offset the effect of a failure by it to fulfill the expectation in Section 3 (a) of this Article, the Fund may provide the participant with special drawing rights held in the General Account for gold or currency acceptable to the Fund.

(f) In any of the other operations and transactions of the Fund with a participant conducted through the General Account the Fund may use special drawing rights by agreement with the participant.

(g) The Fund may levy reasonable charges uniform for all participants in connection with operations and transactions under this Section.

Section 8. Exchange rates.

(a) The exchange rates for operations or transactions between participants shall be such that a participant using special drawing rights shall receive the same value whatever currencies might be provided and whichever participants provide those currencies, and the Fund shall adopt regulations to give effect to this principle.

(b) The Fund shall consult a participant on the procedure for determining rates of exchange for its currency.

(c) For the purpose of this provision the term participant includes a terminating participant.

(c) Le Fonds pourra accepter des droits de tirage spéciaux dans la mesure où il le décidera :

1. en paiement de commissions, et
2. dans les rachats, autres que ceux effectués en vertu de l'Article V, Section 7, paragraphe (b), dans des proportions qui seront, dans la mesure du possible, uniformes pour tous les membres.

(d) Le Fonds, lorsqu'il le jugera opportun pour reconstituer ses avoirs dans la monnaie d'un participant et après consultation avec ce participant sur d'autres modes de reconstitution en vertu de l'Article VII, Section 2, pourra requérir ce participant de lui fournir de sa monnaie en échange de droits de tirage spéciaux détenus dans le Compte Général, sous réserve des dispositions de la Section 4 du présent Article. En reconstituant ses avoirs avec des droits de tirage spéciaux, le Fonds devra s'inspirer des principes de désignation énoncés à la Section 5 du présent Article.

(e) Dans la mesure où un participant est susceptible de recevoir des droits de tirage spéciaux dans une transaction prescrite par le Fonds en vue de favoriser la reconstitution de ses avoirs en vertu de la Section 6, paragraphe (a) du présent Article, d'éviter ou de réduire un solde négatif ou de compenser l'effet de la non-observation des conditions énoncées à la Section 3, paragraphe (a) du présent Article, le Fonds pourra fournir à ce participant des droits de tirage spéciaux détenus dans le Compte Général en échange d'or ou de monnaie acceptable pour le Fonds.

(f) Dans toutes les autres opérations et transactions du Fonds avec un participant réalisées par l'intermédiaire du Compte Général, le Fonds pourra faire usage de droits de tirage spéciaux si le participant y consent.

(g) A l'occasion des opérations et transactions visées par la présente Section, le Fonds pourra percevoir des commissions raisonnables, uniformes pour tous les participants.

Section 8. Taux de change.

(a) Les taux de change pour les opérations et transactions entre participants seront tels qu'un participant faisant usage de droits de tirage spéciaux recevra la même valeur, quelles que soient les monnaies fournies et quels que soient les participants qui les fournissent, et le Fonds adoptera des règles pour mettre ce principe en vigueur.

(b) Le Fonds consultera un participant sur la procédure à suivre pour déterminer les taux de change de sa monnaie.

(c) Aux fins de la présente disposition, le mot « participant » comprend le participant qui se retire.

(c) Het Fonds kan in de door hemzelf bepaalde mate bijzondere trekkingsrechten aanvaarden :

1. voor betaling van commissielonen en
2. bij andere wederinkopen dan die ingevolge artikel V, sectie 7 (b), en wel in verhoudingen welke voor zover mogelijk, dezelfde zijn voor alle leden.

(d) Het Fonds kan, indien het zulks dienstig acht om zijn bezit aan de valuta van een participant aan te vullen, en na overleg met deze participant over andere mogelijkheden voor aanvulling ingevolge sectie 2 van artikel VII, van deze participant eisen dat hij zijn valuta beschikbaar stelt tegen bijzondere trekkingsrechten uit het bezit van de Algemene Rekening, zulks met toepassing van het bepaalde in sectie 4 van dit artikel. Bij aanvulling door middel van bijzondere trekkingsrechten neemt het Fonds de beginselen van aanwijzing ingevolge sectie 5 van dit artikel in acht.

(e) In de mate waarin een participant bijzondere trekkingsrechten moet verwerven in een door het Fonds voorgeschreven transactie ter bevordering van het herstel van de oorspronkelijke positie door de participant ingevolge sectie 6 (a) van dit artikel of ter voorkoming of vermindering van een negatief saldo of ter opheffing van het gevolg van diens verzuim te voldoen aan de verwachting in sectie 3 (a) van dit artikel, kan het Fonds de participant tegen goud of voor het Fonds aanvaardbare valuta bijzondere trekkingsrechten ter beschikking stellen, die in het bezit van de Algemene Rekening worden gehouden.

(f) Bij alle andere werkzaamheden en transacties van het Fonds met een participant, via de Algemene Rekening, kan het Fonds in overeenstemming met de participant bijzondere trekkingsrechten gebruiken.

(g) Het Fonds kan redelijke en voor alle participanten uniforme commissielonen heffen in verband met werkzaamheden en transacties ingevolge deze sectie.

Sectie 8. Wisselkoersen.

(a) De wisselkoersen voor werkzaamheden of transacties tussen participanten moeten zodanig zijn dat een participant die bijzondere trekkingsrechten gebruikt dezelfde waarde ontvangt, ongeacht welke valuta's zouden worden verstrekt en welke participanten deze valuta's verstrekken; het Fonds stelt regelingen vast voor de toepassing van dit beginsel.

(b) Het Fonds pleegt overleg met een participant over de procedure voor de vaststelling van wisselkoersen voor zijn valuta.

(c) Voor de toepassing van deze bepaling omvat de uitdrukking participant mede een zich terugtrekkende participant.

ARTICLE XXVI.

Special drawing account interest and charges.

Section 1. Interest.

Interest at the same rate for all holders shall be paid by the Fund to each holder on the amount of its holdings of special drawing rights. The Fund shall pay the amount due to each holder whether or not sufficient charges are received to meet the payment of interest.

Section 2. Charges.

Charges at the same rate for all participants shall be paid to the Fund by each participant on the amount of its net cumulative allocation of special drawing rights plus any negative balance of the participant or unpaid charges.

Section 3. Rate of interest and charges.

The rate of interest shall be equal to the rate of charges and shall be one and one-half percent per annum. The Fund in its discretion may increase or reduce this rate, but the rate shall not be greater than two percent or the rate of remuneration decided under Article V, Section 9, whichever is higher, or smaller than one percent or the rate of remuneration decided under Article V, Section 9, whichever is lower.

Section 4. Assessments.

When it is decided under Article XXII, Section 2, that reimbursement shall be made, the Fund shall levy assessments for this purpose at the same rate for all participants on their net cumulative allocations.

Section 5. Payment of interest, charges and assessments.

Interest, charges and assessments shall be paid in special drawing rights. A participant that needs special drawing rights to pay any charge or assessment shall be obligated and entitled to obtain them, at its option for gold or currency acceptable to the Fund, in a transaction with the Fund conducted through the General Account. If sufficient special drawing rights cannot be obtained in this way, the participant shall be obligated and entitled to obtain them with currency convertible in fact from a participant which the Fund shall specify. Special drawing rights acquired by a participant after the date for payment shall be applied against its unpaid charges and cancelled.

ARTICLE XXVI.

Compte de tirage spécial, intérêt et commissions.

Section I. Intérêt.

Le Fonds payera un intérêt à chaque détenteur, à un taux uniforme pour tous les détenteurs, sur le montant de ses avoirs en droits de tirage spéciaux. Le Fonds paiera le montant du à chaque détenteur, qu'il ait reçu ou non un montant suffisant de commissions pour payer l'intérêt.

Section 2. Commissions.

Des commissions seront payées au Fonds par chaque participant, à un taux uniforme pour tous les participants sur le montant de son allocation cumulative nette de droits de tirage spéciaux, augmenté du solde négatif éventuel et des commissions qu'il n'aurait pas payées.

Section 3. Taux de l'intérêt et des commissions.

Le taux de l'intérêt sera égal à celui des commissions et sera de 1 et demi pour cent par an. Le Fonds sera libre de relever ou de réduire ce taux, mais ledit taux ne sera pas supérieur au plus élevé des deux taux suivants, soit 2 pour cent, soit le taux de rémunération décidé en vertu de l'Article V, Section 9, ou inférieur au plus faible des deux taux suivants, soit 1 pour cent, soit le taux de rémunération décidé en vertu de l'Article V, Section 9.

Section 4. Répartition des frais.

Lorsqu'il sera décidé de procéder au remboursement visé à l'article XXII, Section 2, le Fonds effectuera à cette fin, au même taux pour tous les participants, des prélevements sur leurs allocations cumulatives nettes.

Section 5. Paiement de l'intérêt, des commissions et des prélevements.

L'intérêt, les commissions et les prélevements seront payables en droits de tirage spéciaux. Un participant qui a besoin de droits de tirage spéciaux pour payer une commission ou un prélevement sera tenu et aura le droit de les obtenir, à son choix, contre de l'or ou une monnaie acceptable pour le Fonds, par une transaction avec le Fonds effectuée par l'intermédiaire du Compte Général. S'il lui est impossible d'obtenir de cette manière des droits de tirage spéciaux suffisants, le participant sera tenu et aura le droit de les obtenir d'un participant désigné par le Fonds contre de la monnaie effectivement convertible. Les droits de tirage spéciaux acquis par un participant après l'échéance du paiement viendront en déduction de ses commissions non payées et seront annulés.

ARTIKEL XXVI.

Bijzondere trekingsrekening. Rente en Commissielonen.

Sectie 1..Rente.

Het Fonds betaalt rente volgens een voor alle houders gelijke rentevoet aan elke houder over het bedrag van zijn bezit aan bijzondere trekingsrechten. Het Fonds betaalt het aan elke houder verschuldigde bedrag, ongeacht of er voldoende commissieloon ontvangen is om rente uit te keren.

Sectie 2. Commissielonen.

Elke participant betaalt aan het Fonds commissielonen volgens een voor alle participanten gelijk tarief over het bedrag van zijn netto cumulatieve toewijzing van bijzondere trekingsrechten vermeerderd met een eventueel negatief saldo van de participant of niet-betaalde commissielonen.

Sectie 3. Rente- en Commissieloon-tarief.

Voor de rente en het commissieloon geldt hetzelfde tarief; het bedraagt anderhalf procent per jaar. Het Fonds kan het tarief naar eigen goeddunken verhogen of verlagen, doch het tarief mag niet hoger zijn dan twee procent of het remuneratietaarief vastgesteld ingevolge artikel V, sectie 9, al naar welke van beide het hoogst is, noch lager dan één procent of het remuneratietaarief vastgesteld ingevolge artikel V, sectie 9, al naar welke van beide het laagst is.

Sectie 4. Aanslagen.

Indien ingevolge artikel XXII, sectie 2, wordt besloten dat vergoedingen moeten worden betaald, legt het Fonds hiertoe aanslagen op volgens het voor alle participanten gelijke tarief op hun netto cumulatieve toewijzingen.

Sectie 5. Betaling van rente, commissielonen en aanslagen.

Rente, commissielonen en aanslagen worden betaald in bijzondere trekingsrechten. Een participant die bijzondere trekingsrechten nodig heeft om een commissieloon of aanslag te betalen is verplicht en gerechtigd deze, naar eigen keuze tegen goud of voor het Fonds aanvaardbare valuta, te verwerven in een transactie met het Fonds via de Algemene Rekening. Indien op deze wijze niet voldoende bijzondere trekingsrechten kunnen worden verworven, is de participant verplicht en gerechtigd deze met feitelijk inwisselbare valuta te verwerven van een participant die door het Fonds zal worden aangewezen. Door een participant na de betalingsdatum verworven bijzondere trekingsrechten worden verrekend met zijn onbetaalde commissielonen en ingetrokken.

ARTICLE XXVII.

Administration of the General Account and the Special Drawing Account.

(a) The General Account and the Special Drawing Account shall be administered in accordance with the provisions of Article XII, subject to the following:

- (i) The Board of Governors may delegate to the Executive Directors authority to exercise any powers of the Board with respect to special drawing rights except those under Article XXIII, Section 3, Article XXIV, Section 2 (a), (b) and (c), and Section 3, the penultimate sentence of Article XXV, Section 2 (b), Article XXV, Section 6 (b) and Article XXXI (a).
- (ii) For meetings of or decisions by the Board of Governors on matters pertaining exclusively to the Special Drawing Account only requests by or the presence and the votes of governors appointed by members that are participants shall be counted for the purpose of calling meetings and determining whether a quorum exists or whether a decision is made by the required majority.
- (iii) For decisions by the Executive Directors on matters pertaining exclusively to the Special Drawing Account only directors appointed or elected by at least one member that is a participant shall be entitled to vote. Each of these directors shall be entitled to cast the number of votes allotted to the member which is a participant that appointed him or to the members that are participants whose votes counted towards his election. Only the presence of directors appointed or elected by members that are participants and the votes allotted to members that are participants shall be counted for the purpose of determining whether a quorum exists or whether a decision is made by the required majority.
- (iv) Questions of the general administration of the Fund, including reimbursement under Article XXII, Section 2, and any question whether a matter pertains to both Accounts or exclusively to the Special Drawing Account shall be decided as if they pertained exclusively to the General Account. Decisions with respect to the acceptance and holding of special drawing rights in the General

ARTICLE XXVII.

Administration du Compte Général et du Compte de Tirage Spécial.

(a) Le Compte Général et le Compte de Tirage Spécial seront administrés conformément aux dispositions de l'article XII, sous réserve de ce qui suit :

1. Le Conseil des Gouverneurs pourra déléguer aux Administrateurs l'exercice de tous les pouvoirs du Conseil concernant les droits de tirage spéciaux, à l'exception de ceux visés par l'Article XXIII, Section 3, l'Article XXIV, Section 2, paragraphes (a), (b) et (c), et Section 3, l'avant-dernière phrase de l'Article XXV, Section (2), paragraphe (b), l'Article XXV, Section 6, paragraphe (b) et l'article XXXI, paragraphe (a).
2. Pour les réunions du Conseil des Gouverneurs ou les décisions prises par ce dernier sur des questions concernant exclusivement le Compte de Tirage Spécial, il sera tenu compte uniquement, en vue des convocations et afin de déterminer si le quorum est atteint ou si une décision est prise à la majorité requise, des demandes exprimées par les Gouverneurs nommés par les membres ayant la qualité de participants, ou de leur présence et des votes qu'ils expriment.
3. Pour les décisions des Administrateurs sur des matières concernant exclusivement le Compte de Tirage Spécial, seuls les Administrateurs nommés ou élus par au moins un membre ayant la qualité de participant auront le droit de voter. Chacun de ces Administrateurs pourra exprimer le nombre de voix attribuées au membre participant qui l'a nommé, ou aux membres participants dont les votes ont contribué à son élection. Pour déterminer si le quorum est atteint ou si une décision est prise à la majorité requise, il ne sera tenu compte que de la présence des Administrateurs nommés ou élus par des membres ayant la qualité de participants et des voix attribuées à ces membres.
4. Pour tout ce qui concerne l'administration générale du Fonds, y compris les remboursements en vertu de l'Article XXII, Section 2, et pour déterminer si une matière concerne les deux Comptes à la fois ou le seul Compte de Tirage Spécial, les décisions seront prises comme s'il s'agissait du Compte Général exclusivement. Les décisions relatives à l'acceptation et à la détention de droit de tirage spéciaux au Compte

ARTIKEL XXVII.

Beheer van de Algemene Rekening en de Bijzondere Trekingsrekening.

(a) De Algemene Rekening en de Bijzondere Trekingsrekening worden beheerd overeenkomstig de bepalingen van artikel XII, met inachtneming van het onderstaande :

1. De Raad van Gouverneurs kan de gedelegeerd-beheerders de bevoegdheid overdragen al zijn rechten ten aanzien van bijzondere trekkingssrechten uit te oefenen, met uitzondering van de bevoegdheden ingevolge artikel XXIII, sectie 3, artikel XXIV, sectie 2 (a), (b) en (c), en sectie 3, de voorlaatste zin van artikel XXV, sectie 2 (b), artikel XXV, sectie 6 (b) en artikel XXXI (a).
2. Voor vergaderingen of besluiten van de Raad van Gouverneurs betreffende aangelegenheden die uitsluitend betrekking hebben op de Bijzondere Trekingsrekening wordt, voor het bijeenroepen van vergaderingen en het vaststellen of een quorum aanwezig is dan wel of een besluit met de vereiste meerderheid is genomen, alleen rekening gehouden met verzoeken van of de aanwezigheid en stemmen van Gouverneurs benoemd door leden die participant zijn.
3. Voor besluiten door de gedelegeerd-beheerders betreffende aangelegenheden die uitsluitend betrekking hebben op de Bijzondere Trekingsrekening hebben alleen gedelegeerd-beheerders die zijn benoemd of gekozen door tenminste één lid dat participant is, het recht hun stem uit te brengen. Ieder dezer gedelegeerd-beheerders zal het recht hebben, het aantal stemmen uit te brengen dat toekomt aan het lid-participant dat hem heeft benoemd, of aan de leden die participant zijn wier stemmen meegeteld hebben bij zijn verkiezing. Voor het vaststellen of een quorum aanwezig is dan wel of een besluit is genomen met de vereiste meerderheid wordt alleen rekening gehouden met de aanwezigheid van gedelegeerd-beheerders benoemd of gekozen door leden die participant zijn en de aan leden die participant zijn toekomende stemmen.
4. Over vraagstukken betreffende het algemene beheer van het Fonds, met inbegrip van de vergoedingen ingevolge artikel XXII, sectie 2, en over de vraag of een aangelegenheid zowel beide Rekeningen dan wel uitsluitend de Bijzondere Trekingsrekening betreft, wordt beslist alsof zij uitsluitend betrekking hadden op de Algemene Rekening. Besluiten ten aanzien van de aanvaarding en het bezit van bijzondere trekkingssrechten

Account and the use of them, and other decisions affecting the operations and transactions conducted through both the General Account and the Special Drawing Account shall be made by the majorities required for decisions on matters pertaining exclusively to each Account. A decision on a matter pertaining to the Special Drawing Account shall so indicate.

(b) In addition to the privileges and immunities that are accorded under Article IX of this Agreement, no tax of any kind shall be levied on special drawing rights or on operations or transactions in special drawing rights.

(c) A question of interpretation of the provisions of this Agreement on matters pertaining exclusively to the Special Drawing Account shall be submitted to the Executive Directors pursuant to Article XVIII (a) only on the request of a participant. In any case where the Executive Directors have given a decision on a question of interpretation pertaining exclusively to the Special Drawing Account only a participant may require that the question be referred to the Board of Governors under Article XVIII, (b). The Board of Governors shall decide whether a governor appointed by a member that is not a participant shall be entitled to vote in the Committee on Interpretation on questions pertaining exclusively to the Special Drawing Account.

(d) Whenever a disagreement arises between the Fund and a participant that has terminated its participation in the Special Drawing Account or between the Fund and any participant during the liquidation of the Special Drawing Account with respect to any matter arising exclusively from participation in the Special Drawing Account, the disagreement shall be submitted to arbitration in accordance with the procedures in Article XVIII (c).

ARTICLE XXVIII.

General obligations of participants.

In addition to the obligations assumed with respect to special drawing rights under other Articles of this Agreement, each participant undertakes to collaborate with the Fund and with other participants in order to facilitate the effective functioning of the Special Drawing Account and the proper use of special drawing rights in accordance with this Agreement.

Général et à l'utilisation de ceux-ci, ainsi que les autres décisions relatives aux opérations et transactions effectuées par l'intermédiaire du Compte Général et du Compte de Tirage Spécial, seront prises à la majorité requise pour les décisions sur les matières concernant exclusivement chacun de ces Comptes. Une décision prise sur une question intéressant le Compte de Tirage Spécial précisera ce fait.

(b) En dehors des priviléges et immunités accordés en vertu de l'Article IX du présent Accord, aucun impôt quelconque ne sera perçu sur les droits de tirage spéciaux et sur les opérations et transactions sur des droits de tirage spéciaux.

(c) Une question d'interprétation des dispositions du présent Accord sur des matières concernant exclusivement le Compte de Tirage Spécial ne sera soumise aux Administrateurs, conformément à l'Article XVIII, paragraphe (a), que sur demande d'un participant. Dans tous les cas où les Administrateurs auront émis une décision sur une question d'interprétation concernant exclusivement le Compte de Tirage Spécial, seul un participant pourra demander que la question soit soumise au Conseil des Gouverneurs en vertu de l'Article XVIII, paragraphe (b). Le Conseil des Gouverneurs décidera si un Gouverneur nommé par un membre qui n'a pas la qualité de participant aura le droit de voter au Comité d'Interprétation sur des questions concernant exclusivement le Compte de Tirage Spécial.

(d) Chaque fois qu'un différend s'élèvera entre le Fonds et un participant qui a mis fin à sa participation au Compte de Tirage Spécial, ou entre le Fonds et un participant pendant la liquidation du Compte de Tirage Spécial, au sujet d'une question quelconque née exclusivement de la participation au Compte de Tirage Spécial, le différend sera soumis à arbitrage conformément aux procédures prévues par l'article XVIII, paragraphe (c).

ARTICLE XXVIII

Obligations générales des participants.

En dehors des obligations qui lui incombent en matière de droits de tirage spéciaux en vertu d'autres Articles du présent Accord, chacun des participants s'engage à collaborer avec le Fonds et avec les autres participants en vue de faciliter le fonctionnement efficace du Compte de Tirage Spécial et l'utilisation appropriée des droits de tirage spéciaux en conformité avec le présent Accord.

in de Algemene Rekening en het gebruik daarvan en andere besluiten omtrent de werkzaamheden en transacties die lopen over zowel de Algemene Rekening als de Bijzondere Trekingsrekening, worden genomen met de meerderheid vereist voor besluiten over aangelegenheden die uitsluitend elke Rekening betreffen. Indien een besluit betrekking heeft op een aangelegenheid betreffende de Bijzondere Trekingsrekening moet zulks daarin worden aangegeven.

(b) Naast de voorrechten en immuniteten die zijn toegekend ingevolge artikel IX van deze Overeenkomst wordt bovendien generlei belasting geheven op bijzondere trekkingsrechten of op werkzaamheden of transacties in bijzondere trekkingsrechten.

(c) Een vraagstuk betreffende de interpretatie van de bepalingen van deze Overeenkomst in aangelegenheden die uitsluitend de Bijzondere Trekingsrekening betreffen wordt overeenkomstig artikel XVIII (a) alleen op verzoek van een participant voorgelegd aan de gedelegeerd-beheerders. In elk geval waarin de gedelegeerd-beheerders zich hebben uitgesproken over een interpretatie vraagstuk dat uitsluitend de Bijzondere Trekingsrekening betreft kan alleen een participant eisen dat de aangelegenheid wordt verwiesen naar de Raad van Gouverneurs ingevolge artikel XVIII (b). De Raad van Gouverneurs besluit of een Gouverneur benoemd door een lid dat geen participant is, gerechtigd is in de Interpretiecommissie zijn stem uit te brengen over vraagstukken die uitsluitend de Bijzondere Trekingsrekening betreffen.

(d) Wanneer ten aanzien van enigerlei aangelegenheid die uitsluitend voortvloeit uit participatie in de Bijzondere Trekingsrekening een meningsverschil ontstaat tussen het Fonds en een participant die zijn participatie in de Bijzondere Trekingsrekening heeft beëindigd of tussen het Fonds en enige participant tijdens de liquidatie van de Bijzondere Trekingsrekening, zal het meningsverschil worden onderworpen aan arbitrage overeenkomstig de procedures in artikel XVIII (c).

ARTIKEL XXVIII.

Algemene verplichtingen van participanten.

Naast de verplichtingen aangegaan ten aanzien van bijzondere trekkingsrechten ingevolge andere artikelen van deze Overeenkomst, neemt elke participant bovendien op zich, met het Fonds en met andere participanten samen te werken ten einde de doeltreffende werking van de Bijzondere Trekingsrekening en het juiste gebruik van bijzondere trekkingsrechten overeenkomstig deze Overeenkomst te vergemakkelijken.

ARTICLE XXIX.

Suspension of transactions in special drawing rights.**Section 1. Emergency provisions.**

In the event of an emergency or the development of unforeseen circumstances threatening the operations of the Fund with respect to the Special Drawing Account, the Executive Directors by unanimous vote may suspend for a period of not more than one hundred twenty days the operation of any of the provisions relating to special drawing rights, and the provisions of Article XVI, Section 1 (b), (c) and (d), shall then apply.

Section 2. Failure to fulfill obligations.

(a) If the Fund finds that a participant has failed to fulfill its obligations under Article XXV, Section 4, the right of the participant to use its special drawing rights shall be suspended unless the Fund otherwise determines.

(b) If the Fund finds that a participant has failed to fulfill any other obligation with respect to special drawing rights, the Fund may suspend the right of the participant to use special drawing rights it acquires after the suspension.

(c) Regulations shall be adopted to ensure that before action is taken against any participant under (a) or (b) above, the participant shall be informed immediately of the complaint against it and given an adequate opportunity for stating its case, both orally and in writing. Whenever the participant is thus informed of a complaint relating to (a) above, it shall not use special drawing rights pending the disposition of the complaint.

(d) Suspension under (a) or (b) above or limitation under (c) above shall not affect a participant's obligation to provide currency in accordance with Article XXV, Section 4.

(e) The Fund may at any time terminate a suspension under (a) or (b) above, provided that a suspension imposed on a participant under (b) above for failure to fulfill the obligation under Article XXV, Section 6 (a), shall not be terminated until one hundred eighty days after the end of the first calendar quarter during which the participant complies with the rules for reconstitution.

ARTICLE XXIX.

Suspension des transactions sur droits de tirage spéciaux.**Section 1. Dispositions d'exception.**

En cas de circonstances exceptionnelles ou de situations imprévues menaçant les opérations du Fonds en ce qui concerne le Compte de Tirage Spécial, les Administrateurs pourront, à l'unanimité des voix, suspendre pour une période de cent vingt jours au maximum l'application de n'importe quelle disposition relative aux droits de tirage spéciaux; les dispositions de l'Article XVI, Section 1, paragraphes (b), (c) et (d), seront alors applicables.

Section 2. Non-exécution des obligations.

(a) Si le Fonds constate qu'un participant a manqué à ses obligations découlant de l'Article XXV, Section 4, le droit de ce participant à utiliser ses droits de tirage spéciaux sera suspendu, à moins que le Fonds n'en décide autrement.

(b) Si le Fonds constate qu'un participant n'a pas satisfait à l'une quelconque de ses autres obligations relatives aux droits de tirage spéciaux, le Fonds pourra suspendre le droit de ce participant à faire usage des droits de tirage spéciaux qu'il acquerrait à dater de cette suspension.

(c) Des règlements seront adoptés qui garantiront qu'avant que des mesures soient prises à l'encontre d'un participant conformément aux paragraphes (a) ou (b) ci-dessus celui-ci soit informé immédiatement des griefs invoqués contre lui et qu'il ait la possibilité d'exposer son cas oralement et par écrit. Chaque fois qu'un participant sera informé des griefs invoqués contre lui au titre du paragraphe (a) ci-dessus, il s'abstiendra de faire usage de droits de tirage spéciaux en attendant qu'il soit statué sur le différend.

(d) Les suspensions au titre des paragraphes (a) ou (b) ci-dessus ou les limitations au titre du paragraphe (c) ci-dessus n'auront pas d'effet sur l'obligation du participant de fournir de la monnaie conformément aux dispositions de l'Article XXV, Section 4.

(e) Le Fonds pourra à tout moment mettre fin à une suspension imposée en application des paragraphes (a) ou (b) ci-dessus, sauf qu'il ne sera pas mis fin à une suspension imposée à un participant au titre du paragraphe (b) ci-dessus pour manquement aux obligations découlant de l'Article XXV, Section 6, paragraphe (a) moins de cent quarante-cinq jours après la fin du premier trimestre civil au cours duquel le participant aura satisfait aux règles en matière de reconstitution.

ARTIKEL XXIX.

Opschorting van transacties in bijzondere trekkingssrechten.**Secite 1. Noodnaatregelen.**

Ingeval een noodtoestand of de ontwikkeling van onvoorziene omstandigheden de werkzaamheden van het Fonds met betrekking tot de Bijzondere Trekkingssrechten bedreigen, kunnen de gedeleerde-beheerders met algemene stemmen, voor een periode van niet meer dan honderdtwintig dagen, de werking opschorten van enigerlei bepaling betreffende bijzondere trekkingssrechten en zijn in dat geval de bepalingen van artikel XVI, sectie 1 (b), (c) en (d) van toepassing.

Sectie 2. Het niet nakomen van verplichtingen.

(a) Indien het Fonds constateert dat een participant heeft nagelaten zijn verplichtingen ingevolge sectie 4 van artikel XXV na te komen, wordt het recht van de participant zijn bijzondere trekkingssrechten te gebruiken opgeschort, tenzij het Fonds anders bepaalt.

(b) Indien het Fonds constateert dat een participant heeft nagelaten enige andere verplichting ten aanzien van de bijzondere trekkingssrechten na te komen, kan het Fonds het recht van de participant om gebruik te maken van bijzondere trekkingssrechten die hij na de opschorting verwierft, opschorten.

(c) Er worden regelingen vastgesteld om te verzekeren dat, alvorens tegen enige participant de in (a) of (b) hierboven beschreven maatregelen genomen worden, de participant onmiddellijk van de tegen hem ingebrachte bezwaren in kennis gesteld wordt en voldoende gelegenheid krijgt zijn standpunt, zowel mondeling als schriftelijk, uiteen te zetten. Indien de participant op deze wijze in kennis is gesteld van een bezwaar betreffende (a) hierboven, gebruikt hij, in afwachting van de beschikking op de bezwaren, geen bijzondere trekkingssrechten.

(d) Opschorting ingevolge (a) of (b) hierboven of beperking ingevolge (c) hierboven is niet van invloed op de verplichting van de participant valuta ter beschikking te stellen overeenkomstig artikel XXV, sectie 4.

(e) Het Fonds kan te allen tijde een opschorting ingevolge (a) of (b) hierboven beëindigen, met dien verstande dat een opschorting opgelegd aan een participant ingevolge (b) hierboven wegens het niet-nakomen van de verplichting ingevolge artikel XXV, sectie 6 (a) eerst honderdtachtig dagen na het einde van het eerste kalenderkwartaal tijdens hetwelk de participant de voorschriften voor herstel van de oorspronkelijke positie naleeft, wordt beëindigd.

(f) The right of a participant to use its special drawing rights shall not be suspended because it has become ineligible to use the Fund's resources under Article IV, Section 6, Article V, Section 5, Article VI, Section 1, or Article XV, Section 2 (a). Article XV, Section 2, shall not apply because a participant has failed to fulfill any obligations with respect to special drawing rights.

ARTICLE XXX.

Termination of participation.

Section 1. Right to terminate participation.

(a) Any participant may terminate its participation in the Special Drawing Account at any time by transmitting a notice in writing to the Fund at its principal office. Termination shall become effective on the date the notice is received.

(b) A participant that withdraws from membership in the Fund shall be deemed to have simultaneously terminated its participation in the Special Drawing Account.

Section 2. Settlement on termination.

(a) When a participant terminates its participation in the Special Drawing Account, all operations and transactions by the terminating participant in special drawing rights shall cease except as otherwise permitted under an agreement made pursuant to (c) below in order to facilitate a settlement or as provided in Sections 3, 5 and 6 of this Article or in Schedule H. Interest and charges that accrued to the date of termination and assessments levied before that date but not paid shall be paid in special drawing rights.

(b) The Fund shall be obligated to redeem all special drawing rights held by the terminating participant, and the terminating participant shall be obligated to pay to the Fund an amount equal to its net cumulative allocation and any other amounts that may be due and payable because of its participation in the Special Drawing Account. These obligations shall be set off against each other and the amount of special drawing rights held by the terminating participant that is used in the setoff to extinguish its obligation to the Fund shall be cancelled.

(c) A settlement shall be made with reasonable dispatch by agreement between the terminating participant and the Fund with respect to any obligation of the terminating participant or the

(f) Le droit d'un participant à faire usage de ses droits de tirage spéciaux ne sera pas suspendu du fait qu'il aura été privé du droit d'utiliser les ressources du Fonds au titre de l'Article IV, Section 6, de l'Article V, Section 5, de l'Article VI, Section 1 ou de l'Article XV, Section 2, paragraphe (a). L'article XV, Section 2 ne s'appliquera pas du fait qu'un participant aura failli à l'exécution de l'une quelconque des obligations relatives aux droits de tirage spéciaux.

ARTICLE XXX.

Cessation de participation.

Section 1. Droit de mettre fin à la participation.

(a) Tout participant pourra à tout moment mettre fin à sa participation au Compte de Tirage Spécial en notifiant sa décision par écrit au siège du Fonds. La cessation de sa participation prendra effet à la date à laquelle la notification aura été reçue.

(b) Tout participant qui se retire du Fonds sera censé avoir mis fin simultanément à sa participation au Compte de Tirage Spécial.

Section 2. Apurement des comptes en cas de cessation de participation.

(a) Lorsqu'un participant met fin à sa participation au Compte de Tirage Spécial, toutes ses opérations et transactions en droits de tirage spéciaux prendront fin, sauf autorisation contraire aux termes d'un accord conclu en vertu du paragraphe (c) ci-dessous en vue de faciliter le règlement des comptes ou sauf dispositions contraires prévues aux Sections 3, 5 et 6 du présent Article ou à l'annexe H. L'intérêt et les commissions courus jusqu'à la date de la cessation de la participation et les frais répartis avant cette date mais non encore payés seront réglés en droits de tirage spéciaux.

(b) Le Fonds sera tenu de racheter tous les droits de tirage spéciaux détenus par le participant qui se retire, et le participant qui se retire sera tenu de payer au Fonds une somme égale à son allocation cumulative nette augmentée de tous autres montants échus dont il serait redébiable du fait de sa participation au Compte de Tirage Spécial. Ces obligations seront compensées et le montant des droits de tirage spéciaux, détenu par le participant qui se retire et utilisé pour compenser ses obligations envers le Fonds, sera annulé.

(c) Il sera procédé, entre le participant qui se retire et le Fonds, à l'amiable et avec la diligence requise, à l'apurement des comptes, portant sur toutes les obligations du participant ou du

(f) Het recht van een participant zijn bijzondere trekingsrechten te gebruiken wordt niet opgeschort vanwege het feit dat hij niet langer gerechtigd is de middelen van het Fonds te gebruiken ingevolge artikel IV, sectie 6, artikel V, sectie 5, artikel VI, sectie 1, of artikel XV, sectie 2 (a). Het feit dat een participant nagelaten heeft enigerlei verplichting ten aanzien van bijzondere trekingsrechten na te komen, levert geen grond voor toepping van artikel XV, sectie 2.

ARTIKEL XXX.

Beëindiging van participatie.

Sectie 1. Het recht participatie te beëindigen.

(a) Een participant kan zijn participatie in de Bijzondere Trekingsrekening te allen tijde beëindigen door hiervan schriftelijke kennisgeving te zenden aan het hoofdkantoor van het Fonds. De beëindiging gaat in op de datum van ontvangst van de kennisgeving.

(b) Een participant die uit het Fonds treedt wordt geacht tegelijkertijd zijn participatie in de Bijzondere Trekingsrekening te hebben beëindigd.

Sectie 2. Vereffening bij beëindiging.

(a) Indien een participant zijn participatie in de Bijzondere Trekingsrekening beëindigt houden alle werkzaamheden en transacties van de zich terugtrekkende participant in bijzondere trekingsrechten op, behalve indien toegestaan uit hoofde van een overeenkomst aangegaan ingevolge (c) hieronder ten einde een vereffening te vergemakkelijken of zoals bepaald in secties 3, 5 en 6 van dit artikel of in Bijlage H. Rente en commissielonen verschuldigd tot de datum van beëindiging en voor die datum opgelegd doch niet betaalde aanslagen worden betaald in bijzondere trekingsrechten.

(b) Het Fonds is verplicht alle bijzondere trekingsrechten in het bezit van de zich terugtrekkende participant terug te kopen en de zich terugtrekkende participant is verplicht het Fonds een bedrag te betalen gelijk aan zijn netto cumulatieve toewijzing en eventuele andere bedragen die verschuldigd zijn en betaald moeten worden wegens zijn participatie in de Bijzondere Trekingsrekening. Deze verplichtingen worden onderling verrekend en het bedrag aan bijzondere trekingsrechten in het bezit van de zich terugtrekkende participant dat bij de verrekening wordt gebruikt om te voldoen aan zijn verplichting aan het Fonds, wordt ingetrokken.

(c) Bij overeenkomst tussen de zich terugtrekkende participant en het Fonds vindt met redelijke spoed een vereffening plaats ten aanzien van enigerlei verplichting van de zich terugtrekkende

Fund after the setoff in (b) above. If agreement on a settlement is not reached promptly the provisions of Schedule H shall apply.

Section 3. *Interest and charges.*

After the date of termination the Fund shall pay interest on any outstanding balance of special drawing rights held by a terminating participant and the terminating participant shall pay charges on any outstanding obligation owed to the Fund at the times and rates prescribed under Article XXVI. Payment shall be made in special drawing rights. A terminating participant shall be entitled to obtain special drawing rights with currency convertible in fact to pay charges or assessments in a transaction with a participant specified by the Fund or by agreement from any other holder, or to dispose of special drawing rights received as interest in a transaction with any participant designated under Article XXV, Section 5, or by agreement with any other holder.

Fonds qui pourraient subsister après la compensation visée au paragraphe (b) ci-dessus. A défaut d'accord à bref délai, les dispositions de l'annexe H deviendront applicables.

Section 3. *Intérêt et commissions.*

Après la date de cessation de participation, le Fonds payera l'intérêt sur tout solde de droits de tirage spéciaux détenu par un participant qui se retire et celui-ci payera les commissions dues au Fonds sur tout montant dû au Fonds, aux dates et aux taux prescrits en vertu de l'Article XXVI. Les paiements auront lieu en droits de tirage spéciaux. Un participant qui se retire aura le droit d'obtenir contre monnaie effectivement convertible, par une transaction avec un participant désigné par le Fonds ou par accord avec n'importe quel autre détenteur, des droits de tirage spéciaux pour payer les commissions et frais répartis ou de disposer des droits de tirage spéciaux reçus à titre d'intérêts, dans une opération avec un participant désigné en vertu de l'Article XXV, Section 5, ou par accord avec n'importe quel autre détenteur.

participant of het Fonds na de verrekening in (b) hierboven. Indien niet ter stond overeenstemming wordt bereikt betreffende de vereffening, zullen de bepalingen van Bijlage H van toepassing zijn.

Sectie 3. *Rente en commissielonen.*

Na de datum van beëindiging betaalt het Fonds rente over een eventueel nog bestaand saldo van bijzondere trekkingrechten in het bezit van een zich terugtrekkende participant en betaalt de zich terugtrekkende participant commissielonen over een eventuele nog tegenover het Fonds bestaande verplichting op de tijdstippen en volgens de tarieven voorgeschreven in artikel XXVI. Betaling geschieft in bijzondere trekkingrechten. Een zich terugtrekkende participant heeft het recht bijzondere trekkingrechten te verkrijgen met feitelijk inwisselbare valuta ter betaling van commissielonen of aanslagen in een transactie met een door het Fonds aangewezen participant, of, bij overeenkomst, van een andere bezitter, dan wel zich te ontdoen van bijzondere trekkingrechten die als rente zijn ontvangen in een transactie met een participant aangewezen ingevolge artikel XXV, sectie 5, of, bij overeenkomst, met een andere bezitter.

Section 4. *Settlement of obligation to the Fund.*

Gold or currency received by the Fund from a terminating participant shall be used by the Fund to redeem special drawing rights held by participants in proportion to the amount by which each participant's holdings of special drawing rights exceed its net cumulative allocation at the time the gold or currency is received by the Fund. Special drawing rights so redeemed and special drawing rights obtained by a terminating participant under the provisions of this Agreement to meet any installment due under an agreement on settlement or under Schedule H and set off against that installment shall be cancelled.

Section 4. *Apurement des obligations vis-à-vis du Fonds.*

Le Fonds utilisera l'or ou la monnaie reçus d'un participant qui se retire pour racheter les droits de tirage spéciaux détenus par les participants, proportionnellement au montant des droits de tirage spéciaux que chaque participant détenait en sus de son allocation cumulative nette au moment où le Fonds a reçu cet or ou cette monnaie. Les droits de tirage spéciaux rachetés de la sorte ainsi que les droits de tirage spéciaux obtenus, en vertu des dispositions du présent Accord, par un participant qui se retire pour faire face à tout paiement dont il est redéposable en vertu d'un accord sur l'apurement des comptes ou en vertu de l'annexe H et utilisés à cette fin, seront annulés.

Sectie 4. *Vereffening van een verplichting tegenover het Fonds.*

Goud of valuta ontvangen door het Fonds van een zich terugtrekkende participant wordt door het Fonds gebruikt om bijzondere trekkingrechten die in het bezit van de participanten zijn, terug te kopen en wel naar evenredigheid van het bedrag waarmee het bezit aan bijzondere trekkingrechten van elke deelnemer zijn netto cumulatieve toewijzing overschrijdt op het tijdstip waarop het Fonds het goud of de valuta ontvangt. Op deze wijze teruggekochte bijzondere trekkingrechten alsmede de bijzondere trekkingrechten die een zich terugtrekkende participant verkrijgt ingevolge de bepalingen van deze Overeenkomst ten einde een termijn te voldoen die verschuldigd is ingevolge een overeenkomst inzake vereffening of ingevolge Bijlage H en die verrekend worden met deze termijn, worden ingetrokken.

Section 5. *Settlement of obligation to a terminating participant.*

Whenever the Fund is required to redeem special drawing rights held by a terminating participant, redemption shall be made with currency or gold provided by participants specified by the Fund. These participants shall be specified in accordance with the principles in Article XXV, Section 5. Each specified participant shall provide at its option the currency of the terminating participant or currency convertible in fact or gold to the Fund and shall receive an equivalent amount of special drawing rights. However, a

Section 5. *Apurement des obligations vis-à-vis d'un participant qui se retire.*

Chaque fois que le Fonds sera requis de racheter des droits de tirage spéciaux détenus par un participant qui se retire, le rachat aura lieu au moyen de la monnaie ou de l'or fourni par des participants désignés par le Fonds. Ces participants seront désignés conformément aux principes de l'Article XXV, Section 5. Chaque participant fournira à son choix, au Fonds, de la monnaie du participant qui se retire, de la monnaie effectivement convertible ou de l'or et recevra un montant équivalent de droits de tirage spéciaux. Cependant un

Sectie 5. *Vereffening van een verplichting tegenover een zich terugtrekkende participant.*

Indien het Fonds bijzondere trekkingrechten dient terug te kopen die in het bezit zijn van een zich terugtrekkende participant, geschieft deze terugkoop met valuta of goud verstrekt door participanten die door het Fonds zijn aangewezen. Deze participanten worden aangewezen overeenkomstig de beginselen in artikel XXV, sectie 5. Elke aangewezen participant verstrekt aan het Fonds naar eigen keuze de valuta van de zich terugtrekkende participant of feitelijk inwisselbare valuta of goud en ontvangt een equivalent bedrag aan bijzondere

terminating participant may use its special drawing rights to obtain its own currency, currency convertible in fact, or gold from any holder, if the Fund so permits.

Section 6. General Account transactions.

In order to facilitate settlement with a terminating participant the Fund may decide that a terminating participant shall:

- (i) use any special drawing rights held by it after the setoff in Section 2 (b) of this Article, when they are to be redeemed, in a transaction with the Fund conducted through the General Account to obtain its own currency or currency convertible in fact at the option of the Fund; or
- (ii) obtain special drawing rights in a transaction with the Fund conducted through the General Account for a currency acceptable to the Fund or gold to meet any charges or installment due under an agreement or the provisions of Schedule H.

ARTICLE XXXI.

Liquidation of the Special Drawing Account.

(a) The Special Drawing Account may not be liquidated except by decision of the Board of Governors. In an emergency, if the Executive Directors decide that liquidation of the Special Drawing Account may be necessary, they may temporarily suspend allocations or cancellations and all transactions in special drawing rights pending decision by the Board. A decision by the Board of Governors to liquidate the Fund shall be a decision to liquidate both the General Account and the Special Drawing Account.

(b) If the Board of Governors decides to liquidate the Special Drawing Account, all allocations or cancellations and all operations and transactions in special drawing rights and the activities of the Fund with respect to the Special Drawing Account shall cease except those incidental to the orderly discharge of the obligations of participants and of the Fund with respect to special drawing rights, and all obligations of the Fund and of participants under this Agreement with respect to special drawing rights shall cease except those set out in this Article, Article XVIII (c), Article XXVI, Article XXVII (d), Article XXX and Schedule H, or any agreement reached under Article XXX subject

participant qui se retire pourra, si le Fonds y consent, utiliser ses droits de tirage spéciaux pour obtenir sa propre monnaie, de la monnaie effectivement convertible ou de l'or de n'importe quel détenteur.

Section 6. Transactions par le Compte Général.

En vue de faciliter l'apurement des comptes avec un participant qui se retire, le Fonds pourra décider qu'un participant qui se retire :

1. utilisera les droits de tirage spéciaux qu'il détiendrait après la compensation effectuée en vertu de la Section 2, paragraphe (b) du présent Article lorsqu'ils doivent être rachetés, dans une transaction avec le Fonds effectuée par l'intermédiaire du Compte Général, pour acquérir sa propre monnaie ou de la monnaie effectivement convertible au choix du Fonds, ou
2. acquerra des droits de tirages spéciaux par une transaction avec le Fonds effectuée par l'intermédiaire du Compte Général en échange d'une monnaie acceptable pour le Fonds ou d'or pour payer toute commission ou effectuer tout versement dus en vertu d'un accord ou des dispositions de l'annexe H.

ARTICLE XXXI

Liquidation du Compte de Tirage Spécial.

(a) Le Compte de Tirage Spécial ne pourra pas être liquidé, sauf en vertu d'une décision du Conseil des Gouverneurs. En cas d'urgence, si les Administrateurs reconnaissent que la liquidation du Compte de Tirage Spécial peut s'imposer, il pourront, dans l'attente d'une décision du Conseil, suspendre temporairement les allocations, les annulations et toutes les transactions sur droits de tirage spéciaux. La décision du Conseil des Gouverneurs de liquider le Fonds impliquera celle de liquider à la fois le Compte Général et le Compte de Tirage Spécial.

(b) Si le Conseil des Gouverneurs décide de liquider le Compte de Tirage Spécial, toutes les allocations et annulations et toutes les opérations et transactions sur droits de tirage spéciaux, ainsi que les activités du Fonds concernant le Compte de Tirage Spécial, prendront fin, à l'exception de celles qui auraient trait à la liquidation méthodique des obligations des participants et du Fonds relatives aux droits de tirage spéciaux. Toutes les obligations ayant trait aux droits de tirage spéciaux assumées par le Fonds et par les participants en vertu du présent Accord cesseront, à l'exception de celles qui sont prévues au présent Article, à l'Article XVIII, paragraphe (c), à l'Article XXVI,

trekkingsrechten. Indien het Fonds dit toestaat kan een zich terugtrekkende participant zijn bijzondere trekkingsrechten evenwel gebruiken om van enige bezitter zijn eigen valuta, feitelijk inwisselbare valuta of goud te verkrijgen.

Sectie 6. Transacties via de Algemene Rekening.

Ter vergemakkelijking van de vereffening met een zich terugtrekkende participant kan het Fonds beslissen dat een zich terugtrekkende participant :

1. bijzondere trekkingsrechten die hij bezit na de verrekening in sectie 2(b) van dit artikel, indien zij moeten worden teruggekocht, dient te gebruiken in een transactie met het Fonds via de Algemene Rekening ten einde zijn eigen valuta of feitelijk inwisselbare valuta te verkrijgen, al naar de keuze van het Fonds; of
2. bijzondere trekkingsrechten dient te verkrijgen in een transactie met het Fonds via de Algemene Rekening voor een door het Fonds aanvaardbare valuta of goud ten einde commissies of termijnen te betalen die verschuldigd zijn ingevolge een overeenkomst of de bepalingen van Bijlage H.

ARTIKEL XXXI.

Liquidatie van de Bijzondere Trekkingsrekening.

(a) De Bijzondere Trekkingsrekening mag slechts bij besluit van de Raad van Gouverneurs geliquidiseerd worden. In een noodtoestand kunnen de gedeleerde-beheerders, indien zij tot het inzicht komen dat liquidatie van de Bijzondere Trekkingsrekening nodig kan zijn, alle toewijzingen of intrekkingen en alle transacties in bijzondere trekkingsrechten opschorten, hangende de beslissing van de Raad van Gouverneurs. Een besluit van de Raad van Gouverneurs om het Fonds te liquideren, vormt een besluit om zowel de Algemene Rekening als de Bijzondere Trekkingsrekening te liquideren.

(b) Indien de Raad van Gouverneurs besluit de Bijzondere Trekkingsrekening te liquideren, houden alle toewijzingen of intrekkingen en alle werkzaamheden en transacties in bijzondere trekkingsrechten, alsmede de werkzaamheden van het Fonds met betrekking tot de Bijzondere Trekkingsrekening op behalve die welke nodig zijn voor het ordelijk afwikkelen van de verplichtingen van participanten en van het Fonds ten aanzien van bijzondere trekkingsrechten en houden alle verplichtingen van het Fonds en van participanten ingevolge deze Overeenkomst ten aanzien van bijzondere trekkingsrechten op, behalve die vermeld in dit artikel, artikel XVIII (c), artikel XXVI, artikel XXVII(d), artikel

to paragraph 4 of Schedule H, Article XXXII, and Schedule I.

(c) Upon liquidation of the Special Drawing Account, interest and charges that accrued to the date of liquidation and assessments levied before that date but not paid shall be paid in special drawing rights. The Fund shall be obligated to redeem all special drawing rights held by holders and each participant shall be obligated to pay the Fund an amount equal to its net cumulative allocation of special drawing rights and such other amounts as may be due and payable because of its participation in the Special Drawing Account.

(d) Liquidation of the Special Drawing Account shall be administered in accordance with the provisions of Schedule I.

ARTICLE XXXII.

Explanation of terms with respect to special drawing rights.

In interpreting the provisions of this Agreement with respect to special drawing rights the Fund and its members shall be guided by the following:

(a) Net cumulative allocation of special drawing rights means the total amount of special drawing rights allocated to a participant less its share of special drawing rights that have been cancelled under Article XXIV, Section 2 (a).

(b) Currency convertible in fact means:

1. a participant's currency for which a procedure exists for the conversion of balances of the currency obtained in transactions involving special drawing rights into each other currency for which such procedure exists, at rates of exchange prescribed under Article XXV, Section 8, and which is the currency of a participant that

(i) has accepted the obligations of Article VIII, Section 2, 3 and 4; or

(ii) for the settlement of international transactions in fact freely buys and sells gold within the limits prescribed by the Fund under Section 2 of Article IV; or

2. currency convertible into a currency described in paragraph 1 above at rates of exchange prescribed under Article XXV, Section 8.

à l'Article XXVII, paragraphe (d), à l'Article XXX et à l'Annexe H, ainsi que dans tout accord dont il aurait été convenu en vertu de l'Article XXX, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de l'Annexe H, de l'Article XXXII et de l'Annexe I.

(c) En cas de liquidation du Compte de Tirage Spécial, l'intérêt et les commissions courus jusqu'à la date de la liquidation et les frais répartis avant cette date, mais non encore payés, seront réglés en droits de tirage spéciaux. Le Fonds sera tenu de racheter tous les droits de tirage spéciaux détenus par des détenteurs et chaque participant sera tenu de verser au Fonds un montant égal à son allocation cumulative nette de droits de tirage spéciaux augmenté des autres montants dont il serait redevable du fait de sa participation au Compte de Tirage Spécial.

(d) La liquidation du Compte de Tirage Spécial s'effectuera conformément aux dispositions de l'Annexe I.

ARTICLE XXXII.

Définition de termes utilisés en matière de droits de tirage spéciaux.

Dans l'interprétation des dispositions du présent Accord concernant les droits de tirage spéciaux, le Fonds et ses membres tiendront compte des définitions suivantes :

(a) Allocation cumulative nette de droits de tirage spéciaux signifie l'ensemble des droits de tirage spéciaux qui ont été alloués à un participant déduction faite de sa part de droits de tirages spéciaux qui ont été annulés au titre de l'Article XXIV, Section 2, paragraphe (a).

(b) Par monnaie effectivement convertible, il faut entendre :

(1) la monnaie d'un participant pour laquelle il existe une procédure en vue de la conversion des montants de cette monnaie obtenus par des transactions mettant en jeu des droits de tirage spéciaux en toute autre monnaie pour laquelle il existe une telle procédure, aux taux de change prescrits en vertu de l'Article XXV, Section 8, et qui est la monnaie d'un participant

(i) qui a souscrit aux obligations de l'Article VIII, Sections 2, 3 et 4, ou

(ii) qui, pour le règlement des transactions internationales, en fait achète ou vend librement de l'or dans les limites des marges prescrites par le Fonds à l'Article IV, Section 2, ou

(2) une monnaie convertible en une monnaie décrite au paragraphe (1) ci-dessus à des taux de change prescrits en vertu de l'Article XXV, Section 8.

XXX en Bijlage H, of in een overeenkomst aangegaan ingevolge artikel XXX, zulks met inachtneming van paragraaf 4 van Bijlage H, artikel XXXII en Bijlage I.

(c) Bij liquidatie van de Bijzondere Trekingsrekening worden tot de datum van liquidatie verschuldigde rente en commissielonen en voor die datum opgelegde doch niet betaalde aanslagen betaald in bijzondere trekingsrechten. Het Fonds is verplicht alle bijzondere trekingsrechten van houders terug te kopen en elke participant is verplicht het Fonds een bedrag te betalen gelijk aan zijn netto cumulatieve toewijzingen van bijzondere trekingsrechten, alsmede andere bedragen die eventueel verschuldigd zijn en betaald moeten worden wegen zijn participatie in de Bijzondere Trekingsrekening.

(d) De liquidatie van de Bijzondere Trekingsrekening zal volgens de bepalingen van Bijlage I plaats vinden.

ARTIKEL XXXII.

Verklaring van uitdrukkingen betreffende bijzondere trekingsrechten.

Bij de interpretatie van de bepalingen van deze Overeenkomst ten aanzien van bijzondere trekingsrechten laten het Fonds en de leden zich door het volgende leiden :

(a) Onder netto cumulatieve toewijzing van bijzondere trekingsrechten wordt verstaan het totale bedrag van bijzondere trekingsrechten toegeewezen aan een participant, verminderd met zijn deel van de bijzondere trekingsrechten die zijn ingetrokken ingevolge artikel XXIV, sectie 2(a).

(b) Onder feitelijk inwisselbare valuta wordt verstaan :

(1) de valuta van een participant met betrekking waartoe een procedure bestaat voor de inwisseling van saldi van de valuta verkregen in transacties waarbij bijzondere trekingsrechten betrokken zijn in elke andere valuta waarvoor een zodanige procedure bestaat, tegen wisselkoersen voorgeschreven ingevolge artikel XXV, sectie 8, en die de valuta is van een participant die

(i) de verplichtingen van artikel VIII, secties 2, 3 en 4 heeft aanvaard, of

(ii) voor de vereffening van internationale transacties in feite vrijelijk goud koopt en verkoopt binnen de grenzen voorgeschreven door het Fonds ingevolge sectie 2 van artikel IV; of

(2) valuta inwisselbaar in een valuta beschreven in lid (1) hierboven tegen wisselkoersen voorgeschreven ingevolge artikel XXV, sectie 8.

(c) A participant's reserve position in the Fund means the sum of the gold tranche purchases it could make and the amount of any indebtedness of the Fund which is readily repayable to the participant under a loan agreement.

L**SCHEDULE B.****Provisions with respect to repurchase by a member of its currency held by the Fund.**

1. Paragraph 1 shall read:

"1. In determining the extent to which repurchase of a member's currency from the Fund under Article V, Section 7 (b), shall be made with each convertible currency and each of the other types of monetary reserve, the following rule, subject to 2 below, shall apply:

"(a) If the member's monetary reserves have not increased during the year, the amount payable to the Fund shall be distributed among all types of reserves in proportion to the member's holdings thereof at the end of the year.

"(b) If the member's monetary reserves have increased during the year, a part of the amount payable to the Fund equal to one-half of the increase, minus one-half of any decrease in the Fund's holdings of the member's currency that has occurred during the year, shall be distributed among those types of reserves which have increased in proportion to the amount by which each of them has increased. The remainder of the sum payable to the Fund shall be distributed among all types of reserves in proportion to the member's remaining holdings thereof.

"(c) If after the repurchases required under Article V, Section 7 (b), had been made, the result would exceed either of the limits specified in Article V, Section 7 (c), (i) or (ii), the Fund shall require such repurchases to be made by the member proportionately in such manner that these limits will not be exceeded.

"(d) If after all the repurchases required under Article V, Section 7 (b), had been made, the result would exceed the limit specified in Article V, Section 7 (c), (iii), the amount by which the limit would be exceeded shall be discharged in convertible currencies as determined by the Fund without exceeding that limit.

"(e) If a repurchase required under Article V, Section 7 (b), would exceed the limit specified in Article V, Section 7 (c), (iv), the amount by which the limit would be exceeded shall be

(c) Par position de réserve au Fonds d'un participant, il faut entendre la somme des achats qu'il pourrait effectuer sur sa tranche-or et du montant de tout endettement du Fonds qui est remboursable sans délai à ce participant au titre d'un accord de prêt.

L**ANNEXE B.****Dispositions relatives au rachat par un membre des avoirs du Fonds en sa monnaie.**

1. Le paragraphe 1 se lira :

« 1. En vue de déterminer dans quelle mesure le rachat au Fonds de la monnaie d'un membre en vertu de l'Article V, Section 7, paragraphe (b) sera effectué au moyen de chaque monnaie convertible et de chaque autre catégorie de réserves monétaires, la règle suivante sera applicable, sous réserve du paragraphe 2 ci-dessous :

» (a) Si les réserves monétaires du membre ne se sont pas accrues au cours de l'exercice, le montant payable au Fonds sera réparti entre toutes les catégories de réserves proportionnellement à leur montant respectif à la clôture de l'exercice.

» (b) Si les réserves monétaires du membre se sont accrues au cours de l'exercice, une fraction du montant payable au Fonds, égale à la moitié de l'augmentation, moins la moitié de toute diminution, enregistrée au cours de l'exercice, des avoirs du Fonds en la monnaie du membre sera répartie entre les catégories de réserves qui ont augmenté, proportionnellement au montant de leur augmentation respective. Le solde de la somme payable au Fonds sera réparti entre toutes les catégories de réserves, proportionnellement à leur montant respectif encore détenu par le membre.

» (c) Si l'exécution des rachats obligatoires en vertu de l'Article V, Section 7, paragraphe (b) devait avoir pour conséquence d'excéder l'une ou l'autre des limites définies à l'Article V, Section 7, paragraphe (c), alinéas 1 ou 2, le Fonds exigerait du membre qu'il opère les ajustements proportionnels desdites opérations afin que ces limites ne soient pas dépassées.

» (d) Si l'exécution de tous les rachats obligatoires en vertu de l'Article V, Section 7, paragraphe (b) devait avoir pour conséquence d'excéder la limite définie à l'Article V, Section 7, paragraphe (c), alinéa 3, le montant dépassant la limite sera payé en monnaies convertibles fixées par le Fonds sans dépasser cette limite.

» (e) Si un rachat obligatoire en vertu de l'Article V, Section 7, paragraphe (b) devait excéder la limite définie à l'Article V, Section 7, paragraphe (c), alinéa 4, le montant dépassant la limite

(c) Onder de reserve-postitie van een participant in het Fonds wordt verstaan het totaal van de goud-tranche aankopen die hij zou kunnen doen en het bedrag van enigerlei schuldverplichting van het Fonds die geredelijk terugbetaald moet worden aan een participant als uitvloei-sel van een leningsovereenkomst.

L**BIJLAGE B.****Voorschriften ter zake van wederinkoop door een lid van zijn valuta, door het Fonds gehouden.**

1. Paragraaf 1 luidt als volgt :

« 1. Bij het bepalen van de mate waarin een lid zijn valuta van het Fonds zal terugkopen ingevolge artikel V, sectie 7(b) met iedere inwisselbare valuta en ieder van de andere soorten monetaire reserve, is de volgende regeling, behoudens het onder 2 bepaalde, van toepassing :

» (a) Indien de monetaire reserves van een lid gedurende het jaar niet toegenomen zijn, wordt het aan het Fonds te betalen bedrag over alle soorten reserves verdeeld, naar verhouding van de grootte van die reserves aan het einde van het jaar door het lid gehouden.

» (b) Indien de monetaire reserves van een lid gedurende het jaar toegenomen zijn, wordt een deel van het aan het Fonds te betalen bedrag, gelijk aan de helft van de toename verminderd met de helft van enige afname van het bezit van het Fonds aan de valuta van het lid tijdens dat jaar, over die soorten reserves welke toegenomen zijn verdeeld in verhouding tot het bedrag waarmede ieder van hen toegenomen is. Het overige deel van het aan het Fonds te betalen bedrag wordt verdeeld over alle soorten reserves, naar verhouding van de grootte van die reserves aan het eind van het jaar door het lid gehouden.

» (c) Indien, nadat de ingevolge artikel V, sectie 7(b) vereiste wederinkopen plaatsgevonden zouden hebben, het resultaat een van de twee in artikel V, sectie 7c, 1 of 2, bepaalde grenzen zou overschrijden, verlangt het Fonds dat de door de leden te verrichten wederinkopen in verhouding plaats vinden op zulk een wijze, dat deze grenzen niet overschreden zullen worden.

» (d) Indien, nadat alle ingevolge artikel V, sectie 7 (b) vereiste wederinkopen plaatsgevonden zouden hebben, het resultaat de in artikel V, sectie 7(c), 3, bepaalde grens zou overschrijden, wordt het bedrag waarmede de grens overschreden zou worden, voldaan in inwisselbare valuta's zoals bepaald door het Fonds, zonder deze grens te overschrijden.

» (e) Indien een wederinkoop vereist ingevolge artikel V, sectie 7(b) de in artikel V, sectie 7(c), 4, bepaalde grens zou overschrijden, wordt het bedrag waarmede de grens overschreden zou

repurchased at the end of the subsequent financial year or years in such a way that total repurchases under Article V, Section 7 (b), in any year would not exceed the limit specified in Article V, Section 7 (c) (iv)."

2. Paragraph 2 shall read:

"2. (a) The Fund shall not acquire the currency of any non-member under Article V, Section 7 (b) and (c).

"(b) Any amount payable in the currency of a non-member under 1 (a) or 1 (b) above shall be paid in the convertible currencies of members as determined by the Fund."

3. The following paragraphs 5 and 6 shall be added to Schedule B:

"5. In calculating monetary reserves and the increase in monetary reserves during any year for the purpose of Article V, Section 7 (b) and (c), the Fund may decide in its discretion, on the request of a member, that deductions shall be made for obligations outstanding as the result of transactions between members under a reciprocal facility by which a member agrees to exchange on demand its currency for the currency of the other member up to a maximum amount and on terms requiring that each such transaction be reversed within a specified period not in excess of nine months."

"6. In calculating monetary reserves and the increase in monetary reserves for the purpose of Article V, Section 7 (b) and (c), Article XIX (e) shall apply except that the following provision shall apply at the end of a financial year if it was in effect at the beginning of that year:

"A member's monetary reserves shall be calculated by deducting from its central holdings the currency liabilities to the Treasuries, central banks, stabilization funds, or similar fiscal agencies of other members or non-members specified under (d) above, together with similar liabilities to other official institutions and other banks in the territories of members, or non-members specified under (d) above. To these net holdings shall be added the sums deemed to be official holdings of other official institutions and other banks under (c) above."

M

The following Schedules shall be added after Schedule E:

sera racheté à la fin de l'exercice suivant ou des exercices suivants de manière que l'ensemble des rachats en vertu de l'Article V, Section 7, paragraphe (b) ne dépasse pas, au cours d'une année quelconque, la limite définie à l'Article V, Section 7, paragraphe (c) alinéa 4. »

2. Le paragraphe 2 se lira :

« 2. (a) Le Fonds ne devra pas acquérir la monnaie d'un pays non-membre, en vertu de l'Article V, Section 7, paragraphes (b) et (c).

» (b) Tout montant payable en la monnaie d'un pays non-membre en vertu du paragraphe 1, alinéa (a) ou (b) ci-dessus sera payé en monnaies convertibles des membres au choix du Fonds. »

3. Les paragraphes 5 et 6 ci-après seront ajoutés à l'annexe B :

« 5. Pour le calcul des réserves monétaires et de leur augmentation au cours d'un exercice aux fins de l'Article V, Section 7, paragraphes (b) et (c), le Fonds pourra décider à sa discréction, à la demande d'un membre, que des déductions seront effectuées pour les obligations en cours par suite de transactions entre membres au titre d'une facilité réciproque en vertu de laquelle un membre consent à échanger sa monnaie s'il en est sollicité contre la monnaie de l'autre membre jusqu'à concurrence d'un montant maximum et à des conditions prévoyant que chaque transaction soit inversée dans un délai prescrit, ne dépassant pas neuf mois. »

« 6. Pour le calcul des réserves monétaires et de l'augmentation des réserves monétaires aux fins de l'Article V, Section 7, paragraphes (b) et (c), l'Article XIX, paragraphe (e) jouera, sauf que la disposition suivante s'appliquera à la fin d'un exercice si elle jouait au début de cet exercice :

» Les réserves monétaires d'un membre seront calculées en déduisant de ses avoirs centraux ses dettes en monnaie envers les Trésors, banques centrales, fonds de stabilisation ou organismes financiers analogues, d'autres pays membres ou non-membres visés au paragraphe (d), ainsi que ses dettes de même nature envers d'autres organismes officiels et d'autres banques situés sur les territoires de pays membres ou non-membres visés au paragraphe (d) ci-dessus. A ces avoirs nets s'ajouteront les sommes considérées comme des avoirs officiels détenus par d'autre organismes officiels ou d'autres banques en vertu du paragraphe (c) ci-dessus. »

M

Les Annexes ci-après feront suite à l'Annexe E :

worden, aan het eind van het volgende boekjaar of de volgende boekjaren, wederinkopen op zodanige wijze dat de totale wederinkopen ingevolge artikel V, sectie 7(b) in enig jaar niet de in artikel V, sectie 7(c), 4, bepaalde grens zouden overschrijden. »

2. Paragraaf 2 luidt als volgt :

« 2. (a) Het Fonds zal onder het bepaalde bij artikel V, sectie 7 (b) en (c) niet de valuta van enig niet-lid verwerven.

» (b) Een in de valuta van een niet-lid ingevolge 1 (a) of 1 (b) hierboven te betalen bedrag wordt betaald in de inwisselbare valuta's van leden zoals bepaald door het Fonds. »

3. De onderstaande paragrafen 5 en 6 worden aan Bijlage B toegevoegd :

« 5. Bij het berekenen van monetaire reserves en de toename van monetaire reserves gedurende een jaar voor de toepassing van artikel V, sectie 7 (b) en (c) kan het Fonds op verzoek van een lid naar goeddunken besluiten dat een aftrek zal worden verricht voor uitstaande betalingsverplichtingen voortvloeiend uit transacties tussen leden krachtens een wederkerige mogelijkheid tot het aangaan van leningen waarbij een lid ermee instemt, op verzoek zijn valuta te wisselen voor de valuta aan het andere lid tot een maximumbedrag en op voorwaarden die vereisen dat elke zodanige transactie binnen een vastgestelde termijn van niet langer dan negen maanden weer ongedaan wordt gemaakt. »

« 6. Bij het berekenen van monetaire reserves en van toename van monetaire reserves voor de toepassing van artikel V, sectie 7 (b) en (c) is artikel XIX (e) van toepassing met dien verstande dat de onderstaande bepaling geldt aan het eind van een boekjaar indien zij van kracht was aan het begin van dat jaar :

» De monetaire reserves van een lid worden berekend door van zijn overheidsbezit af te trekken de valutaverplichtingen aan de schatkisten, centrale banken, equalisatiefondsen of andere soortgelijke financiële organismen van andere leden of niet-leden aangegeven ingevolge (d) hierboven, te zamen met soortgelijke verplichtingen tegenover andere officiële instellingen en andere banken op het grondgebied van leden of van niet-leden aangegeven ingevolge (d) hierboven. Aan dit netto bezit worden toegevoegd de bedragen die worden beschouwd als het officiële bezit van andere officiële instellingen en andere banken ingevolge (c) hierboven. »

M

Na Bijlage E worden de volgende Bijlagen toegevoegd :

SCHEDULE F.**Designation.**

During the first basic period the rules for designation shall be as follows:

(a) Participants subject to designation under Article XXV, Section 5 (a) (i), shall be designated for such amounts as will promote over time equality in the ratios of the participant's holdings of special drawing rights in excess of their net cumulative allocations to their official holdings of gold and foreign exchange.

(b) The formula to give effect to (a) above shall be such that participants subject to designation shall be designated:

- (i) in proportion to their official holdings of gold and foreign exchange when the ratios described in (a) above are equal; and
- (ii) in such manner as gradually to reduce the difference between the ratios described in (a) above that are low and the ratios that are high.

SCHEDULE G.**Reconstitution.**

1. During the first basic period the rules for reconstitution shall be as follows:

(a) (i) A participant shall so use and reconstitute its holdings of special drawing rights that, five years after the first allocation and at the end of each calendar quarter thereafter, the average of its total daily holdings of special drawing rights over the most recent five-year period will be not less than thirty percent of the average of its daily net cumulative allocation of special drawing rights over the same period.

(ii) Two years after the first allocation and at the end of each calendar month thereafter the Fund shall make calculations for each participant so as to ascertain whether and to what extent the participant would need to acquire special drawing rights between the date of the calculation and the end of any five-year period in order to comply with the requirement in (a) (i) above. The Fund shall adopt regulations with respect to the bases on which these calculations shall be made and with respect to the timing of

ANNEXE F.**Désignation.**

Au cours de la première période de base, les règles de désignation seront les suivantes :

(a) Les participants susceptibles d'être désignés en vertu de l'Article XXV, section 5, paragraphe (a), alinéa 1 le seront pour des montants de nature à amener progressivement l'égalité des rapports entre les avoirs en droits de tirage spéciaux des participants dépassant leurs allocations cumulatives nettes et leurs avoirs officiels en or et en devises.

(b) La formule d'application de la disposition du paragraphe (a), ci-dessus, aura pour effet de désigner les participants susceptibles de l'être :

1. proportionnellement à leurs avoirs officiels en or et en devises lorsque les rapports mentionnés au paragraphe (a) ci-dessus seront égaux; et
2. de manière à réduire progressivement la différence entre les rapports mentionnés au paragraphe (a) ci-dessus qui seront faibles et ceux qui seront élevés.

ANNEXE G.**Reconstitution.**

Au cours de la première période de base, les règles de la reconstitution seront les suivantes :

(a) 1. Un participant utilisera et reconstruera ses avoirs en droits de tirage spéciaux de manière que, cinq ans après la première allocation et à la fin de chaque trimestre civil qui suivra, la moyenne du montant total de ses avoirs quotidiens en droits de tirage spéciaux durant la période de cinq ans la plus récente ne soit pas inférieure à 30 pour cent de la moyenne de son allocation cumulative nette quotidienne de droits de tirage spéciaux durant la même période.

2. Deux ans après la première allocation et à la fin de chaque mois civil qui suivra, le Fonds effectuera des calculs pour chaque participant afin de déterminer si, et pour quel montant, le participant devrait acquérir des droits de tirage spéciaux entre la date où le calcul est effectué et l'expiration d'une période quinquennale quelconque pour se conformer à l'impératif de l'alinéa ci-dessus. Le Fonds fixera par des règlements les bases sur lesquelles seront effectués ces calculs ainsi que le moment auquel devra intervenir la dé-

BIJLAGE F.**Aanwijzing.**

Gedurende het eerste basistijdvak gelden de volgende regels voor aanwijzing :

(a) Participanten die kunnen worden aangewezen ingevolge artikel XXV, sectie 5(a), 1, worden aangewezen voor zodanige bedragen dat na verloop van tijd gelijkheid in de procentuele verhouding tussen het bezit van de participanten aan bijzondere trekkingrechten boven hun netto cumulatieve toewijzingen en hun officiële bezit aan goud en vreemde valuta zoveel mogelijk wordt bereikt.

(b) De methode ter uitvoering van (a) hierboven moet zodanig zijn dat aan te wijzen participanten worden aangewezen :

1. naar evenredigheid van hun officiële bezit aan goud en vreemde valuta indien de in (a) hierboven beschreven percentages gelijk zijn; en
2. op zodanige wijze dat het verschil tussen de in (a) hierboven beschreven percentages die laag en percentages die hoog zijn geleidelijk wordt verminderd.

BIJLAGE G.**Herstel van de oorspronkelijke positie.**

1. Gedurende het eerste basistijdvak gelden de volgende voorschriften voor het herstel van de oorspronkelijke positie :

(a) 1. Een participant gebruikt zijn bezit aan bijzondere trekkingrechten en herstelt de oorspronkelijke positie daarvan op zodanige wijze dat vijf jaar na de eerste toekenning en daarna aan het einde van elk kalenderkwartaal, het gemiddelde van zijn totale dagelijkse bezit aan bijzondere trekkingrechten over het meest recente tijdvak van vijf jaar niet minder is dan derdig procent van het gemiddelde van zijn dagelijkse netto cumulatieve toekenning van bijzondere trekkingrechten over hetzelfde tijdvak.

2. Twee jaar na de eerste toekenning en daarna aan het einde van elke kalendermaand maakt het Fonds berekeningen voor elke participant ten einde na te gaan of en in hoeverre de participant aan bijzondere trekkingrechten dient te verwerven tussen de datum van de berekening en het einde van een tijdvak van vijf jaar ten einde te voldoen aan het vereiste in (a), 1, hierboven. Het Fonds stelt regelingen vast met betrekking tot de grondslagen waarop deze berekeningen worden gemaakt en ten aanzien van de tiidsbepaling voor de

<p>the designation of participants under Article XXV, Section 5 (a) (ii), in order to assist them to comply with the requirement in (a) (i) above.</p> <p>(iii) The Fund shall give special notice to a participant when the calculations under (a) (ii) above indicate that it is unlikely that the participant will be able to comply with the requirement in (a) (i) above unless it ceases to use special drawing rights for the rest of the period for which the calculation was made under (a) (ii) above.</p> <p>(iv) A participant that needs to acquire special drawing rights to fulfill this obligation shall be obligated and entitled to obtain them, at its option for gold or currency acceptable to the Fund, in a transaction with the Fund conducted through the General Account. If sufficient special drawing rights to fulfill this obligation cannot be obtained in this way, the participant shall be obligated and entitled to obtain them with currency convertible in fact from a participant which the Fund shall specify.</p> <p>(b) Participants shall also pay due regard to the desirability of pursuing over time a balanced relationship between their holdings of special drawing rights and their holdings of gold and foreign exchange and their reserve positions in the Fund.</p> <p>2. If a participant fails to comply with the rules for reconstitution, the Fund shall determine whether or not the circumstances justify suspension under Article XXIX, Section 2 (b).</p>	<p>signation des participants au titre de l'Article XXV, Section 5, paragraphe (a), alinéa 2, afin de les aider à se conformer à l'impératif de l'alinéa (a) 1 ci-dessus.</p> <p>3. Le Fonds avertira spécialement un participant lorsque les calculs mentionnés à l'alinéa (a) 2 ci-dessus indiqueront qu'il est peu probable que ce participant puisse se conformer à l'impératif de l'alinéa (a) 1 ci-dessus, à moins qu'il ne cesse de faire usage de droits de tirage spéciaux durant le reste de la période pour laquelle ces calculs ont été effectués en vertu de l'alinéa (a) 2 ci-dessus.</p> <p>4. Un participant qui a besoin d'acquérir des droits de tirage spéciaux pour remplir cette obligation sera tenu de les obtenir et aura le droit de le faire, à son choix, contre de l'or ou une monnaie acceptable pour le Fonds par une transaction avec le Fonds effectuée par l'intermédiaire du Compte Général. S'il ne lui est pas possible d'obtenir ainsi un montant suffisant de droits de tirage spéciaux pour remplir cette obligation, le participant sera tenu de les obtenir et aura le droit de le faire, contre de la monnaie effectivement convertible, d'un participant que le Fonds désignera.</p> <p>(b) Les participants tiendront en outre dûment compte de l'intérêt qu'ils auront à réaliser, dans le temps, un équilibre entre leurs avoirs en droits de tirage spéciaux et leurs avoirs en or et en devises et leurs positions de réserve au Fonds.</p> <p>2. Si un participant ne se conforme pas aux règles de reconstitution, le Fonds déterminera si les circonstances justifient ou non la suspension prévue à l'Article XXIX, Section 2, paragraphe (b).</p>	<p>aanwijzing van participanten in gevolge artikel XXV, sectie 5 (a), 2, ten einde deze te helpen voldoen aan het vereiste in (a), 1, hierboven.</p> <p>3. Het Fonds zendt een speciale kennisgeving aan een participant indien de berekeningen in gevolge (a), 2, hierboven aantonen dat het onwaarschijnlijk is dat de participant aan het vereiste in (a), 1, zal kunnen voldoen tenzij hij het gebruik van bijzondere trekkingssrechten staakt voor het resterende gedeelte van het tijdvak waarvoor de berekening ingevolge (a), 2, hierboven was gemaakt.</p> <p>4. Een participant die bijzondere trekkingssrechten dient te verwerven om aan deze verplichting te voldoen is verplicht en gerechtigd deze, naar zijn keuze voor goud of een voor het Fonds aanvaardbare valuta, te verkrijgen in een transactie met het Fonds via de Algemene Rekening. Indien op deze wijze niet voldoende bijzondere trekkingssrechten kunnen worden verkregen om aan deze verplichting te voldoen, is de participant verplicht en gerechtigd deze te verkrijgen met feitelijk inwisselbare valuta van een participant die door het Fonds zal worden aangewezen.</p> <p>(b) Participanten besteden eveneens goede aandacht aan de wenselijkheid, dat na verloop van tijd een evenwichtige verhouding wordt nagestreefd tussen hun bezit aan bijzondere trekkingssrechten enerzijds en hun bezit aan goud en buitenlandse valuta en hun reservepositie in het Fonds anderzijds.</p> <p>2. Indien een participant de voorschriften voor het herstel van de oorspronkelijke positie niet naleeft, bepaalt het Fonds of de omstandigheden al dan niet opschorting ingevolge artikel XXIX, sectie 2 (b) rechtvaardigen.</p>
<p>SCHEDULE H.</p> <p>Termination of participation.</p> <p>1. If the obligation remaining after the setoff under Article XXX, Section 2 (b), is to the terminating participant and agreement on settlement between the Fund and the terminating participant is not reached within six months of the date of termination, the Fund shall redeem this balance of special drawing rights in equal half-yearly installments within a maximum of five years of the date of termination. The Fund shall redeem this balance as it may determine, either (a) by the payment to the terminating participant of the amounts provided by the remaining participants to the Fund in accordance with Article XXX, Section 5, or (b) by permitting the terminating participant</p>	<p>ANNEXE H.</p> <p>Cessation de participation.</p> <p>1. Si la compensation prévue à l'Article XXX, Section 2, paragraphe (b) se solde par une obligation en faveur du participant qui se retire et si aucun accord relatif à l'apurement des comptes entre le Fonds et le participant qui se retire n'est intervenu dans les six mois de la date de la cessation de participation, le Fonds rachètera ce solde de droits de tirage spéciaux par versements semestriels égaux en cinq ans au maximum à compter de la date de la cessation. Le Fonds rachètera ce solde à son choix, soit (a) en versant au participant qui se retire les montants fournis au Fonds par les participants restants conformément aux dispositions de l'Article XXX, Section 5, ou soit (b) en autorisant</p>	<p>BIJLAGE H.</p> <p>Beëindiging van participatie.</p> <p>1. Indien de overblijvende verplichtingen na de verrekening ingevolge artikel XXX, sectie 2 (b), een verplichting is tegenover de zich terugtrekkende participant en niet binnen zes maanden na de datum van beëindiging overeenstemming over de vereffening is bereikt tussen het Fonds en de zich terugtrekkende participant, lost het Fonds dit saldo van bijzondere trekkingssrechten binnen een maximum van vijf jaar vanaf de datum van beëindiging af in gelijke halfjaarlijkse termijnen. Het Fonds lost dit saldo af op door hem te bepalen wijze, hetzij (a) door betaling aan de zich terugtrekkende participant van de bedragen die de overblijvende participanten aan het Fonds verstrekken overeenkomstig arti-</p>

to use its special drawing rights to obtain its own currency or currency convertible in fact from a participant specified by the Fund, the General Account, or any other holder.

2. If the obligation remaining after the setoff under Article XXX, Section 2 (b), is to the Fund and agreement on settlement is not reached within six months of the date of termination, the terminating participant shall discharge this obligation in equal half-yearly installments within three years of the date of termination or within such longer period as may be fixed by the Fund. The terminating participant shall discharge this obligation, as the Fund may determine, either (a) by the payment to the Fund of currency convertible in fact or gold at the option of the terminating participant, or (b) by obtaining special drawing rights, in accordance with Article XXX, Section 6, from the General Account or in agreement with a participant specified by the Fund or from any other holder, and the setoff of these special drawing rights against the installment due.

3. Installments under either 1 or 2 above shall fall due six months after the date of termination and at intervals of six months thereafter.

4. In the event of the Special Drawing Account going into liquidation under Article XXXI within six months of the date a participant terminates its participation, the settlement between the Fund and that government shall be made in accordance with Article XXXI and Schedule I.

SCHEDULE I.

Administration of liquidation of the Special Drawing Account.

1. In the event of liquidation of the Special Drawing Account, participants shall discharge their obligations to the Fund in ten half-yearly installments, or in such longer period as the Fund may decide is needed, in currency convertible in fact and the currencies of participants holding special drawing rights to be redeemed in any installment to the extent of such redemption, as determined by the Fund. The first half-yearly payment shall be made six months after the decision to liquidate the Special Drawing Account.

2. If it is decided to liquidate the Fund within six months of the date of the decision to liquidate the Special Drawing Account, the liquidation of the Special Drawing Account shall not pro-

le participant qui se retire à utiliser ses droits de tirage spéciaux pour acquérir sa propre monnaie ou une monnaie effectivement convertible d'un participant désigné par le Fonds, du Compte Général ou de tout autre détenteur.

2. Si la compensation prévue à l'Article XXX, Section 2, paragraphe (b) se solde par une obligation en faveur du Fonds et si aucun accord relatif à l'apurement des comptes n'est intervenu dans les six mois de la date de la cessation, le participant qui se retire s'acquittera de cette obligation en versements semestriels égaux en trois ans à compter de la date de la cessation ou en un délai plus long qui aura été fixé par le Fonds. Le participant qui se retire s'acquittera de cette obligation, au choix du Fonds, (a) soit par versement au Fonds de monnaie effectivement convertible ou d'or au choix du participant qui se retire, (b) soit en obtenant des droits de tirage spéciaux, conformément à l'Article XXX, Section 6, du Compte Général ou d'un participant désigné par le Fonds avec son accord ou de tout autre détenteur et en compensant ces droits de tirage spéciaux avec le montant du paiement dû.

3. Les versements prévus aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus viendront à échéance six mois après la cessation, puis à des intervalles de six mois.

4. Au cas où le Compte de Tirage Spécial serait mis en liquidation en vertu de l'Article XXXI dans les six mois à compter de la date à laquelle un participant aurait mis fin à sa participation, l'apurement des comptes entre le Fonds et le gouvernement intéressé s'effectuerait conformément aux dispositions de l'Article XXXI et de l'Annexe I.

ANNEXE I.

Gestion de la liquidation du Compte de Tirage Spécial.

1. En cas de mise en liquidation du Compte de Tirage Spécial, les participants s'acquitteront de leurs obligations envers le Fonds en dix versements semestriels à moins que le Fonds ne juge nécessaire de prolonger ce délai, en monnaie effectivement convertible et dans les monnaies des participants détenteurs de droits de tirage spéciaux à racheter lors d'un versement donné à concurrence du montant de ces rachats, selon ce que fixera le Fonds. Le premier versement semestriel s'effectuera six mois après la date de la décision de liquider le Compte de Tirage Spécial.

2. S'il était décidé de liquider le Fonds moins de six mois après la date de la décision de liquider le Compte de Tirage Spécial, la liquidation du Com-

kel XXX, sectie 5, hetzij (b) door de zich terugtrekkende participant toe te staan, zijn bijzondere trekkingrechten te gebruiken voor de verkrijging van zijn eigen valuta of van feitelijk inwisselbare valuta van een door het Fonds aangewezen participant, van de Algemene Rekening of van enige andere houder.

2. Indien de overblijvende verplichting na de verrekening ingevolge artikel XXX, sectie 2 (b), een verplichting is tegenover het Fonds en niet binnen zes maanden na de datum van beëindiging overeenstemming is bereikt over de vereffening, voldoet de zich terugtrekkende participant aan deze verplichting in gelijke halfjaarlijkse termijnen binnen drie jaar na de datum van beëindiging of binnen een zodanige langere periode als het Fonds kan vaststellen. De zich terugtrekkende participant voldoet aan deze verplichting op door het Fonds te bepalen wijze, hetzij (a) door betaling aan het Fonds van feitelijk inwisselbare valuta of goud naar de keuze van de zich terugtrekkende participant, hetzij (b) door bijzondere trekkingrechten te verkrijgen overeenkomstig artikel XXX, sectie 6, van de Algemene Rekening of bij overeenstemming met een door het Fonds aangewezen participant of van enige andere houder en deze bijzondere trekkingrechten te verrekenen niet de verschuldigde termijn.

3. Termijnen ingevolge 1 of 2 hierboven worden verschuldigd zes maanden na de datum van beëindiging en met tussenpozen van zes maanden nadien.

4. Ingeval van liquidatie van de Bijzondere Trekkingrekening ingevolge artikel XXXI binnen zes maanden na de datum waarop een participant zijn participatie beëindigt, geschiedt de vereffening tussen het Fonds en die regering overeenkomstig artikel XXXI en Bijlage I.

BIJLAGE I.

Wijze van liquidatie van de Bijzondere Trekkingrekening.

1. Ingeval van liquidatie van de Bijzondere Trekkingrekening voldoen de participanten hun verplichtingen aan het Fonds in tien halfjaarlijkse termijnen, of over een zodanige langere periode als het Fonds kan bepalen dat nodig is, in feitelijk inwisselbare valuta en de valuta van participanten die bijzondere trekkingrechten bezitten die in enigerlei termijn moeten worden teruggekocht, tot het bedrag van zodanige terugkoop, als bepaald door het Fonds. De eerste halfjaarlijkse termijn wordt betaald zes maanden na het besluit om de Bijzondere Trekkingrekening te liquideren.

2. Indien besloten wordt het Fonds binnen zes maanden na de datum van het besluit tot liquidatie van de Bijzondere Trekkingrekening te liquideren,

ceed until special drawing rights held in the General Account have been distributed in accordance with the following rule:

After the distribution made under 2 (a) of Schedule E, the Fund shall apportion its special drawing rights held in the General Account among all members that are participants in proportion to the amounts due to each participant after the distribution under 2 (a). To determine the amount due to each member for the purpose of apportioning the remainder of its holdings of each currency under 2 (c) of Schedule E, the Fund shall deduct the distribution of special drawing rights made under this rule.

3. With the amounts received under 1 above, the Fund shall redeem special drawing rights held by holders in the following manner and order:

(a) Special drawing rights held by governments that have terminated their participation more than six months before the date the Board of Governors decides to liquidate the Special Drawing Account shall be redeemed in accordance with the terms of any agreement under Article XXX or Schedule H.

(b) Special drawing rights held by holders that are not participants shall be redeemed before those held by participants, and shall be redeemed in proportion to the amount held by each holder.

(c) The Fund shall determine the proportion of special drawing rights held by each participant in relation to its net cumulative allocation. The Fund shall first redeem special drawing rights from the participants with the highest proportion until this proportion is reduced to that of the second highest proportion; the Fund shall then redeem the special drawing rights held by these participants in accordance with their net cumulative allocations until the proportions are reduced to that of the third highest proportion; and this process shall be continued until the amount available for redemption is exhausted.

4. Any amount that a participant will be entitled to receive in redemption under 3 above shall be set off against any amount to be paid under 1 above.

5. During liquidation the Fund shall pay interest on the amount of special drawing rights held by holders, and each participant shall pay charges on the net cumulative allocation of special drawing rights to it less the amount of any payments made in accordance with

te de Tirage Spécial serait suspendue jusqu'à ce que les droits de tirage spéciaux détenus en Compte Général aient été distribués conformément à la règle ci-après :

Après la répartition prévue au paragraphe 2, alinéa (a) de l'Annexe E, le Fonds répartira les droits de tirage spéciaux qu'il détient dans le Compte Général entre tous les membres ayant la qualité de participant proportionnellement au montant dû à chaque participant après qu'il aura été procédé à la répartition prévue au paragraphe 2, alinéa (a). Pour déterminer le montant dû à chaque membre aux fins de la distribution du reste de ses avoirs en chaque monnaie en vertu du paragraphe 2, alinéa (c) de l'Annexe E, le Fonds déduira les droits de tirage spéciaux qui auront été répartis en application de la présente règle.

3. Le Fonds rachètera les droits de tirage spéciaux à leurs détenteurs au moyen des montants reçus en vertu du paragraphe 1 ci-dessus, suivant les modalités et dans l'ordre ci-après :

(a) Les droits de tirage spéciaux détenus par des gouvernements dont la participation aura cessé plus de six mois avant la date à laquelle le Conseil des Gouverneurs décide de liquider le Compte de Tirage Spécial seront rachetés conformément aux termes de tout accord conclu en vertu de l'Article XXX ou de l'Annexe H.

(b) Les droits de tirage spéciaux détenus par des non-participants seront rachetés avant ceux détenus par des participants, et leur rachat se fera proportionnellement au montant détenu par chaque détenteur.

(c) Le Fonds déterminera la proportion des droits de tirage spéciaux que détient chaque participant par rapport à son allocation cumulative nette. Le Fonds rachètera d'abord les droits de tirage spéciaux des participants dont la proportion est la plus élevée jusqu'à ce que cette proportion soit ramenée au niveau de la deuxième par ordre d'importance; le Fonds rachètera alors les droits de tirage spéciaux détenus par ces participants proportionnellement à leur allocation cumulative nette jusqu'à ce que leur proportion soit ramenée au niveau de la troisième par ordre d'importance; et ce processus se poursuivra jusqu'à épuisement du montant disponible en vue des rachats.

4. Tout montant qu'un participant serait fondé à percevoir à titre de rachat en vertu du paragraphe 3 ci-dessus sera compensé contre tout montant dont il serait redébile en vertu du paragraphe 1 ci-dessus.

5. Pendant la durée de la liquidation, le Fonds paiera un intérêt sur les montants de droits de tirage spéciaux en possession des détenteurs, et chaque participant lui versera des commissions calculées sur son allocation cumulative nette de droits de tirage spéciaux dimi-

vindt de liquidatie van de Bijzondere Trekingsrekening geen voortgang alvorens de bijzondere trekingsrechten in de Algemene Rekening zijn verdeeld overeenkomstig de onderstaande regel :

Na de verdeling ingevolge 2 (a) van Bijlage E, wijst het Fonds zijn bijzondere trekingsrechten in de Algemene Rekening toe aan alle leden die participant zijn in verhouding tot de bedragen die aan elke participant verschuldigd zijn na de verdeling ingevolge 2 (a). Ter bepaling van het elke participant verschuldigde bedrag voor de verdeling van het restant van zijn bezit aan iedere valuta ingevolge 2 (c) van Bijlage E, trekt het Fonds hiervan de verdeling af van de bijzondere trekingsrechten verricht ingevolge dit voorschrift.

3. Met de ingevolge 1 hierboven ontvangen bedragen koopht het Fonds de bijzondere trekingsrechten van houders terug op de wijze en in de volgorde als hieronder bepaald :

(a) Bijzondere trekingsrechten in het bezit van regeringen die hun participatie hebben beëindigd langer dan zes maanden voordat de Raad van Gouverneurs besluit tot liquidatie van de Bijzondere Trekingsrekening worden teruggekocht overeenkomstig de voorwaarden van een overeenkomst ingevolge artikel XXX of Bijlage H.

(b) Bijzondere trekingsrechten van houders die geen participanten zijn worden teruggekocht vóór die in het bezit van participanten en wel in verhouding tot het bedrag dat eerstgenoemden bezitten.

(c) Het Fonds stelt vast welke de verhouding is tussen de bijzondere trekingsrechten in het bezit van elke participant en zijn netto cumulatieve toewijzingen. Het Fonds koopht eerst de bijzondere trekingsrechten terug van participanten met het grootste verhoudingsgetal tot dit is teruggebracht tot het volgende grootste verhoudingsgetal; daarna koopht het Fonds de bijzondere trekingsrechten in het bezit van deze participanten terug overeenkomstig hun netto cumulatieve toewijzingen tot hun aldus verminderd verhoudingsgetal is teruggebracht tot het volgende grootste verhoudingsgetal; deze werkwijze wordt voortgezet tot het voor terugkoop beschikbare bedrag is uitgeput.

4. Ieder bedrag waarop een participant recht heeft ingeval van terugkoop ingevolge 3 hierboven, wordt verrekend met ieder bedrag dat moet worden betaald ingevolge 1 hierboven.

5. Tijdens de liquidatie betaalt het Fonds rente over het bedrag van de bijzondere trekingsrechten van houders, en betaalt elke participant commissielonen over zijn netto cumulatieve toewijzing van bijzondere trekingsrechten verminderd met het bedrag van betaald

I above. The rates of interest and charges and the time of payment shall be determined by the Fund. Payments of interest and charges shall be made in special drawing rights to the extent possible. A participant that does not hold sufficient special drawing rights to meet any charges shall make the payment with gold or a currency specified by the Fund. Special drawing rights received as charges in amounts needed for administrative expenses shall not be used for the payment of interest, but shall be transferred to the Fund and shall be redeemed first and with the currencies used by the Fund to meet its expenses.

6. While a participant is in default with respect to any payment required by 1 or 5 above, no amounts shall be paid to it in accordance with 2 or 5 above.

7. If after the final payments have been made to participants each participant not in default does not hold special drawing rights in the same proportion to its net cumulative allocation, those participants holding a lower proportion shall purchase from those holding a higher proportion such amounts in accordance with arrangements made by the Fund as will make the proportion of their holdings of special drawing rights the same. Each participant in default shall pay to the Fund its own currency in an amount equal to its default. The Fund shall apportion this currency and any residual claims among participants in proportion to the amount of special drawing rights held by each and these special drawing rights shall be canceled. The Fund shall then close the books of the Special Drawing Account and all of the Fund's liabilities arising from the allocations of special drawing rights and the administration of the Special Drawing Account shall cease.

8. Each participant whose currency is distributed to other participants under this Schedule guarantees the unrestricted use of such currency at all times for the purchase of goods or for payments of sums due to it or to persons in its territories. Each participant so obligated agrees to compensate other participants for any loss resulting from the difference between the value at which the Fund distributed its currency under this Schedule and the value realized by such participants on disposal of its currency.

nuée de tout paiement qui aurait été effectué au titre du paragraphe 1 ci-dessus. Les taux de l'intérêt et des commissions et les échéances seront fixés par le Fonds. Les paiements d'intérêt et de commissions auront lieu autant que possible en droits de tirage spéciaux. Un participant, qui ne détient pas un montant suffisant de droits de tirage spéciaux pour couvrir les commissions dont il est redébiteur, effectuera le paiement en or ou en une monnaie spécifiée par le Fonds. Dans la mesure où ils seront nécessaires pour couvrir les frais d'administration, le droit de tirage spéciaux reçus à titre de commission ne seront pas utilisés pour le paiement d'intérêt, mais seront transférés au Fonds et rachetés les premiers et avec les monnaies que le Fonds utilise pour couvrir ses dépenses.

6. Tant qu'un participant n'aura pas acquitté un paiement quelconque dû en vertu des paragraphes 1 ou 5 ci-dessus, il ne lui sera payé aucun montant qui lui serait dû au titre des paragraphes 2 ou 5 ci-dessus.

7. Si après que les derniers paiements auront été effectués aux participants, chaque participant non défaillant ne détient pas la même proportion de droits de tirage spéciaux par rapport à son allocation cumulative nette, les participants détaining une proportion plus faible achèteront à ceux qui détiennent une proportion plus élevée des montants déterminés en accord avec le Fonds de manière à uniformiser les proportions respectives de leurs avoirs en droits de tirage spéciaux. Tout participant en défaut de paiement paiera au Fonds dans sa propre monnaie un montant égal à celui pour lequel il est défaillant. Le Fonds répartira cette monnaie et des créances qui pourraient subsister entre les participants proportionnellement au montant de droits de tirage spéciaux détenus par chacun, et ces droits de tirage spéciaux seront annulés. Le Fonds clôturera alors la comptabilité du Compte de Tirage Spécial, et toutes les obligations du Fonds résultant des allocations de droits de tirage spéciaux et de l'administration du Compte de Tirage Spécial se trouveront éteintes.

8. Tout participant dont la monnaie sera distribuée à d'autres participants au titre de la présente annexe garantira que cette monnaie sera utilisable sans restrictions et à tout moment en vue de l'achat de biens ou du paiement de sommes dues à lui-même ou à des résidents sur ses territoires. Cette garantie obligera tout participant à indemniser éventuellement les autres participants des pertes encourues du fait d'une différence entre la valeur attribuée à cette monnaie lors de sa distribution par le Fonds au titre de la présente annexe et la valeur obtenue pour cette monnaie par les participants à la date où ils en auront disposé.

lingen verricht overeenkomstig 1 hierboven. De rente- en commissieontarieven alsmede het tijdstip van betaling worden door het Fonds vastgesteld. Betingen van rente en commissielonen worden zoveel mogelijk verricht in bijzondere trekkingrechten. Een participant die niet voldoende bijzondere trekkingrechten bezit om commissielonen te voldoen, verricht de betaling met goud of met een door het Fonds aangewezen valuta. Bijzondere trekkingrechten die worden ontvangen als commissielonen worden niet gebruikt voor de betaling van rente voor zover zij nodig zijn voor administratieve uitgaven doch worden overgemaakt aan het Fonds en worden het eerst teruggekocht en wel met de valuta's die door het Fonds worden gebruikt voor de betaling van zijn onkosten.

6. Zolang een participant achterstallig is met betrekking tot enige betaling vereist in 1 of 5 hierboven, worden hem geen bedragen betaald overeenkomstig 2 of 5 hierboven.

7. Indien na de slotbetalingen aan de participanten niet iedere participant die niet achterstallig is bijzondere trekkingrechten bezit in dezelfde verhouding tot zijn netto cumulatieve toewijzing, moeten participanten met een kleiner verhoudingsgetal van die met een groter verhoudingsgetal zulke bedragen kopen overeenkomstig door het Fonds getroffen regelingen dat de verhoudingsgetallen van hun bezit aan bijzondere trekkingrechten hetzelfde worden. Elke achterstallige participant moet het Fonds zijn eigen valuta betalen tot een met deze achterstalligheid gelijk bedrag. Het Fonds verdeelt deze valuta en eventuele overblijvende vorderingen tussen participanten in verhouding tot het bedrag aan bijzondere trekkingrechten dat elk bezit en deze bijzondere trekkingrechten worden ingetrokken. Het Fonds sluit dan de boeken van de Bijzondere Trekkingrekening af; alle verplichtingen van het Fonds voortvloeiend uit de toewijzingen van bijzondere trekkingrechten en het beheer van de Bijzondere Trekkingrekening nemen einde.

8. Elke participant wiens valuta ingevolge deze Bijlage wordt verdeeld aan andere participanten garandeert te allen tijde een onbeperkt gebruik daarvan voor de aankoop van goederen of voor betaling van bedragen welke aan hemzelf of aan personen binnen zijn grondgebied verschuldigd zijn. Elke participant die deze verplichting heeft, stemt er in toe andere participanten schadeloos te stellen voor alle verliezen welke ontstaan uit een verschil tussen de waarde waartegen het Fonds zijn valuta ingevolge deze Bijlage verdeelde en de waarde welke die participanten bij beschikking over zijn valuta krijgen.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 11 septembre 1968, d'une demande d'avis sur un projet de loi « relative à l'adhésion de la Belgique à l'amendement de l'accord ayant créé le Fonds monétaire international ainsi qu'au statut monétaire » a donné le 9 octobre 1968 l'avis suivant :

ARTICLE PREMIER.

Pour bien marquer que l'intervention des Chambres législatives n'est requise que pour faire sortir leurs effets à des actes que le Roi a constitutionnellement le pouvoir d'accomplir, le Conseil d'Etat propose de rédiger comme suit l'article 1^{er} du projet :

« Article 1^{er}. — Sortiront leurs pleins et entiers effets :

1. l'acte par lequel le Roi adhérera au nom de la Belgique ... (la suite comme à l'article 1^{er}, 1^e, du projet) ...;

2. la déclaration par laquelle, conformément à l'article XXIII, section I, des statuts modifiés du Fonds monétaire international, le Roi attestera que la Belgique accepte de participer ... (la suite comme à l'article 2, 2^e, du projet) ... ».

ART. 2.

Dans la terminologie utilisée par cet article, l'expression « droits que possède l'Etat belge comme Membre du Fonds monétaire international » vise des facultés de tirage. Celles-ci ne sont ni des droits de propriété, ni des droits de créance qui, en droit commun, seraient susceptibles de figurer dans un bilan. Pour éviter toute équivoque sur la valeur réelle de cet article qui figurera désormais au bilan de la Banque nationale, il est proposé d'écrire : « Les moyens de paiement mis à la disposition de l'Etat belge comme Membre du Fonds monétaire international ».

Cette observation vaut également pour l'article 4.

ART. 3.

Le terme « arrangement » ne paraît pas adéquat pour le deuxième alinéa de l'article 6bis.

Il est proposé de remplacer la finale de l'article 6bis de l'arrêté-loi n° 5 par les mots « prévu par l'accord ou l'opération de coopération en cause ».

ART. 4.

Il est dit, dans l'exposé des motifs, que « l'or des banques centrales n'est plus détenu par elles uniquement sous forme de pièces et lingots, mais peut faire l'objet de dépôts auprès d'institutions financières internationales telles que la Banque des règlements internationaux ».

Il s'agit en cette dernière occurrence de dépôts d'or non individualisé et pouvant être assortis d'un intérêt annuel; pareils dépôts correspondent à la notion juridique de dépôt irrégulier, à laquelle l'expression « avoirs en or » prévue au projet ne peut s'appliquer.

Il conviendrait, dès lors, pour réaliser l'intention du Gouvernement, d'écrire :

« Les engagements à vue de la Banque doivent être couverts, à concurrence d'un tiers au moins, par ses avoirs en or, par ses créances en or sur des institutions financières internationales et par les moyens de paiement mis à la disposition de

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11^e september 1968 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « betreffende de instemming van België met het amendement van de overeenkomst waarbij het Internationaal Muntfonds tot stand werd gebracht en betreffende het munstatuut », heeft de 9^e oktober 1968 het volgend advies gegeven :

EERSTE ARTIKEL.

Om goed te doen uitkomen dat het optreden van de Wetgevende Kamers alleen vereist is om uitwerking te geven aan handelingen waartoe de Koning volgens de Grondwet bevoegd is, stelt de Raad van State voor, artikel 1 van het ontwerp als volgt te redigeren :

« Artikel 1. — Volkomen uitwerking hebben :

1. de handeling waarbij de Koning namens België instemt met het amendement op de statuten ... (verder zoals artikel 1, 1^e, van het ontwerp) ...;

2. de verklaring waarbij de Koning, overeenkomstig artikel XXIII, sectie I, van de gewijzigde statuten van het Internationaal Muntfonds, bevestigt dat België ermee instemt deel te nemen aan ... (verder zoals in artikel 2, 2^e, van het ontwerp) ... ».

ART. 2.

Met « rechten die de Belgische Staat bezit als lid van het Internationaal Muntfonds » worden in de terminologie van dat artikel trekkingsmogelijkheden bedoeld. Dat zijn geen eigendoms- noch vorderingsrechten die naar gewoon recht in een balans kunnen worden opgenomen. Om iedere dubbelzinnigheid omtrent de werkelijke waarde van die post, die voortaan op de balans van de Nationale Bank zal voorkomen, uit de weg te gaan, wordt voorgesteld te schrijven : « betaalmiddelen die de Belgische Staat als lid van het Internationaal Muntfonds ter beschikking zijn gesteld ».

Die opmerking geldt ook voor artikel 4.

ART. 3.

De term « arrangement » lijkt voor het tweede lid van artikel 6bis niet bruikbaar.

Voorgesteld wordt, het slot van artikel 6bis van de besluit-wet nr 5 als volgt te redigeren : « ... van het open krediet dat in de bewuste overeenkomst of verrichting van samenwerking is bepaald, uit te geven en bij de Nationale Bank in pand te geven ».

ART. 4.

De memorie van toelichting zegt « dat het goud van de centrale banken niet meer alleen wordt aangehouden in de vorm van munstukken en staven, maar ook in deposito kan worden gegeven bij internationale financiële instellingen zoals de Bank voor internationale betalingen ».

In dit laatste geval gaat het om deposito's van niet geïndividualiseerd goud, waaraan een jaarlijkse rente verbonden kan zijn; zulke deposito's vallen onder het rechtsbegrip « niet regelmatige deposito's »; de in het ontwerp gebezigde term « tegoeden in goud » kan daarop niet toepasselijk zijn.

Om de bedoeling van de Regering juist te verwoorden, moet de tekst dan ook als volgt luiden :

« De verbintenisson op zicht van de Bank moeten tot een bedrag van ten minste één derde gedekt zijn door haar tegoed in goud, haar schuldvorderingen in goud op de internationale financiële instellingen en de betaalmiddelen die de Belgische

l'Etat belge comme Membre du Fonds monétaire international, qui sont comptabilisés par la Banque en vertu de la loi comme avoirs propres ».

Observation finale.

La traduction française de l'amendement aux statuts du Fonds monétaire international laisse grandement à désirer; elle contient notamment des erreurs et des contresens. Cette traduction devrait être revue.

La Chambre était composée de :

MM. G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président; J. MASQUELIN, Mme G. CISELET, conseillers d'Etat; MM. P. DE VISSCHER, G. ARONSTEIN, assesseurs de la section législation; G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut de l'auditeur général.

*Le Greffier,
(s.) G. DE LEUZE.*

*Le Président,
(s.) G. VAN BUNNEN.*

**

Pour expédition délivrée au Ministre des Finances,
22 octobre 1968.

*Le Greffier du Conseil d'Etat,
R. DECKMYN.*

Staat als lid van het Internationaal Muntfonds ter beschikking zijn gesteld en door de Bank krachtens de wet als eigen tegoed worden geboekt ».

Slotopmerking.

De Franse vertaling van het amendement op de statuten van het Internationaal Muntfonds laat heel wat te wensen over; er komen onder meer vergissingen en misvattingen in voor. Ze moet worden herzien.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren G. VAN BUNNEN, staatsraad, voorzitter; J. MASQUELIN, Mevrouw G. CISELET, staatsraden; de heren P. DE VISSCHER, G. ARONSTEIN, bijzitters van de afdeling wetgeving; G. DE LEUZE, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de heer G. PIQUET, substituut-auditeur-generaal.

*De Griffier,
(get.) G. DE LEUZE.*

*De Voorzitter,
(get.) G. VAN BUNNEN.*

**

Voor uitgifte afgeleverd aan de Minister van Financiën,
22 oktober 1968.

*De Griffier van de Raad van State,
R. DECKMYN.*